

Profil de l'UIB

L'UIB est une des premières Banques privées de Tunisie. Elle fait partie du Groupe Société Générale, un des premiers groupes bancaires internationaux.

Une banque universelle

Le modèle de l'UIB est celui d'une banque universelle, dont la vocation est d'offrir une gamme complète de services à tout type de clientèle : Particuliers, Professionnels, PME, Grandes Entreprises nationales et multinationales, Institutionnels.

Son objectif est d'améliorer durablement les outils, les méthodes de travail et la qualité de service.

Un grand réseau national et international.

Le réseau de l'UIB compte 90 points de vente répartis dans toute la Tunisie. L'UIB fait partie d'un réseau de 30 banques exerçant le même métier : elle bénéficie dorénavant des synergies avec l'ensemble des banques du Groupe Société Générale.

Une Banque de référence

Banque de référence en Tunisie sur les opérations de financement internationales, l'UIB continue de renforcer ses compétences en bénéficiant du support du Groupe Société Générale, présent dans la plupart des pays du monde.

APERÇU DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Un des premiers groupes de services financiers de la zone Euro

Le Groupe Société Générale est l'un des tout premiers groupes de services financiers de la zone Euro et l'une des premières entreprises françaises par sa capitalisation boursière (45,1 mds d'euros au 31/12/05). Le Groupe a réalisé un PNB de 19,2 mds d'euros et un résultat net de 4,4 mds d'euros en 2005.

Un Groupe International

103 000 personnes, de 114 nationalités, travaillent dans 76 pays au service de plus de 19 millions de clients particuliers.

3 Grands Métiers

- > Réseaux de détail et services financiers : plus de 19 millions de clients particuliers dans 76 pays.
- > Gestion d'actifs et services aux investisseurs : 386 mds euro sous gestion et 1418 mds euro en conservation.
- > Banque de financement et d'investissement : parmi les leader européens et mondiaux en marchés des capitaux en euro, produits dérivés et financements structurés.

**L'UIB, une
banque
universelle,**
dynamique et en
développement

90
points de vente
répartis sur tout le territoire
tunisien

**L'UIB
bénéficie**
des synergies de
l'ensemble des 30
banques du Groupe
Société Générale

**Groupe
Société
Générale**

1^{ère} banque de détail non
mutualiste en France,
3^{ème} banque de financement et
d'investissement de la zone euro,
5^{ème} groupe bancaire de la zone
euro par la capitalisation
boursière.

Le Conseil d'Administration

PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mme Alia ABDALLAH

DIRECTEUR GÉNÉRAL

M. Philippe AMESTOY

ADMINISTRATEURS

M. Mohammed Ali ABABOU

M. Mohamed Ali BAKIR

M. Frédéric GENET

M. Jean-Louis MATTEI

M. Mohamed El Aziz MILED

M. Moncef M'ZABI

M. Hervé SAINT-SAUVEUR

La Société Générale, représentée par M. Gérard LACAZE

La Société Tunisienne de l'Air, représentée par M. Youssef NEJI

M. Philippe VIGUE

Commissaire Aux Comptes (AMC Ernst&Young) représenté par M. Nouredine HAJJI

Répartition du capital et des droits de vote

Au 31 décembre 2005, le capital social de la Banque est réparti comme suit en actions et en droits de vote :

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant en TND	%
Actionnaires Tunisiens	5 050 099	50 498 400	47.64
Actionnaires Etrangers	5 549 901	55 501 600	52.36

Conditions d'accès aux assemblées

Tout actionnaire désirant prendre part à une Assemblée Générale de l'Union Internationale de Banques peut retirer une convocation auprès de son intermédiaire ou teneur de compte dépositaire et ce, conformément à la situation des actionnaires arrêtée par la S.T.I.C.O.D.E.V.A.M. au moins 15 jours avant la tenue de l'assemblée.

Les actionnaires qui le souhaitent, peuvent se faire représenter à l'assemblée par une autre personne qui doit être elle-même actionnaire, munie d'un mandat spécial à cet effet.

Message de la Présidente



“ **Mme Alia Abdallah**
Présidente du Conseil

Dans la continuité de l'exercice précédent, l'année 2005 a permis à l'UIB de réaliser des performances significatives, sur chacun de ses trois axes stratégiques.

L'assainissement financier a respecté les objectifs fixés en 2004, présentés au cours de l'AGE ayant décidé l'augmentation de capital. Cette performance a notamment résulté de la mobilisation des équipes sur les chantiers de l'assainissement des engagements, régularisation des garanties, de recouvrement et de contentieux. Le besoin de provisionnement de l'UIB a ainsi pu être réduit à hauteur de 19,8 MDT à fin 2005.

L'amélioration de la capacité bénéficiaire de l'UIB est poursuivie : avec une nouvelle croissance du PNB à deux chiffres, comme cela a été le cas pour l'exercice 2004, les équipes de l'UIB démontrent leur faculté de développer le fonds de commerce de manière pérenne.

La rénovation des fonctions supports, quant à elle, a également connu des avancées majeures, avec notamment la livraison du premier lot du nouveau système d'information de l'UIB.

Au final, l'année 2005 a permis une fois de plus à l'UIB de respecter les engagements pris vis-à-vis de ses actionnaires et de doter la Banque d'améliorations structurelles fondamentales qui permettent d'inscrire sa croissance dans la durée.

L'exercice 2006 s'annonce lui aussi se conformer à notre plan stratégique et devrait afficher des performances du même ordre sur chacun des trois axes stratégiques de l'UIB.

Le nouveau système d'information sera déployé tout au long de l'année, dans l'ensemble de la Banque. Un dispositif de formation d'envergure permettra à chacun des salariés de s'approprier ce nouvel outil de travail.

Ce nouveau système d'information permettra à l'UIB de poursuivre l'amélioration progressive de la qualité de service, tout en permettant un pilotage plus précis de son activité.

A la fin de l'exercice 2006, l'UIB disposera des éléments clés pour poursuivre un développement durable s'appuyant sur des fondations solides.

Entretien avec M. Philippe Amestoy



“ M. Philippe Amestoy
Directeur Général

Quelle est votre analyse de l'activité de l'UIB en 2005 ?

2005 est une année positive à bien des égards : nous avons atteint et parfois même dépassé les objectifs que nous nous étions fixés, en termes d'assainissement financier, de performances commerciales et de consolidation de nos fonctions supports.

Il me semble important de souligner que 2005 s'inscrit dans la continuité de l'exercice précédent, preuve de la solidité et de la pertinence de la stratégie mise en place courant 2003.

Quels ont été les fondements de ce renouveau de l'UIB ?

Avant tout, il est à citer l'effort d'adaptation et de mobilisation du personnel, ainsi que l'investissement considérable consenti en formation. Ce capital humain et ce savoir-faire sont des atouts incontestables.

La mise en place de cette nouvelle stratégie est également intervenue au bon moment, permettant à l'UIB de conquérir rapidement de nouvelles parts de marché. Pour citer des exemples, nous sommes devenus leaders en Tunisie en matière d'émission de cartes VISA et affichons une croissance de notre fonds de commerce de l'ordre de 30% sur les 2 derniers exercices.

Enfin, le business model que nous déclinons fonctionne bien. Déjà mis en place dans plusieurs dizaines de pays, il a maintenant démontré sa pertinence sur le marché tunisien. Notre actionnaire de référence, le Groupe Société Générale, est donc un atout décisif.

Comment s'inscrit l'UIB au sein du Groupe Société Générale ?

Depuis sa privatisation en novembre 2002, l'UIB évolue au sein du Groupe Société Générale, un des premiers groupes financiers de la zone euro, présent dans 76 pays dans le monde. La mise à disposition de ce réseau bancaire au profit de nos clients me semble, à l'évidence, un apport considérable dans l'accompagnement à l'international des entreprises tunisiennes.

Dans le même esprit, nous mettons à profit l'expertise du Groupe dans tous nos domaines d'activité. La migration de notre système d'informations bénéficie ainsi d'un appui significatif des équipes informatique du Groupe. La mise en place et le développement de notre dispositif commercial bénéficient eux aussi des outils et des méthodes Société Générale, en matière de formation, d'approche risque et d'ingénierie marketing par exemple.

Le Groupe Société Générale est enfin reconnu pour sa croissance dynamique, couplée à une gestion rigoureuse des risques et des coûts : une approche qui se décline avec succès en Tunisie.

Avec le soutien du Groupe Société Générale, l'UIB inscrit résolument sa croissance sur le long terme.

Principaux faits marquants de l'année 2005

Janvier

Déclinaison de la Nouvelle Identité Visuelle de l'UIB sur 2 agences prototypes de Tunis.

Février

Nouveau dispositif commercial en faveur des Entreprises : plusieurs sessions de formations accompagnent le développement de la nouvelle fonction de « Chargé d'Affaires Entreprises ».

Mars

10 nouveaux DAB sont installés, portant le parc de l'UIB à 50 unités.

Avril

Déploiement du lot 1 du projet de migration du Système d'Information.

Mai

L'UIB marque sa présence au Salon International de l'Automobile de Tunis pour promouvoir son offre de crédit automobile.

Juin

Grâce à « Alyssa », les Entreprises disposent dorénavant d'états trimestriels de suivi de leurs comptes plus clairs et plus riches.

Juillet

Accueil des Tunisiens Résidents à l'Etranger au port de la Goulette, pour la promotion des services que leur offre l'UIB.

Août

L'UIB reprend l'offensive en matière de solutions de paiement monétique pour les commerçants. Le parc de TPE de l'UIB augmente de près de 40%.

Septembre

Dynamisme sur le marché des Professionnels et des Entreprises : les ouvertures de comptes courants commerciaux sont en augmentation de plus de 60% par rapport à l'exercice 2004.

Octobre

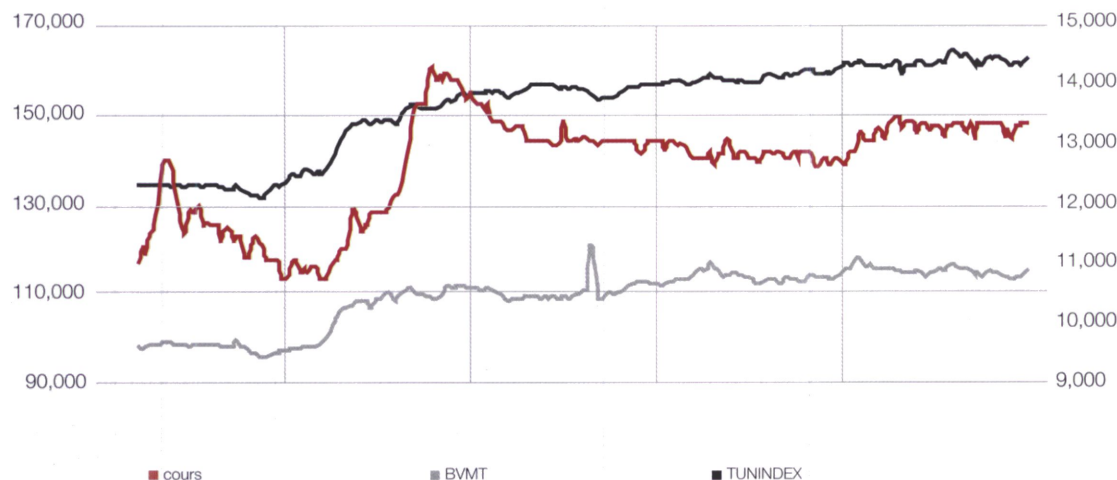
Lancement de Kinz : ce nouveau compte épargne confirme l'engagement de l'UIB dans la modernisation du secteur bancaire et sa contribution active au développement de l'épargne et de la monétique en Tunisie.

Novembre

Avancées majeures pour la Direction des Systèmes d'Information de l'UIB : les anciennes machines système sont remplacées par des unités de dernière génération.

Décembre

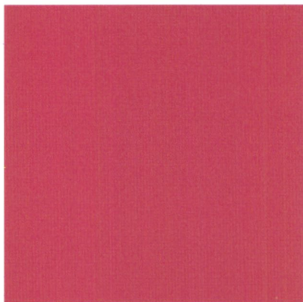
Succès des actions de promotion du service Western Union : la part de marché de l'UIB a doublé au cours du 2^{ème} semestre.



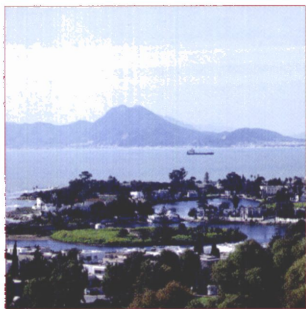
L'ACTION UIB EN 2005

Le cours de clôture du titre UIB s'établit à 14,780 TND au 31 décembre 2005, en progression de 34% par rapport au 1^{er} janvier du même exercice.

Son évolution surpasse l'indice Tunindex, qui affiche une progression de l'ordre de 20% et l'indice BVMT, qui évolue de près de 18% sur la même période.



Rapport D'Activité 2005



Conjoncture Economique et Financière

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

En 2005, la croissance mondiale a été dynamique, tirée notamment par les USA et la Chine. Les pays émergents et les producteurs de matières premières ont connu eux aussi des progressions fortes. Ainsi, malgré de graves catastrophes naturelles, une hausse des prix des ressources énergétiques (+40% en 2005 après +33% en 2004) et un resserrement monétaire, le ralentissement attendu de la croissance mondiale a été plutôt limité. Le PIB mondial aura ainsi progressé d'environ 3,5%, après 4% en 2004.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance du produit intérieur brut s'est établi à 3,6% en moyenne annuelle, en liaison avec la bonne tenue de la demande intérieure. Le déficit de la balance commerciale s'est chiffré à 800 milliards de dollars en 2005. Cette évolution témoigne essentiellement de l'alourdissement de la facture pétrolière et de la montée du déficit commercial vis-à-vis de la Chine, particulièrement en ce qui concerne les produits textiles et les semi-conducteurs.

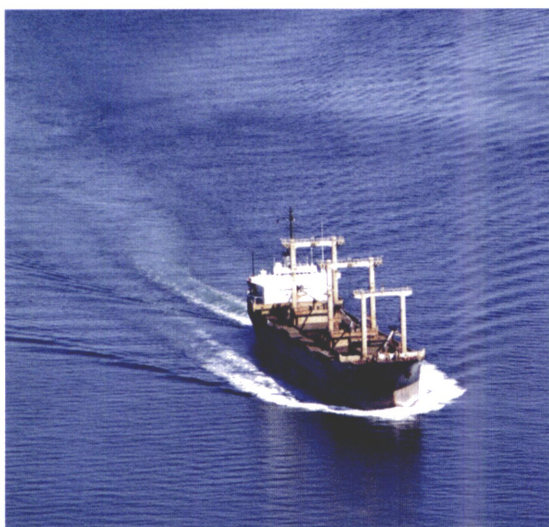
La croissance de l'Europe est restée en deçà de son potentiel, malgré le bas niveau des taux d'intérêt à long terme, la dépréciation de l'Euro et le dynamisme des marchés d'exportation. En moyenne annuelle, l'activité économique a connu une hausse de 1,5%, conséquence d'une croissance de la demande intérieure toujours inférieure à la normale. Néanmoins,

les grandes entreprises européennes majoritairement exportatrices se portent très bien, mais réinvestissent leurs profits à l'étranger.

En Asie, le taux de croissance est attendu à 7,8% en 2005, après 8,2% en 2004. Cette évolution traduit l'effet d'entraînement de la vigueur de la Chine et de l'Inde ainsi que le dynamisme de leurs exportations. En Chine, le produit intérieur brut s'est accru de 9,2% en 2005 contre 9,5% en 2004, alors qu'en Inde, le taux de croissance avoisine 6,8% soit le même niveau que l'année précédente.

L'économie des pays en développement est restée bien orientée en 2005, avec un taux de croissance moyen de 5,7%, sous l'effet de la hausse des cours des produits de base, de l'amélioration des politiques intérieures et de l'afflux des capitaux étrangers. Par ailleurs, les exportations de produits manufacturés de beaucoup de pays en développement ont diminué, du fait de la perte des préférences commerciales consécutive à l'expiration en 2005 des accords multifibres sur l'habillement et le textile.

Dans un avenir proche, l'éventualité de nouvelles flambées des cours du pétrole et l'apparition de risques sanitaires nouveaux pourront faire planer le risque d'un ralentissement graduel de la croissance mondiale. Mais le plus grand danger pourrait résulter des risques systémiques induits par les niveaux élevés et croissants des déséquilibres financiers mondiaux.



CONJONCTURE NATIONALE

Le bilan de l'année 2005 a été dans l'ensemble satisfaisant grâce, essentiellement, à la poursuite de l'expansion des services, en particulier le tourisme, le transport aérien et les communications, ainsi que plusieurs activités manufacturières, à l'instar des industries mécaniques et électriques.

La production industrielle, qui a enregistré une légère progression de 0,7% au cours des onze premiers mois de 2005, a été affectée notamment par la baisse de la production dans le secteur du textile-habillement, suite à la fin des accords multifibres.

Dans le tourisme, la plupart des paramètres d'activité reflètent les bonnes performances du secteur. Les



cours de l'année 2005 contre 2% en 2004. Les réserves en devises ont clôturé l'année 2005 à 5 872 MTND, soit l'équivalent de 124 jours d'importation. Sur le plan monétaire, le taux d'intérêt au jour le jour sur le marché interbancaire a fluctué entre 4,97% et 5,03%. Le taux moyen s'est maintenu à 5%.

S'agissant de l'évolution des prix, le taux d'inflation moyen s'est limité à 2% en 2005 contre 3,6% en 2004. Sur le marché des changes, le dinar a enregistré en 2005 une dépréciation de 12,1% par rapport au Dollar américain et une appréciation de 0,8% vis-à-vis de l'Euro.

En 2005, la croissance mondiale a été dynamique, enregistrant un taux de croissance de 3,5% malgré de graves catastrophes naturelles et la hausse des prix des ressources énergétiques. Dans un avenir proche, l'éventualité de nouvelles flambées de cours de pétroles et les niveaux croissants des déséquilibres financiers mondiaux pourront faire planer le risque d'un ralentissement graduel de la croissance mondiale.

nuitées touristiques ont, en effet, progressé de 10,7% en 2005 pour dépasser 37 millions d'unités. Les recettes en devises du secteur touristique se sont ainsi accrues de 12% pour se situer à 2 564 MTND contre 2 290 MTND en 2004.

En matière de commerce extérieur, les échanges ont connu au cours de 2005 une progression de 12,9% pour les exportations et de 7,2% pour les importations, se soldant par une baisse du déficit commercial de l'ordre de 412 MTND ou 10,5% et par une amélioration du taux de couverture de 4,1 points pour atteindre 79,6%.

A l'exception de l'industrie textile-habillement qui a enregistré une baisse de 0,9%, les exportations se sont accrues, particulièrement dans les secteurs de l'énergie et des industries mécaniques et électriques. Quant à l'augmentation des importations, elle a concerné surtout l'énergie (36,8%), les secteurs des matières premières et des biens d'équipement ayant enregistré une progression moins rapide qu'en 2004. Les économies sur salaires transférées par les Tunisiens résidant à l'étranger ont, quant à elles, augmenté de 4,4% pour atteindre 1 406 MTND en 2005 contre 1 346 MTND l'année précédente.

La bonne performance des échanges de biens et services a permis d'alléger le déficit de la balance des opérations courantes, qui est revenu à 1,3% du PIB au

Le bilan de l'année 2005 a été dans l'ensemble satisfaisant grâce, essentiellement, à la poursuite de l'expansion des services, en particulier le tourisme, le transport aérien et les communications, ainsi que plusieurs activités manufacturières, à l'instar des industries mécaniques et électriques.

Activité de l'UIB en 2005

Les résultats de l'exercice 2005 confirment la nouvelle dynamique de l'UIB, qui se manifestait déjà au travers des résultats de 2004.

Les actions entreprises depuis trois ans portent maintenant les fruits du dynamisme de l'ensemble des équipes et témoignent de leur adhésion à la nouvelle stratégie de la Banque. Les objectifs fixés en termes d'activité ont ainsi été atteints et, pour certains, dépassés.

L'UIB a continué pendant l'exercice 2005 à mener à bien le plan d'action défini en 2004, qui s'articule autour de trois axes majeurs :

- le développement commercial,
- la rénovation des fonctions support,
- l'assainissement financier.

LE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Pendant l'année écoulée, l'UIB a poursuivi son action soutenue et dynamique en matière de développement commercial, vis-à-vis de tous ses marchés : Grandes Entreprises, PME, Professionnels et Particuliers. Elle a bénéficié de l'efficacité de son nouveau dispositif d'exploitation, aujourd'hui totalement opérationnel.

Cette action s'est concrétisée au travers de l'élargissement de la gamme de produits, du renforcement des actions commerciales, de l'optimisation du dispositif commercial et de la mise en place d'une nouvelle identité visuelle.

Elargissement et rénovation de la gamme de produits

De nouvelles offres commerciales ont été développées durant l'année 2005, ciblant aussi bien les Entreprises que les Particuliers.

Le service Extranet, qui a bénéficié courant 2005 d'une remise à niveau, enregistre plus de 200 nouveaux abonnés parmi les Grandes Entreprises et les PME importantes. De même, l'UIB a redéfini sa stratégie commerciale en matière de TPE commerçants, ce qui a permis d'augmenter le parc TPE de l'UIB de près de 40% par rapport à 2004. En ce qui concerne les nouveaux services destinés aux personnes morales, la Convention de Trésorerie Courante permet aux Professionnels et aux Entreprises

de bénéficier de découverts, de facilités de caisse et de lignes d'escompte, tout en disposant d'un contrat dont les termes sont clairement et préalablement définis. Autre nouveauté, la possibilité pour les Entreprises de consulter le solde de leurs comptes par téléphone, grâce au service UIBphone Entreprises.

Pour les Particuliers, l'offre épargne de l'UIB s'est enrichie de plusieurs produits. Le plan d'épargne OMNIA permet de constituer une épargne en vue de financer tous types de projets sans justificatif d'achat. Lancé en octobre, le compte d'épargne KINZ innove avec sa carte de retrait et la possibilité de consulter son compte sur serveur vocal. Ce produit moderne et pratique a rencontré un vif succès. De même, l'UIB a poursuivi le développement de l'activité de transfert d'argent avec Western Union, faisant progresser sa part de marché significativement tout au long de l'exercice.

L'offre de crédits a également bénéficié d'avancées significatives. L'année 2005 a en effet permis de finaliser les tests du nouvel outil de scoring des crédits aux particuliers. L'utilisation du score permettra à l'UIB d'industrialiser les procédures d'octroi, pour améliorer la rapidité de la réponse fournie au client. Il permettra aussi d'optimiser la gestion du risque : les stratégies d'acceptation sont désormais définies à partir d'une base de dossiers qualifiée, permettant une analyse du comportement de l'emprunteur sur plusieurs exercices.

Le renforcement des actions commerciales et marketing

Au cours de l'année 2005, le marché des Entreprises a enregistré un dynamisme en ligne avec ses objectifs. Les démarches commerciales se sont intensifiées et les portefeuilles clients se sont diversifiés. Le fonds de commerce se renforce ainsi d'entreprises des secteurs cibles de l'UIB : services, industries manufacturières, entreprises exportatrices notamment.

Les différentes actions conduites au cours de l'exercice ont permis de réaliser un accroissement significatif du fonds de commerce : les entrées en relations avec les entreprises ont ainsi augmenté de 60% par rapport à l'exercice précédent.

En ligne avec la stratégie de développement du fonds de commerce de la Banque, plusieurs

opérations d'animation commerciale ont ponctué l'année 2005. Elles ont concerné différents produits, tant pour les Entreprises que pour les Particuliers. Les Plans de salaires, Extranet, les TPE et la Convention de Trésorerie Courante ont fortement mobilisé les équipes commerciales. La force de vente dédiée au marché des Particuliers a, quant à elle, porté son effort sur les plans d'épargne, la banque à distance, la bancassurance et la monétique

La monétique est en effet l'un des axes forts de la stratégie de l'UIB sur le marché des Particuliers. Elle connaît une forte croissance depuis 2004. Ainsi, le nombre de cartes émises par l'UIB a crû de 41% en 2005 par rapport à l'exercice précédent. L'UIB est le premier émetteur de cartes VISA en Tunisie et affiche une part de marché de 12% sur l'ensemble des cartes émises sur la République.

Finalisation du déploiement de la nouvelle organisation commerciale en agence

Le nouveau dispositif d'exploitation de l'UIB est dorénavant pleinement opérationnel. Tous les points de vente sont aujourd'hui organisés de manière à mettre en œuvre une approche ciblée des différents types de clientèle.

La nouvelle organisation des agences, baptisée « Projet Bases Avant » a été finalisée en avril, conformément au planning initial. Chaque client Entreprise ou Particulier dispose désormais d'un Conseiller de clientèle, qui prend en charge l'ensemble de ses besoins. Les opérations de caisse sont également fluidifiées : aujourd'hui, un interlocuteur unique dénoue chaque opération.

Le marché des Entreprises a ainsi bénéficié d'un investissement conséquent. Il est aujourd'hui exploité à partir d'un nouveau dispositif commercial, organisé autour du nouveau métier de « Chargé d'Affaires Entreprises ». Ces équipes dédiées permettent désormais d'améliorer sensiblement la qualité du service rendu, tout en assurant des résultats commerciaux plus importants. Plusieurs sessions de formation aux réponses aux besoins des clients Professionnels et PME ont accompagné le développement de ce nouveau métier.

Nouvelle identité visuelle de l'UIB, nouvelle notoriété et amélioration de l'image

Le nouveau logo de l'UIB traduit son positionnement de banque universelle au service des Entreprises et des Particuliers, s'appuyant sur la solidité et l'expertise bancaire du Groupe Société Générale, associés à la proximité et à la connaissance de la clientèle des équipes de l'UIB.

La nouvelle identité de la Banque a été déclinée progressivement sur les façades des immeubles de l'UIB, siège et agences. Elle a permis à l'UIB d'accélérer la modernisation de son image et de capitaliser sur la notoriété du Groupe Société Générale. Les études d'impact indiquent que l'UIB a hissé sa marque au niveau des 4 premières banques tunisiennes en termes de notoriété, d'image et de satisfaction.

L'UIB a également mené en 2005 une vaste campagne de communication axée sur le thème du changement vers une organisation orientée clients. Le slogan « Vous changez, l'UIB change » met ainsi les clients au cœur des préoccupations de la Banque. La création des nouveaux métiers de chargés d'accueil et de conseillers de clientèle, à même de répondre à l'ensemble des besoins des clients, donne la mesure de l'implication de l'UIB dans cet objectif.

L'année 2005 a enfin été marquée par la mise en ligne du nouveau site institutionnel de l'UIB : www.uib.com.tn qui reflète la nouvelle image de la Banque : moderne et en développement.

LA RENOVATION DES FONCTIONS SUPPORT

Les chantiers majeurs de mise à niveau et de modernisation de la Banque se sont poursuivis en 2005, enregistrant des avancées remarquables. Ils ont impliqué notamment les équipes de l'informatique, des ressources humaines et de la logistique.

Informatique

Le travail accompli pendant l'année 2005 a porté essentiellement sur la modernisation et la sécurisation des infrastructures, ainsi que sur le projet majeur de l'UIB : le nouveau système d'information.



Les actions entreprises depuis trois ans portent maintenant les fruits du dynamisme de l'ensemble des équipes et témoignent de leur adhésion à la nouvelle stratégie de la Banque. Les objectifs fixés en termes d'activité ont ainsi été atteints et, pour certains, dépassés.

L'UIB poursuit de la mise en œuvre des projets initiés au cours des années précédentes, qui s'articulent autour de trois axes : le développement commercial, la rénovation des fonctions support et l'assainissement financier.

- La sécurisation du Système d'Information.

Le Système d'Information a été transféré sur de nouvelles machines, plus performantes et plus sûres. L'UIB bénéficie ainsi de plus de souplesse dans la phase de déploiement de son nouveau Système d'Information et répond aux normes internationales en matière de sécurité informatique.

- Des étapes majeures ont été franchies concernant la mise en place du nouveau Système d'Information.

Le « lot 1 » a été ouvert aux premiers utilisateurs en avril 2005. Ses principaux apports sont la vision globale des comptes détenus par un même client et une recherche facilitée des données comptables. Depuis le mois de juillet 2005, les arrêtés de compte trimestriels sont traités par ce nouvel outil, avec à la clé de nombreux avantages, notamment des relevés plus complets et plus détaillés, une gestion des conditions particulières plus rigoureuse et une plus grande rapidité de traitement.

- Déploiement du réseau de secours

Désormais, les liaisons télécoms internes de l'UIB bénéficient d'un réseau de secours. C'est une autre étape de franchise dans les chantiers de renouvellement et de sécurisation des infrastructures de l'UIB.

- Modernisation et développement du parc de DAB de l'UIB

Le parc de Distributeurs Automatiques de Billets de l'UIB a été porté à 50 unités à fin 2005, avec l'installation de 10 nouveaux DAB. 21 unités ont également été remplacées afin de mettre le parc aux normes internationales. Le plan d'implantation des nouveaux



DAB a privilégié les agences, pour accompagner l'effort de développement de l'utilisation des cartes.

Contrôle et audit interne

L'UIB a mis en œuvre dès 2003 un dispositif responsabilisant chaque échelon de la hiérarchie et permettant à la Direction Générale de s'assurer que les opérations réalisées sont conformes aux dispositions légales et réglementaires, aux usages professionnels et déontologiques, aux règles internes et aux orientations de la Banque. Ce dispositif se compose de deux niveaux de contrôle.

Le Contrôle Interne de 1^{er} niveau, chargé de garantir la régularité, la sécurité et la validité des opérations réalisées et des traitements. Il se traduit, à l'UIB comme dans toutes les entités du Groupe, par la mise en œuvre de la Surveillance Permanente, concept qui s'articule autour de deux axes :

- La Sécurité au Quotidien représente les contrôles à réaliser au fil de l'activité courante, lors de l'initiation des opérations. A cet effet, les agents disposent des instructions, des manuels et des notes qui rappellent, en matière de sécurité, les contrôles à effectuer en même temps que l'exécution des différentes tâches. La Sécurité au Quotidien correspond donc à la bonne application par les agents des règles et procédures en vigueur, aux contrôles quotidiens des comptes dont ils ont la charge et à la supervision au quotidien de leurs travaux par leur supérieur hiérarchique.

- La Supervision Formalisée est la pierre angulaire du système UIB de contrôle interne. Couvrant toutes les activités de la Banque (Réseau et services du Siège), elle se concrétise par des vérifications a posteriori, ciblées et méthodiques, qui, compte tenu de leur importance, donnent lieu à constitution de dossiers précis et documentés, à disposition des organes de Contrôle Interne.

Les résultats sont reportés sur des états de synthèse transmis trimestriellement aux différents échelons de la hiérarchie en vue de constater les erreurs éventuelles liées aux traitements, d'en analyser les causes et d'y apporter les solutions idoines.

Le Contrôle Interne de 2^{ème} niveau est un dispositif permanent et indépendant (hiérarchiquement rattaché

à la Direction Générale) ayant pour objet d'évaluer, dans le cadre d'une approche objective, rigoureuse et impartiale, l'efficacité du système UIB de Contrôle Interne. Il est doté de moyens adaptés et rend compte directement de ses observations, conclusions et recommandations à la Direction Générale.

Les missions de la Direction du Contrôle Général couvrent l'ensemble des activités de la Banque sous tous ses aspects, sans restriction d'aucune sorte. Chacune donne lieu à la rédaction d'un rapport de mission contradictoire, consécutif à des travaux de deux natures :

- l'audit de conformité et de régularité s'assure que le fonctionnement réel correspond aux règles préétablies. Il vérifie la concordance des procédures et des opérations à un corps de règles formalisé, constitué de circulaires, notes, instructions, etc.

- L'audit d'efficacité et de management s'interroge sur l'adaptation des mesures prises par rapport aux objectifs poursuivis. Il replace l'entité auditée (Agence, Service du Siège) dans son environnement et apprécie, principalement, les orientations, la rigueur de gestion, la capacité de pilotage des équipes des entités vérifiées, la qualité des performances, les résultats obtenus et les causes des échecs constatés.

En outre, ce dispositif est complété par le Comité du Contrôle Général, lien entre la Direction du Contrôle Général et les Directions auditées. Lieu d'échange sur les problèmes relevés à l'occasion des missions, il a pour objet de faire l'état des lieux du système de Contrôles Internes, de s'assurer du bon déroulement du plan de tournée annuel, de veiller à la bonne application des recommandations et de faire le point sur l'application de la Surveillance Permanente.

Enfin, le dispositif de contrôle et d'audit interne repose également sur l'obligation d'alerte : tout agent est soumis à une obligation d'alerte dès lors qu'il a connaissance d'un risque ou d'un incident grave, susceptible d'impacter significativement le résultat ou le niveau de risques pris par la Banque.

Maîtrise des risques

Le dispositif de contrôle des risques à l'UIB s'articule autour de la surveillance de 3 grandes catégories de risques :

- Les risques commerciaux : le risque de contrepartie fait l'objet d'études a priori sur certaines catégories de dossiers, de contrôles a posteriori et de missions de vérification ad hoc.

- Les risques de marché font l'objet d'un dispositif de surveillance des positions prises par la Banque et d'évolution des méthodologies et des procédures de suivi.

- Les risques de perte opérationnelle, découlant par exemple de litiges, d'erreurs d'exécution ou de défaillance des systèmes d'information, sont désormais suivis au travers d'un observatoire. Ce dernier les identifie, les évalue et propose des actions correctives. Ce suivi permet à l'UIB de se conformer aux exigences comptables de Bâle 2.

Ressources humaines

L'UIB a mis en place une politique de recrutements ponctuels sur des métiers de spécialistes (maîtrise d'ouvrage, informatique,...) et sur les nouveaux métiers commerciaux en agence.

En 2005, L'effort de formation a atteint des niveaux historiques. Plus de 50 000 heures de formation ont été dispensées, soit une augmentation de 65% par rapport à l'exercice 2004. Elles permettent d'accompagner la mise en œuvre de la nouvelle stratégie. 1 267 personnes ont bénéficié d'un stage, notamment les salariés en contact avec la clientèle. Un effort qui se poursuivra durant l'exercice 2006, en accompagnement de la migration du Système d'Informations.

L'ASSAINISSEMENT FINANCIER

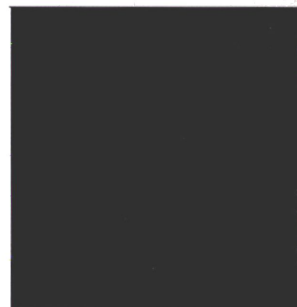
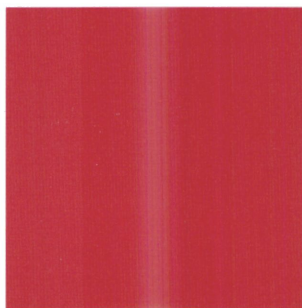
En matière d'assainissement financier, l'augmentation de capital réalisée fin 2004 a été clôturée avec succès.

Le redressement de la rentabilité a permis en 2005 d'augmenter sensiblement l'effort de provisionnement. Ce faisant, le besoin de provisionnement de l'UIB continue de se réduire, grâce également aux efforts de régularisation des garanties et de recouvrement.

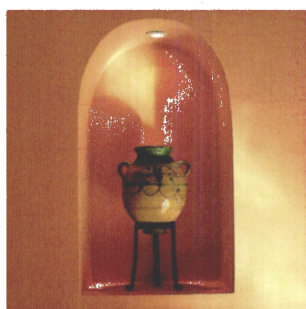
Au 31/12/2005, le sous provisionnement s'établit à 89,1 M DT, en recul de 19,8 MDT, en ligne avec le plan quinquennal d'assainissement de la Banque.

Des étapes majeures ont été franchies concernant la mise en place du nouveau Système d'Information. Depuis le mois de juillet 2005, les arrêtés de compte trimestriels sont traités par ce nouvel outil, avec à la clé de nombreux avantages, notamment des relevés plus complets et plus détaillés, une gestion des conditions particulières plus rigoureuse et une plus grande rapidité de traitement.

Le redressement de la rentabilité a permis en 2005 d'augmenter sensiblement l'effort de provisionnement. Ce faisant, le besoin de provisionnement de l'UIB continue de se réduire, grâce également aux efforts de régularisation des garanties et de recouvrement.



Résultats Financiers 2005



Résultats Financiers 2005

+31 996

en termes d'ouvertures de comptes de dépôts

L'activité a continué de progresser à un rythme soutenu en 2005, tant pour la clientèle d'Entreprises que pour la clientèle de Particuliers.

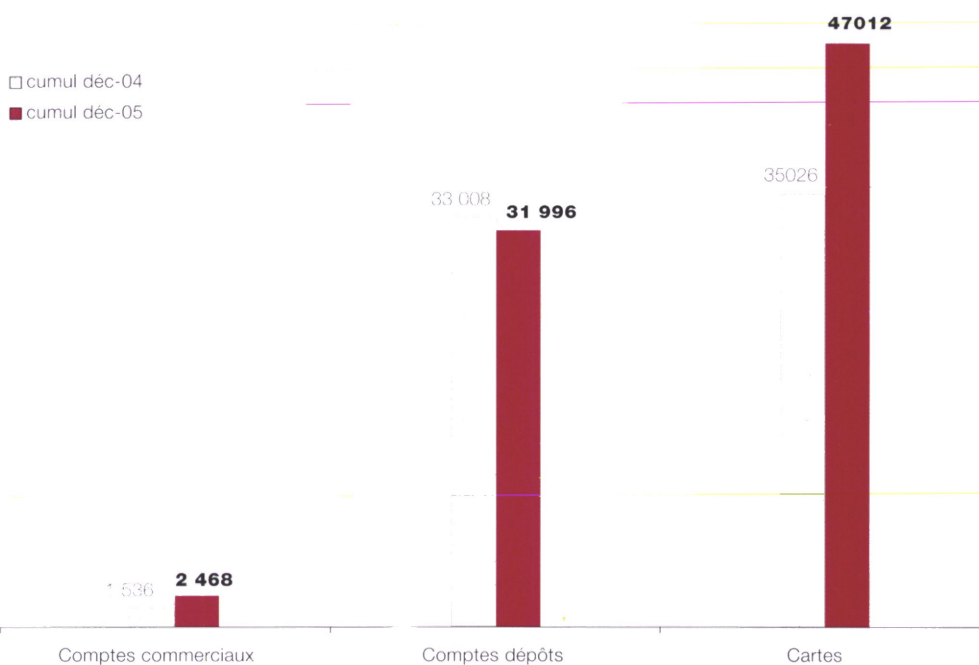
OUVERTURE DE COMPTES ET VENTE DE PRODUITS

L'élargissement de notre fonds de commerce et son équipement se sont activement poursuivis : les ouvertures de comptes et les ventes de produits ont connu une croissance soutenue.

La clientèle privée confirme le dynamisme commercial déjà enregistré en 2004 avec l'augmentation du stock de comptes actifs de 18% par rapport à 2004.

La clientèle Entreprises a amorcé un redressement commercial, avec l'ouverture de 2 500 comptes en 2005 (+61% par rapport à 2004), conformément au plan de développement commercial.

Ouvertures de comptes et ventes de produits



+61%

en termes d'ouvertures de comptes commerciaux

N°1

en émission de cartes bancaires Visa en Tunisie

DÉPÔTS CLIENTÈLE

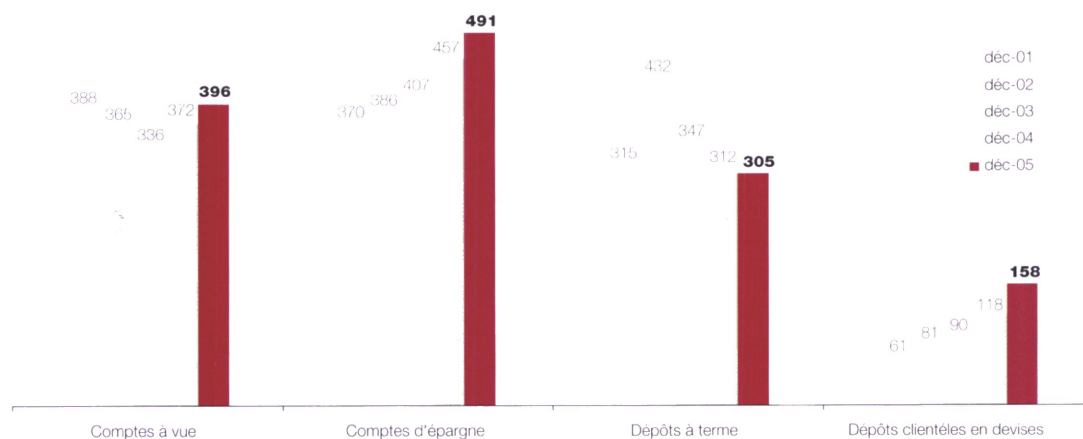
Totalisant 1 370 millions de dinars au 31/12/2005, les dépôts clientèle s'accroissent de 7% (+89 M TND) par rapport au 31/12/2004.

Les progressions des dépôts à vue non rémunérés (+12,9%) et d'épargne en dinars

(7,4%), ainsi que des dépôts en devises (+33,6%), conjuguées à la contraction des dépôts à terme (-2,4%), ont permis de continuer d'abaisser le coût moyen de nos ressources.

La part des dépôts devises est passée de 9% en 2004 à 12% en 2005.

Evolution des dépôts clientèle



+6,9%

évolution de dépôts
clientèle

CRÉDITS CLIENTÈLE

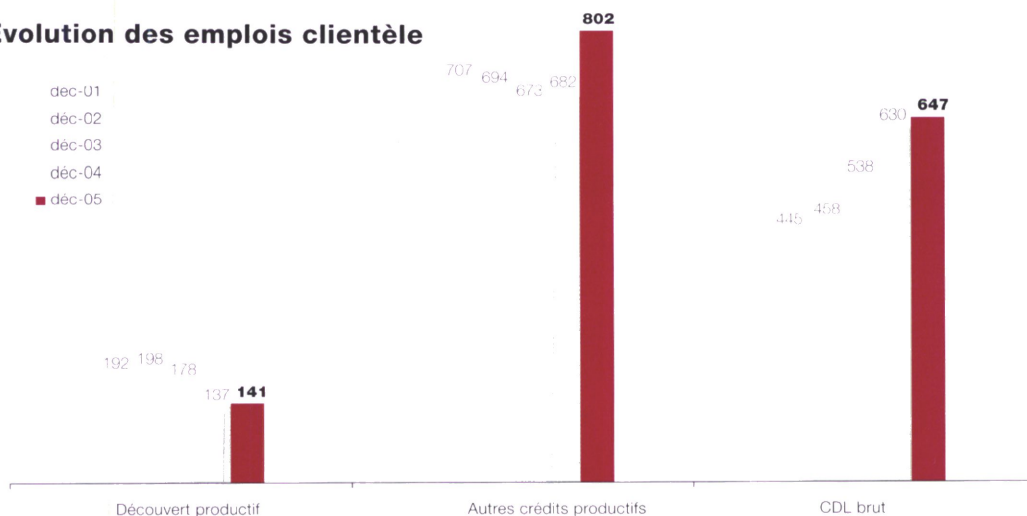
Totalisant 1 590 millions de dinars au 31/12/2005, les crédits clientèle bruts d'agios réservés et de provisions progressent de 9,7% (140 M TND) par rapport au 31/12/2004.

Les crédits productifs augmentent de 15% (124 M TND) par rapport à 2004, grâce notamment au dynamisme des crédits aux particuliers.

L'amélioration de la structure du portefeuille de crédits s'est poursuivie.

Les créances douteuses et litigieuses brutes, nettes de provisions et d'agios réservés, sont quant à elles contenues.

Evolution des emplois clientèle



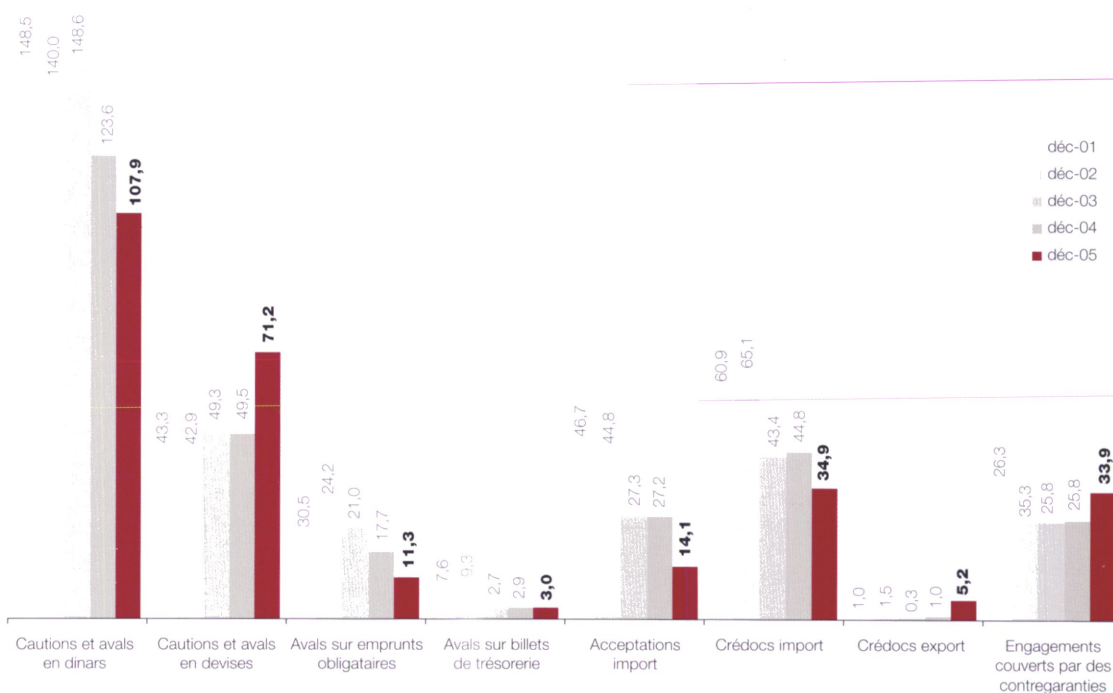
+15%

évolution des crédits
productifs

ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

les engagements par signature se contractent de 4% (-12 M TND) suite à la diminution principalement des cautions et avals.

Evolution des emplois clientèle hors bilan



PORTFEUILLE TITRES

Le portefeuille titres s'établit à 132 M TND au 31/12/2005, composé essentiellement de bons de trésor assimilables pour un total de 93 M TND, de fonds gérés SICAR (24,8 M TND) et de titres de participations (8,9 M TND).

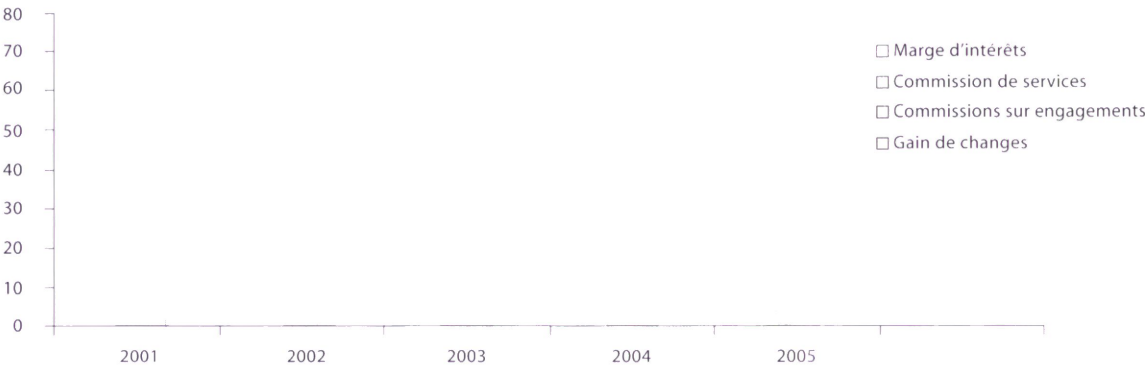
La baisse du total portefeuille titres de 30 M TND par rapport à 2004 s'explique par l'arrivée à terme d'une partie du portefeuille BTA en janvier 2005.

PNB

Atteignant 74 M TND, le PNB augmente de 13% (+ 8,4 M TND) par rapport à 2004. La marge d'intérêts progresse de près de 21% grâce tout à la fois au développement des crédits à la clientèle, à la forte maîtrise du coût des ressources et à l'amélioration du recouvrement sur les crédits compromis. L'élargissement de notre fonds de commerce et de la gamme de produits induisent un accroissement des commissions de service de 7%.

+13%

Progression
du PNB

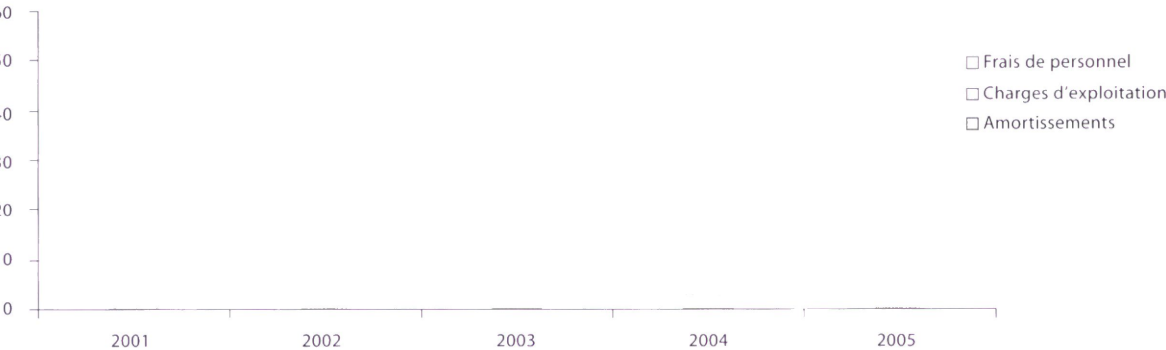


FRAIS GÉNÉRAUX

Les frais généraux, en baisse de 6% (3,2 M TND) par rapport à 2004, restent maîtrisés.

-6%

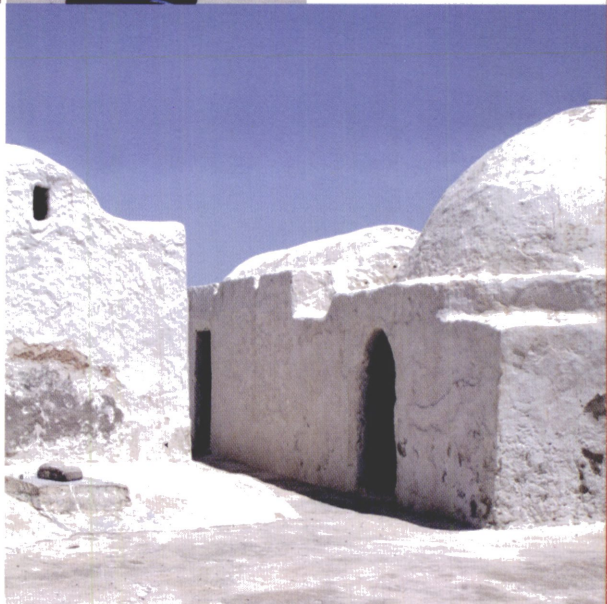
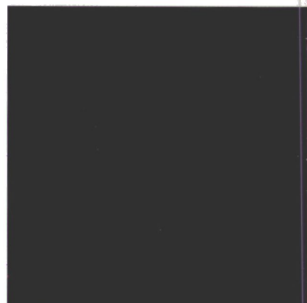
Diminution des
Frais Généraux



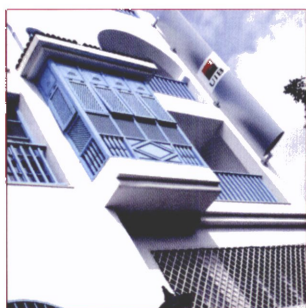
PRINCIPAUX RATIOS DE GESTION

A fin 2005, les principaux ratios de gestion marquent une amélioration sensible, dans la même tendance que celle enregistrée en 2004, témoignant de la réussite de la nouvelle stratégie de l'UIB et de la maîtrise de la gestion de la Banque.

	2003	2004	2004 hors provisions pour plan de départs volontaires	2005
Coefficient d'exploitation	84%	83 %	76 %	69 %
Commissions de services / Frais Généraux	30%	40 %	44 %	46 %
Commissions de services / Frais de Personnel	41%	54 %	62 %	65 %



Activité du Groupe UIB



Activité du Groupe UIB



Le périmètre de consolidation de l'UIB comprend, outre l'UIB, les 6 filiales suivantes :

- Internationale SICAR – IS – détenue à 31%,
- Intermédiaire International – INI – détenue à 52,42%,
- Internationale Obligataire SICAV – IOS,
- Union Valeur SICAV – dissoute au cours de l'exercice,
- L'internationale de recouvrement de créances – IRC, détenue à 99,97%,
- Arab International Lease – AIL – détenue à 20%.

LES FILIALES REPRISES DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Internationale SICAR - IS

Le cinquième exercice de l'International Sicar s'est caractérisé par une nette relance de son activité et un redressement significatif de sa rentabilité.

L'actif de la société s'est accru de 7,6% pour se fixer à 33,3 millions de dinars à fin 2005. Le nombre de projets approuvés, soit 14 en 2005, a doublé par rapport à l'année précédente. Au total, le portefeuille compte 47 projets pour une enveloppe de 18,5 MDT dont 12,9 MDT ont fait l'objet de décaissement.

En termes de volume, le montant des approbations annuelles est passé de 2,6 MDT en 2004 à 4,9 MDT en 2005 soit une progression de 88% ; le flux des décaissements a été comparativement plus dense pour atteindre 1,7 MDT contre seulement 0,5 MDT en 2004. Le montant des rétrocessions partielles ou totales enregistrées en 2005 est de 2,2 MDT en hausse de 22% par an.

L'activité soutenue de la société d'investissement s'est aussi manifestée en 2005 par un développement appréciable de son chiffre d'affaires dont la progression est de 28% passant ainsi de 515 MDT à 661 MDT, les commissions se signalent par un accroissement intéressant de 13% par rapport à 2004.

L'ensemble de ces éléments s'est répercuté favorablement sur le rendement de l'Internationale Sicar dont le résultat net à fin 2005 est de 347 mDT contre 217 mDT une année auparavant, en hausse tangible de 130 mDT soit +60%. En conséquence, la rentabilité par rapport au chiffre d'affaires déployé est passée de 42,1% en 2004 à 52,5 % au terme de l'exercice 2005.

Intermédiaire International - INI

L'Intermédiaire International est une Société d'Intermédiation en bourse créée le 14/11/1995 dans le cadre de la loi 94-117 relative à la réforme du marché financier. Son capital est de 1,9 MDT, il est détenu à hauteur de 0,995 MDT par l'UIB et 0,9 MDT par la B.T.E.I.

En 2005, l'INI a réalisé à périmètre égal un chiffre d'affaires de 165 mDT, contre 139 mDT en 2004 soit une progression de 24,8%. Le volume de transactions en Bourse a connu une évolution positive de 7%, passant de 13,8 MDT fin 2004 à 14,8 MDT fin 2005.

Au 31 décembre 2005, le nombre de titres gérés sous forme d'actions ou d'obligations a dépassé le million de titres pour un montant de 70 MDT. Le résultat 2005, bien que négatif (-74 mDT) est en amélioration par rapport à l'exercice 2004 (-87 mDT).

La nette amélioration du marché boursier en 2005 et 2006 augure d'un retour à la profitabilité pour l'INI en 2006.

Internationale Obligataire SICAV - IOS

L'Internationale Obligataire – Sicav – est une Société d'Investissement à capital variable à vocation obligataire, régie par la loi 2001-83 du 24/07/2001, portant promulgation du code des organismes de placement collectif O.P.C. Elle a pour objet la constitution d'un portefeuille d'obligations émises par les particuliers, les collectivités publiques et l'Etat. Sa gestion est confiée à l'Intermédiaire International – INI.

En 2005, l'Internationale Obligataire Sicav a vu son actif net progresser de 40%, passant de 23,3 MDT à 32,6 MDT. L'exploitation a dégagé un résultat positif de 1 108 MDT, en progression de 10% par rapport à l'exercice 2004.

La gestion des actifs affiche un rendement 4,38% sur l'année 2005, classant l'Internationale Obligataire Sicav au 9^{ème} rang du palmarès des Sicav obligataires, sur 18 sicav obligataires en activité.

Dissolution et liquidation de l'Union Valeurs SICAV

Union Valeurs – Sicav – est une Société d'Investissement à capital variable, régie par la loi 88-92 du 02/08/1988, telle que modifiée et complétée par la loi 2001-83 du 24/07/2004, portant promulgation du code des organismes de placement collectif.

A défaut d'un capital minimum de 1 MDT exigé par le code des organismes de placement collectif, l'agrément d'Union Valeurs – Sicav a été retiré à la société par décision du Conseil du Marché Financier N° 03-2004 du 22 décembre 2004.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, réunie le 16 février 2005, a décidé à l'unanimité de procéder à la dissolution et la liquidation d'Union Valeurs Sicav. Le 29 décembre 2005, les associés de la société Union Valeurs Sicav – société en liquidation se sont réunis en Assemblée Générale. Les associés ont approuvé à l'unanimité les états financiers de liquidation, le rapport du commissaire aux comptes et ont donné leur accord au liquidateur pour entamer la distribution des produits de la liquidation.

Internationale de Recouvrement de créances - IRC

L'Internationale de Recouvrement de Créances est une société qui exerce dans le cadre de la loi 98-04 du 02/02/1998 ainsi que les textes subséquents. Son objet social consiste en l'achat de créances pour son propre compte et le recouvrement des créances pour le compte de tiers tel que défini par l'article 3 de la loi précitée. Son capital est de 2 millions de dinars, détenu par l'UIB à hauteur de 99,97% et libéré de moitié.

L'activité au 31/12/2005 a été caractérisée par le traitement des créances gérées pour le compte de la Banque ainsi que le suivi des créances déjà cédées.

L'encours global des créances cédées totalise 28,3 MDT au 31/12/2005. Le recouvrement global réalisé en 2005 a pu être amélioré, témoignant de l'efficacité croissante de cette filiale, bien que toujours déficitaire (-272 MDT).

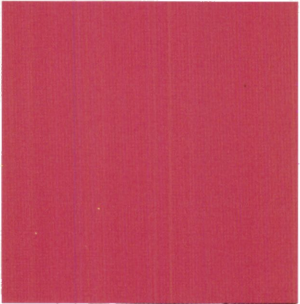
Arab International Lease – AIL

L'Arab International Lease est classée parmi les 10 premières sociétés de leasing en Tunisie. Son capital est de 10 MDT. La participation de l'UIB s'élève à 20%.

L'AIL a réalisé en 2005 un chiffre d'affaires de 24 MDT, en progression de 14% par rapport à 2004. Son résultat des activités ordinaires (avant impôts) est en amélioration à 795 MDT, grâce à une politique commerciale plus agressive et une stratégie de recouvrement plus adaptée.

Le périmètre de consolidation de l'UIB comprend, outre l'UIB, les 6 filiales suivantes :

- Internationale SICAR, détenue à 31%,
- Intermédiaire International, détenue à 52,42%,
- Internationale Obligataire SICAV,
- Union Valeur SICAV, dissoute au cours de l'exercice,
- L'Internationale de Recouvrement de Créances, détenue à 99,97%,
- Arab International Lease, détenue à 20%.



Orientations Stratégiques 2006-2007



Orientations Stratégiques 2006-2007



Les années 2006-2007 verront la mise en œuvre des projets initiés au cours des années précédentes, en particulier concernant le nouveau système d'information, le scoring des crédits, la banque à distance et le développement du réseau d'agences. Les retombées de ces projets permettront à l'UIB de disposer de relais de croissance efficaces, propices au développement de sa capacité bénéficiaire.

2006 : UNE ANNÉE CONSACRÉE AU DÉPLOIEMENT DU NOUVEAU SYSTÈME D'INFORMATION

Après avoir franchi avec succès les étapes planifiées pour 2005, le projet « Alyssa » de migration du Système d'Information de l'UIB entre dans sa préparation finale. L'objectif est de déployer le nouvel outil dans toute la Banque en 2006, avec la préoccupation permanente de donner à l'UIB un système adapté, sûr et performant, lui permettant d'apporter à sa clientèle une qualité de service renforcée.

Pour préparer l'UIB à tirer pleinement profit de son nouveau Système d'Information, un effort particulier sera donné à la maîtrise du nouvel outil par l'ensemble des collaborateurs de la Banque. Un nouvel effort de formation de grande envergure sera par conséquent nécessaire. Pour accompagner cette action, l'UIB pourra s'appuyer sur son nouveau Centre de Formation Intégré.

Plus généralement, le projet Alyssa représente une opportunité pour l'UIB de progresser sur 2 axes majeurs. Le premier concerne la remise à plat complète de ses

méthodes de travail. Ce nouvel outil permet en effet de réétudier les process existants pour les optimiser. Certaines tâches pourront, par exemple, être traitées plus rapidement et de manière plus fiable par des cellules spécialisées.

Le second concerne l'amélioration de la qualité de service. Avec le projet Alyssa, l'UIB sera à même de proposer des informations plus riches à ses clients, de répondre avec davantage de réactivité à leurs demandes et de proposer une offre de produits encore mieux adaptés à leurs besoins.

Conjugué à son dynamisme commercial, le projet Alyssa permettra à l'UIB de poursuivre l'accélération de la croissance de sa capacité bénéficiaire.

OPTIMISATION DES OUTILS D'INGÉNIERIE MARKETING

La mise en œuvre de nouveaux outils marketing permettra d'optimiser l'approche clientèle à partir d'un fonds de commerce élargi.

Les techniques de score seront aussi largement utilisées dès 2006 pour l'octroi des crédits à la consommation aux Particuliers. Elles permettront d'assurer une plus grande rapidité de traitement des dossiers de crédit : les nouveaux dossiers électroniques peuvent désormais être consultés, complétés et validés en temps réel, que ce soit en Agence, en Direction Régionale ou au niveau du Siège. En parallèle, l'UIB entend refondre son fichier clientèle



et utiliser à plein les techniques de datamining, grâce à son nouveau Système d'Information.

AGENCES ET BANQUE À DISTANCE : DÉVELOPPEMENT DES CANAUX DE DISTRIBUTION

Le réseau d'agences, restructuré et réorganisé au cours des exercices 2004 et 2005, bénéficiera dès 2006 d'un plan de développement. Destiné à compléter le maillage du territoire, il cible essentiellement les zones urbaines en forte croissance. La création de nouveaux points de vente permettra à l'UIB d'accompagner la croissance de son fonds de commerce.

En parallèle, de nouveaux canaux de banque à distance viendront compléter l'offre existante. En 2006, l'UIB développera les canaux SMS et DAB, pour faciliter l'accès des clients à leurs informations bancaires. A partir de 2007, l'UIB sera à même de commercialiser des offres de banque à distance via l'Internet. Bénéficiant des critères de sécurité les plus stricts, ces offres seront packagées selon diverses formules étudiées en fonction des besoins des clients Entreprises, Professionnels et Particuliers.

POURSUITE DE L'AMÉLIORATION DE LA CAPACITÉ BÉNÉFICIAIRE ET DE L'ASSAINISSEMENT FINANCIER DE L'UIB

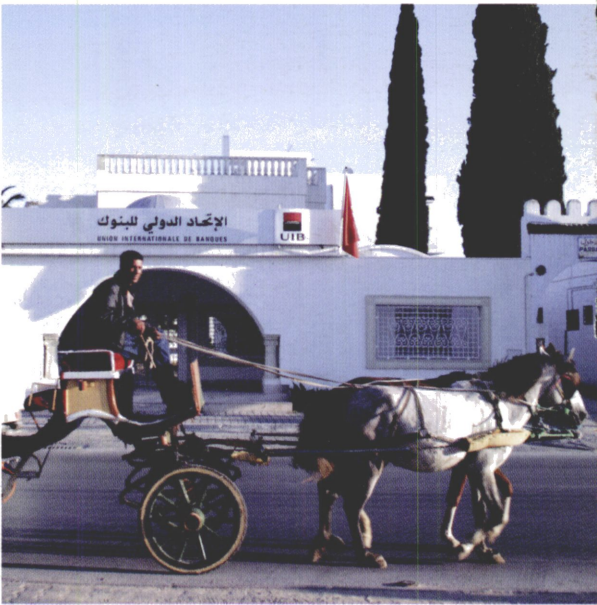
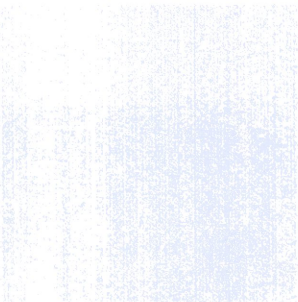
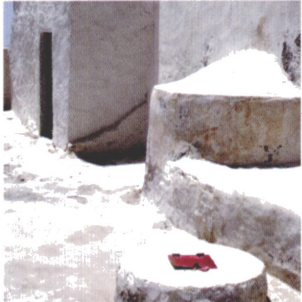
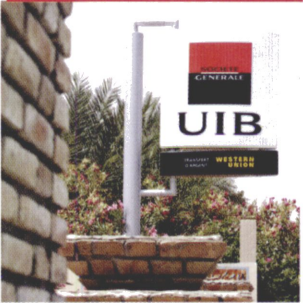
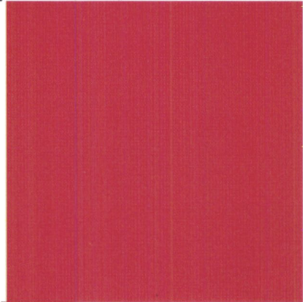
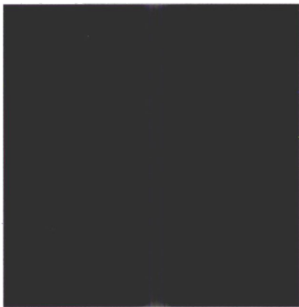
L'élargissement progressif de la base de clientèle de l'UIB, ainsi que l'accroissement de l'équipement des clients en produits et services permettront à l'UIB de poursuivre la croissance de son PNB.

Cette capacité bénéficiaire accrue permettra à l'UIB de couvrir ses risques et répondre à son besoin de provisionnement.

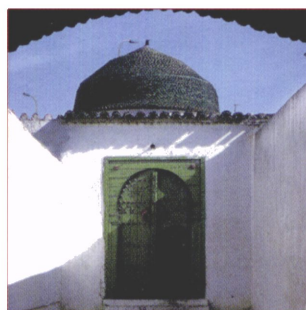


mise en œuvre des projets

Le nouveau système d'information, le scoring des crédits, la banque à distance et le développement du réseau d'agences



Etats Financiers
Rapports du
Commissaire aux
Comptes
Résolutions de
l'Assemblée Générale
Ordinaire
2005



Evolution des capitaux propres 2001 - 2005

Evolution des capitaux propres 2001 - 2005

En KTND	2001	2002	2003	2004	2005
Bénéfice de l'exercice	18 227	5 128	10	0	0
Report antérieur	13	14	5	15	15
Total à répartir	18 240	5 142	15	15	15
Répartition					
Réserves	11 226	1 794	166	0	0
<i>Réserves légales</i>	911	256	1	0	0
<i>Autres réserves</i>	9 315	880	0	0	0
<i>Réserves nettes fonds social</i>	1 000	658	165	0	0
Dividende	7 000	3 500	0	0	0
<i>Dividende statutaire</i>	3 500	3 500	0	0	0
<i>Dividende complémentaire</i>	3500	0	0	0	0
Report à nouveau	14	5	15	15	15
Dividende par action (en DT)	1	0,5	0,0	0,0	0,0
Capital social	70 000	70 000	70 000	106 000	106 000
Réserves début de l'exercice	54 557	57 433	59 227	59 393	59 563
<i>Prime d'émission</i>	7 491	7 491	7 491	7 491	7 491
<i>Réserves légales</i>	3 592	4 503	4 759	4 760	4760
<i>Réserves ordinaires</i>	37 296	38 261	39 141	39 141	39 141
<i>Réserves nettes fonds social</i>	6 178	7 178	7 836	8 001	8171
Fonds propres avant répartition	124 557	127 433	129 227	165 393	165 563
Attributions aux réserves	11 226	1 794	166	0	0
Fonds propres après répartition	127 433	129 227	129 393	165 393	165 563
Capital social	70 000	70 000	70 000	106 000	106 000
Réserves en fin de l'exercice	57 433	59 227	59 393	59 393	59 563
<i>Prime d'émission</i>	7 491	7 491	7 491	7 491	7 491
<i>Réserves légales</i>	4 503	4 759	4 760	4 760	4760
<i>Réserves ordinaires</i>	38 261	39 141	39 141	39 141	39141
<i>Réserves nettes fonds social</i>	7 178	7 836	8 001	8 001	8171

Bilan

Arrêté au 31 décembre 2005 (Unité : en milliers de Dinars)

	31-déc-2005	31-déc-2004
Actif		
AC 1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	17 881	19 120
AC 2- Créances sur les établissements bancaires et financiers	145 595	114 118
AC 3- Créances sur la clientèle	1 353 934	1 243 158
AC 5- Portefeuille d'investissement	132 424	162 330
AC 6- Valeurs immobilisées	32 121	23 437
AC 7- Autres actifs	106 229	119 323
Total Actif	1 788 184	1 681 486
Passif		
PA 1- Banque centrale et C.C.P	0	0
PA 2- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	108 802	70 984
PA 3- Dépôts et avoirs de la clientèle	1 370 206	1 281 647
PA 4- Emprunts et ressources spéciales	37 571	39 332
PA 5- Autres passifs	106 027	124 114
Total Passif	1 622 606	1 516 077
Capitaux Propres		
CP 1- Capital	106 000	106 000
CP 2- Réserves	59 563	59 394
CP 4- Résultats reportés	15	15
CP 5- Résultat de l'exercice	0	0
Total Capitaux Propres	165 578	165 409
Total Passif et Capitaux Propres	1 788 184	1 681 486

Etat des Engagements Hors Bilan

Arrêté au 31 décembre 2005 (Unité : en milliers de Dinars)

	31-déc-2005	31-déc-2004
Passifs Eventuels		
HB 1- Cautions, avals et autres garanties données	238 418	226 828
HB 2- Crédits documentaires	54 195	58 430
Total Passifs Eventuels	292 613	285 259
Engagements Donnés		
HB 4- Engagements de financement donnés	6 860	6 357
HB 5- Engagements sur titres	1 406	1 253
Total des Engagements Donnés	8 266	7 610
Engagements Reçus		
HB 7- Garanties reçues	108 742	41 181
Total des Engagements Reçus	108 742	41 181

Etat de Résultat

Arrêté au 31 décembre 2005

(Unité : en milliers de Dinars)

	Exercice 2005	Exercice 2004
Produits d'exploitation bancaire		
PR 1- Intérêts et revenus assimilés	83 126	75 128
PR 2- Commissions perçues	24 665	21 874
PR 3- Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières	3 962	3 889
PR 4- Revenus du portefeuille d'investissement	5 396	10 556
Total produit d'exploitation bancaire	117 149	111 447
Charges d'exploitation bancaire		
CH 1- Intérêts encourus et charges assimilées	41 531	45 013
CH 2- Commissions encourues	1 497	730
CH 3- Pertes sur portefeuille titres commercial et opérations financières	154	147
Total charges d'exploitation bancaire	43 182	45 890
PRODUIT NET BANCAIRE	73 967	65 557
PR 5/CH 4- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(23 188)	(10 381)
PR 6/CH 5- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(153)	(238)
PR 7- Autres produits d'exploitation	22	13
CH 6- Frais de personnel	(35 886)	(40 019)
CH 7- Charges générales d'exploitation	(12 593)	(11 714)
CH 8- Dotations aux amortissements sur immobilisations	(2 405)	(2 665)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(236)	553
PR 8/CH 9- Solde en gain provenant des autres éléments ordinaires	387	34
CH 11- Impôts sur les sociétés	(151)	(587)
RESULTAT DE L'EXERCICE	0	0

Etat de Flux de Trésorerie

Période du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005

(Unité : en milliers de Dinars)

	Exercice 2005	Exercice 2004
Flux d'exploitation		
Produits d'exploitation encaissés	133 358	117 037
Charges d'exploitation décaissée	(48 891)	(55 113)
Dépôts / Retraits de dépôts des autres établissements bancaires et financier	(12 259)	(8 450)
Prêts, Avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle	(153 318)	(67 672)
Dépôts/ Retraits de dépôts de la clientèle	91 864	75 045
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	(34 820)	(43 988)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	(18 178)	6 395
Impôts sur les bénéfices	(587)	(664)
Flux de trésorerie provenant/affectés à l'activité d'exploitation	(42 831)	22 590
Flux d'investissement		
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	8 094	10 609
Acquisition/Cession sur portefeuille d'investissement	27 054	39 717
Acquisition/Cession sur Immobilisations	(10 549)	(7 150)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	24 599	43 176
Flux de financement		
Emission d'actions	0	36 000
Augmentation/Diminution des ressources spéciales	(1 919)	2 477
Dividendes versés	0	(13)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(1 919)	38 464
Variation de liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice	(20 151)	104 230
Liquidités et équivalents de liquidités début de l'exercice	99 783	(4 447)
Liquidités et équivalents de liquidités fin d'exercice	79 632	99 783

Bilan Consolidé

Arrêté au 31 décembre 2005 (Unité : en milliers de Dinars)

	31-déc-2005	31-déc-2004
Actif		
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	17 881	19 120
Créances sur les établissements bancaires et financiers	146 069	114 503
Créances sur la clientèle	1 354 261	1 243 430
Portefeuille-titres commercial	84	0
Portefeuille d'investissement	127 232	156 847
Titres mis en équivalence	4 042	3 945
Valeurs immobilisées	32 147	23 472
Actif d'impôt différé	0	0
Autres actifs	106 445	119 492
Total Actif	1 788 161	1 680 809
Passif		
B.C.T et C.C.P	0	0
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	108 802	71 185
Dépôts et avoirs de la clientèle	1 370 675	1 281 839
Emprunts et ressources spéciales	37 571	39 332
Passif d'impôt différé	169	160
Autres passifs	106 177	124 238
Total Passif	1 623 394	1 516 754
Capitaux Propres		
Capital	106 000	106 000
Réserves consolidées et assimilées	59 438	59 307
Actions propres	(870)	(1 438)
Résultat net consolidé	(236)	(356)
Total Capitaux Propres	164 332	163 513
Total Passif, Intérêts des Minoritaires et Capitaux Propres	1 788 161	1 680 809

Etat des Engagements Hors Bilan Consolidé

Arrêté au 31 décembre 2005 (Unité : en milliers de Dinars)

	31-déc-2005	31-déc-2004
Passifs éventuels		
HB 1- Cautions, avals et autres garanties données	238 418	226 828
HB 2- Crédits documentaires	54 195	58 431
Totals Passifs éventuels	292 613	285 259
Engagements donnés		
HB 4-Engagements de financement donnés	6 860	6 357
HB 5- Engagements sur titres	1 406	1 253
Total des Engagements donnés	8 266	7 610
Engagements reçus		
HB 7- Garanties reçues	108 742	41 181
Total des Engagements reçus	(108 742)	41 181

Etat de Résultat Consolidé

Arrêté au 31 décembre 2005

(Unité : en milliers de Dinars)

	Exercice 2005	Exercice 2004
Produits d'exploitation bancaire		
Intérêts et revenus assimilés	83 158	75 219
Commissions perçues	24 824	22 000
Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières	3 974	3 972
Revenus du portefeuille d'investissement	5 328	10 480
Total produit d'exploitation bancaire	117 284	111 671
Charges d'exploitation bancaire		
Intérêts encourus et charges assimilées	41 531	45 033
Commissions encourues	1 480	730
Pertes sur portefeuille titres commercial et opérations financières	210	286
Total charges d'exploitation bancaire	43 221	46 049
PRODUIT NET BANCAIRE	74 063	65 622
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(23 301)	(10 381)
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(153)	(148)
Autres produits d'exploitation	22	13
Frais de personnel	(36 194)	(40 383)
Charges générales d'exploitation	(12 741)	(11 852)
Dotations aux amortissements sur immobilisations	(2 420)	(2 684)
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	262	(1)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(462)	186
Solde en gain provenant des autres éléments ordinaires	412	34
Impôts sur les sociétés	(222)	(618)
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	(272)	(398)
Intérêts des minoritaires	(36)	(42)
RESULTAT NET DE CONSOLIDÉ	(236)	(356)
RESULTAT PAR ACTION (en DT)	(0,022)	(0,051)

Etat de Flux de Trésorerie consolidé

Exercice clos le 31 décembre 2005 (Unité : en millier de Dinars)

	Exercice 2005	Exercice 2004
Activité d'exploitation		
Produits d'exploitation bancaires encaissés	133 481	117 275
Charges d'exploitation bancaires décaissées	(48 891)	(55 114)
Dépôts / retraits auprès d'autres établissements bancaires	(12 259)	(8 450)
Prêts et avances / remboursement prêts & avances accordés à la clientèle	(153 318)	(67 672)
Dépôts / retraits de dépôts de la clientèle	91 864	75 045
Titres de Placement	330	313
Sommes versées au personnel & créiteurs divers	(35 154)	(44 753)
Autres flux de trésorerie	(18 064)	6 596
Impôts sur les sociétés	(587)	(530)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation	(42 598)	22 710
Activité d'investissement		
Intérêts & dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	8 094	10 609
Acquisitions/cessions sur portefeuille d'investissement	27 054	39 708
Acquisitions/cessions sur immobilisations	(10 555)	(7 152)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	24 593	43 165
Activité de financement		
Augmentation/diminution ressources spéciales	(1 919)	2 477
Décaissement suite au remboursement de prêts	(200)	(28)
Dividendes versés		(13)
Encaissement suite à la libération du capital		36 000
Flux de trésorerie net affecté/provenant des activités de financement	(2 119)	38 436
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice	(20 124)	104 311
Liquidités et équivalents en début d'exercice	99 993	(4 318)
Liquidités et équivalents en fin d'exercice	79 869	99 993

Rapport Général du Commissaire aux Comptes

Etats financiers- Exercice clos le 31-12-2005

Messieurs les actionnaires de l'Union Internationale de Banques

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 27 juin 2003, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers consolidés de l'Union Internationale de Banques (UIB) arrêtés au 31 décembre 2005, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

1 - Opinion sur les états financiers

Nous avons audité les états financiers consolidés de l'UIB au 31 décembre 2005. Ces états financiers ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de l'UIB. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes exigent que notre audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, par sondages, des éléments supportant les montants et l'information figurant dans les états financiers consolidés. Il comprend également une évaluation des principes et méthodes comptables retenus, des estimations faites par les dirigeants, ainsi qu'une appréciation sur la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous formulons une réserve sur le point suivant :

Il ressort des notes aux états financiers (notes sur les méthodes comptables appliquées 2.2 et 2.6 et notes explicatives 1, 2, 4, 6 et 10) que des provisions pour dépréciation d'actifs et pour passifs, estimées par la banque à la date du 31 décembre 2005 à 89,08 millions de dinars contre 108,9 millions de dinars au 31 décembre 2004, sont demeurées non comptabilisées à cette date. Les capitaux propres, tels que présentés au bilan sont, en conséquence, surévalués à concurrence de ce montant.

Il convient de signaler la situation décrite dans la note aux états financiers 2.2 relative à la garantie accordée par la Société Générale en date du 8 février 2005 couvrant l'insuffisance de provisions signalée ci-haut, et ce dans la limite de 52,8 millions de dinars au 31 décembre 2004 estimée sur la base des états financiers arrêtés à cette date. Celle-ci, sans rétablir en substance

l'insuffisance des capitaux propres signalée ci-dessus, permet à la banque de respecter les ratios réglementaires exigés pour l'exercice de l'activité bancaire.

Compte tenu de la baisse de l'insuffisance de provisions au 31 décembre 2005, relative aux créances bénéficiant de la garantie accordée par la SG, celle-ci porte désormais sur un montant de 42,5 millions de dinars à la date du 31 décembre 2005.

A notre avis et sous réserve du point exposé ci-dessus, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de l'UIB ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2005, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

2 - Vérifications spécifiques

Nous avons procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

La sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice appellent de notre part la même réserve que celle formulée ci-dessus.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers telle qu'exprimée ci-haut.

Par ailleurs et en application des dispositions du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001 portant sur la tenue des comptes en valeurs mobilières, la banque procède actuellement au suivi de la liste des actionnaires sur la base de l'état communiqué périodiquement par la STICODEVAM. La tenue proprement dite des comptes en valeurs mobilières n'est pas opérée, dans l'attente de la publication du règlement du CMF et du cahier des charges à ce sujet.

AMC Ernst & Young
Noureddine HAJJI
Tunis, le 25 avril 2006

Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes

Etats financiers- Exercice clos le 31-12-2005

Messieurs les actionnaires de l'Union Internationale de Banques

I. En application des dispositions de l'article 29 de la loi n° 2001-65 relatives aux établissements de crédits et de l'article 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-après sur les conventions conclues et opérations réalisées suivantes au cours de l'exercice 2005 :

1. La Société Générale a émis en 2005 une garantie au profit de l'UIB de 57,1 millions de dinars portant couverture à hauteur de 52% du sous provisionnement sur créances tel qu'arrêté au 31 décembre 2003 à 109,8 millions de dinars. L'engagement de la Société Générale s'amortira annuellement pour correspondre à la fin de chaque exercice postérieur au 31/12/2003 à 52% du montant résiduel du sous provisionnement sur les créances au 31/12/2003.

En contrepartie de cette garantie, la Société Générale a perçu au titre de 2005 une commission de 0,25 % soit 71 KDT (couvrant le deuxième semestre 2005).

2. L'UIB a conclu en 2004 une convention avec la Société Générale en vertu de laquelle l'UIB bénéficie de l'accès au réseau SWIFTNET géré par la Société Générale.

Le montant facturé à la banque s'élève à 60 K€ (dont 14 K€ de frais de mise en œuvre) au titre de l'exercice 2005.

3. L'UIB a conclu en 2005 avec l'Internationale de Recouvrement des Créances (IRC), dans laquelle elle détient 99,97% du capital, deux contrats de cession portant sur 370 dossiers qui représentent un engagement brut de 512 KDT. Ces engagements sont couverts en totalité par des provisions et des agios réservés dont 171 KDT constitués en 2005. Le prix de cession global d'élève à 370 dinars soit 1 dinar par créance.

Ces contrats ont été autorisés par le Conseil d'Administration du 6 avril 2006.

4. L'UIB a conclu en 2005 avec l'Internationale SICAR un avenant à la convention de gestion des fonds à capital risque pour porter le montant total des fonds débloqués de 23 330 KDT à 24 590 KDT, au 31 décembre 2005. Les fonds gérés sont rémunérés comme suit :

- Une commission de gestion égale à 1% l'an du fond géré avec un minimum de 10 000 dinars, perçus trimestriellement ;

- Une part des revenus des placements en participation égale à 20% des dividendes ou 10% de la plus value de cession ;

- Une commission sur le solde moyen disponible du fond égale à 0,55% l'an, perçue trimestriellement.

Cet avenant a été approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 2005.

Par ailleurs, le montant du fond géré à accorder à la SICAR

et portant réinvestissement exonéré au titre de l'exercice 2005 pour un montant de 325 KDT a été autorisé par le Conseil d'Administration du 6 avril 2006.

5. L'UIB a conclu en 2005 un contrat d'assistance au recouvrement de créances avec l'Internationale de Recouvrement des Créances (IRC). Les conditions de cette convention ont été modifiées par avenant en date du 1er février 2006.

Un portefeuille de créances de 1 824 KDT a été confié en 2005 à ce titre.

En contrepartie de son assistance au recouvrement amiable et contentieux, l'IRC perçoit une rémunération fixe ainsi qu'une commission en fonction des montants recouverts.

Ce contrat a été autorisé par le Conseil d'Administration du 6 avril 2006.

La rémunération de l'IRC au titre de l'exercice 2005 s'élève à 17 KDT.

6. L'UIB a conclu initialement en 2004 et en 2005 moyennant des avenants avec la société KHADAMET (détenue à hauteur de 89% par Franfinance, filiale à 100% de la Société Générale et à hauteur de 1% par l'UIB), une convention pour la gestion administrative et informatique des dossiers de crédits à la consommation accordés par l'UIB dans le cadre du financement des achats de biens ou de services de la clientèle des prescripteurs (magasins ou grandes surfaces ayant signé au préalable un accord de partenariat).

En contrepartie des services rendus à la banque, KHADAMET perçoit une commission déterminée en fonction des encours de crédit et du coût du risque.

Les commissions encourues en 2005, au profit de cette société, s'élèvent à 172 KDT.

7. L'UIB a conclu initialement en 2004 et en 2005 moyennant un avenant avec la société TASSHIL (détenue à hauteur de 35% par Franfinance, filiale à 100% de la Société Générale), une convention pour la prospection et l'animation commerciale des crédits à la consommation accordés par l'UIB via la société KHADAMET.

En contrepartie des services rendus à la banque, TASSHIL perçoit une commission déterminée en fonction des encours de crédit et du coût du risque.

Les commissions encourues en 2005 au profit de cette société s'élèvent à 80 KDT.

8. L'UIB a conclu en 2005 un contrat d'assistance au recouvrement de créances avec la société ISTIKHLASS (détenue à hauteur de 49% par Franfinance, filiale à 100% de la Société Générale et à hauteur de 2% par l'UIB).

En contre partie des services rendus à la banque au titre des recouvrements effectués sur les crédits accordés via la société KHADAMET, la société perçoit une rémunération déterminée sur la base des échéances impayées et recouvrées et des sommes accessoires perçues par la banque à l'occasion des recouvrements.

En rémunération des recouvrements effectués sur les autres créances, la société perçoit une rémunération fixe ainsi qu'une commission déterminée en fonction des montants recouverts.

Ce contrat a été autorisé par le Conseil d'Administration du 28 juillet 2005.

Les commissions encourues en 2005 au profit de la société ISTIKHLASS s'élèvent à 89 KDT.

II. Nous avons été également avisés des conventions suivantes autorisées par le Conseil d'Administration et n'ayant pas produit d'effets au cours de l'exercice 2005 :

1. L'UIB a conclu un avenant à la convention d'assistance au recouvrement de créances avec l'IRC portant modification des conditions de rémunération des services rendus par cette dernière.

Cet avenant a été autorisé par le Conseil d'Administration du 27 janvier 2006.

2. Un projet de contrat de services entre l'UIB et la Société Générale a été autorisé par le Conseil d'Administration du 6 avril 2006. Ce projet de contrat qui couvre une période d'un an à partir du 1er janvier 2006 prévoit des travaux d'assistance dans les domaines suivants :

assistance dans l'amélioration de l'organisation de l'UIB ;

assistance pour les chantiers immobiliers ;

■ assistance pour la négociation de contrats afin de faire bénéficier l'UIB des prix du groupe Société Générale ;

■ formation du personnel de l'UIB ;

■ assistance dans la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

En contre partie de ses services, la Société Générale percevra une rémunération de 750 € par jour-homme de prestation sans que la rémunération annuelle globale ne dépasse 215 K€. Le contrôle des bénéficiaires et émetteurs de transferts internationaux est facturé forfaitairement à 5 K€. En outre, un budget de 60 K€ est arrêté pour l'exercice 2006 pour l'accès au réseau SWIFT NET.

3. Un projet de contrat de services entre l'UIB et la Société Générale Marocaine de Banques (SGMB) a été autorisé par le Conseil d'Administration du 6 Avril 2006. Ce projet de contrat qui couvre une période d'un an à partir du 1er janvier 2006 prévoit des travaux d'assistance dans la mise en place du nouveau système d'information de l'UIB.

En contre partie de ses services, la SGMB percevra une rémunération de 210 € par jour-homme de prestation sans que la rémunération annuelle globale ne dépasse 40 K€.

III. Par ailleurs, l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice 2005 :

1. L'UIB a conclu, en 1996, un contrat de bail portant sur le siège social de l'Intermédiaire International (INI), filiale dans laquelle la banque détient 52,42% du capital. Le contrat s'étend sur une période de 3 ans renouvelables par tacite reconduction dans les mêmes conditions avec une augmentation des loyers de 15% tous les 3 ans. Le montant facturé par la banque en 2005 s'est élevé à 9 KDT.

2. L'UIB a conclu avec la Société Générale un contrat couvrant une période d'un an à partir du 1er janvier 2005 et prévoyant des travaux d'assistance dans les domaines suivants :

■ assistance dans l'amélioration de l'organisation de l'UIB ;

■ assistance pour les chantiers immobiliers ;

■ assistance pour la négociation de contrats afin de faire bénéficier l'UIB des prix du groupe Société Générale ;

■ formation du personnel de l'UIB ;

■ assistance dans la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Cette convention a été approuvée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 2005.

Le montant facturé au titre de l'exercice 2005 s'élève à 197 K€.

3. L'UIB a conclu avec la Société Générale Marocaine de Banques (SGMB) un contrat couvrant une période d'un an à partir du 1er janvier 2005 et prévoyant des travaux d'assistance dans la mise en place du nouveau système d'information de l'UIB.

Cette convention a été approuvée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 2005.

Le montant facturé au titre de l'exercice 2005 est de 45 K€.

4. L'UIB assure les fonctions de dépositaire pour le compte de l'Union Valeur SICAV, dans laquelle elle détient 24,29% du capital. Elle est chargée à ce titre de conserver les titres et les fonds d'Union Valeurs SICAV et d'encaisser le montant des souscriptions auprès des actionnaires nouveaux et le règlement des achats aux actionnaires sortants. En contrepartie de ses services, l'UIB perçoit une rémunération forfaitaire de 1 000 dinars par an.

Au cours de l'exercice 2005, l'UIB a procédé à la liquidation de ses parts pour une valeur de 178 279, 695 DT à raison de 11,139 DT la part. Cette opération a dégagé une perte de 111 719, 305 DT.

5. L'UIB a conclu avec l'Internationale de Recouvrement des Créances (IRC) une convention de co-location de l'immeuble abritant à la fois le siège de l'IRC et la direction de Tunis III. Cette convention a pris fin le 31/03/2004.

A partir de cette date, les locaux objet de cette convention sont occupés par l'Internationale de Recouvrement des Créances (IRC) à titre gratuit.

Cette opération a été approuvée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 2005.

6. L'UIB affecte au profit de l'Internationale de Recouvrement de créances (IRC), de l'Intermédiaire International (INI) et de l'International SICAR son personnel salarié. Les conventions de détachement prévoient que les montants facturés par la banque correspondent aux salaires payés. Les montants facturés au titre de l'exercice 2005 se détaillent comme suit :

■ IRC : 108 KDT ;

■ INI : 66 KDT;

■ International SICAR : 79 KDT.

En dehors des opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 29 de la loi n° 2001-65, relative aux établissements de crédits, des articles 200 et suivants et 475 du Code des Sociétés Commerciales.

**AMC Ernst & Young
Noureddine HAJJI
Tunis, le 25 avril 2006**

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Etats Financiers Consolidés

Exercice clos le 31-12-2005

Messieurs les actionnaires de l'Union Internationale de Banques

bilan sont, en conséquence, surévalués à concurrence de ce montant.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 27 juin 2003, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers consolidés de l'Union Internationale de Banques (UIB) arrêtés au 31 décembre 2005, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Il convient de signaler la situation décrite dans la note aux états financiers 5.2 relative à la garantie accordée par la Société Générale en date du 8 février 2005 couvrant l'insuffisance de provisions signalée ci-haut, et ce dans la limite de 52,8 millions de dinars au 31 décembre 2004 estimée sur la base des états financiers au 31 décembre 2004. Celle-ci, sans rétablir en substance l'insuffisance des capitaux propres signalée ci-dessus, permet à la banque de respecter les ratios réglementaires exigés pour l'exercice de l'activité bancaire.

1 - Opinion sur les états financiers

Nous avons audité les états financiers consolidés de l'UIB au 31 décembre 2005. Ces états financiers ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de l'UIB. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit.

Compte tenu de la baisse de l'insuffisance de provisions au 31 décembre 2005, relative aux créances bénéficiant de la garantie accordée par la SG, celle-ci porte désormais sur un montant de 42,5 millions de dinars à la date du 31 décembre 2005.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes exigent que notre audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, par sondages, des éléments supportant les montants et l'information figurant dans les états financiers consolidés. Il comprend également une évaluation des principes et méthodes comptables retenus, des estimations faites par les dirigeants, ainsi qu'une appréciation sur la présentation d'ensemble des états financiers.

A notre avis et sous réserve du point exposé ci-dessus, les états financiers consolidés reflètent fidèlement, pour tout aspect significatif, la situation financière, les résultats des opérations et des flux de trésorerie de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation pour l'exercice clos le 31 décembre 2005, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

2 - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Nous estimons que les travaux que nous avons accomplis, dans ce cadre, constituent une base raisonnable pour supporter l'expression de notre opinion.

La sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion du groupe au titre de l'exercice 2005 appellent de notre part la même réserve que celle formulée ci-dessus.

Nous formulons une réserve sur le point suivant :

Il ressort des notes aux états financiers consolidés (notes sur les méthodes comptables appliquées 5.2 et 5.6 et notes explicatives 1, 2, 5, 8 et 12) que des provisions pour dépréciation d'actifs et pour passifs, estimées par la banque à la date du 31 décembre 2005 pour un montant global de 88,4 millions de dinars contre 108,6 millions de dinars au 31 décembre 2004, sont demeurées non comptabilisées à cette date. Les capitaux propres consolidés, tels que présentés au

AMC Ernst & Young
Noureddine HAJJI
Tunis, le 25 avril 2006

Résolutions

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport d'activité du Conseil d'Administration, le rapport général du Commissaire aux Comptes et le rapport du Commissaire aux Comptes sur les états financiers consolidés, approuve les états financiers individuels et consolidés arrêtés au 31 décembre 2005 tels qu'ils sont présentés.

En conséquence, elle donne aux Administrateurs quitus entier de leur gestion pour l'exercice 2005.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la répartition du bénéfice, ci-après, telle que proposée par le Conseil d'Administration :

■ Résultat net de l'exercice.....	0
■ Report à nouveau de l'exercice 2004.....	15.000 dinars
■ Réserves légales.....	0
■ Bénéfice à répartir.....	0
■ Report à nouveau de l'exercice 2005.....	15.000 dinars

Cette résolution est adoptée à la majorité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport spécial du Commissaire aux Comptes, établi conformément aux dispositions des articles 200 et suivants et l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales et l'article 29 de la loi du 10 juillet 2001, approuve les conventions et avenants conclus en 2004 ou 2005 et opérations réalisées au cours de l'année 2005 suivantes :

- Avenant à la convention des fonds gérés par l'Internationale SICAR pour le compte de l'Union Internationale de Banques portant le nouveau montant à accorder à la SICAR de D.325.000 relatif au réinvestissement exonéré au titre de l'exercice 2005.
- Convention d'assistance au recouvrement des créances passée avec l'Internationale de Recouvrement de Créances « I.R.C. » et avenant à la convention y afférente portant modification de conditions de rémunération et de récupération de frais engagés.
- Deux contrats de cession de créances entre l'Union Internationale de Banques et l'Internationale de Recouvrement de Créances « I.R.C. » pour un

engagement global de D.511.990,160 pour un ensemble de 370 dossiers.

■ Convention de mandat entre l'Union Internationale de Banques et la Société « ISTIKHLASS » portant assistance au recouvrement de créances.

■ Convention et avenant pour la prospection et animation commerciale de crédits à la consommation entre l'Union Internationale de Banques et la Société TASSHIL.

■ Convention et avenants pour la gestion administrative et informatique de dossiers de crédits à la consommation entre l'Union Internationale de Banques et la Société KHADAMET.

■ Règlement de la somme de D.71.000 en rémunération de la garantie de la Société Générale de l'insuffisance de provision sur créances au titre du deuxième semestre de l'exercice 2005.

■ Règlement de la somme de € 60.000 en rémunération de l'accès au réseau de SWIFT NET au titre de l'exercice 2005.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration et le rapport spécial du Commissaire aux Comptes, approuve les conventions suivantes autorisées au titre de l'exercice 2006 par le Conseil d'Administration du 06 avril 2006 :

■ Projet de contrat annuel de services entre l'Union Internationale de Banques et la Société Générale pour un montant plafonné à € 215.000 auquel s'ajoute un budget pour l'accès au réseau SWIFT NET de € 60.000.

■ Projet de contrat annuel de services entre l'Union Internationale de Banques et la Société Générale Marocaine de Banque pour un montant plafonné à € 40.000.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

CINQUIEME RESOLUTION

Les mandats, de Madame Alia ABDALLAH, de la Société Générale et de Messieurs Hervé SAINT-SAUVEUR, Jean-Louis MATTEI, Philippe VIGUE, Philippe AMESTOY, Frédéric GENET et Mohamed Ali ABABOU, prenant fin au terme de l'exercice 2005, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de les renouveler pour une période de trois années qui prendra fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes et les résultats de

l'exercice 2008. Madame Véronique DE LA BACHELERIE remplacera Monsieur Mohamed Ali ABABOU.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

SIXIEME RESOLUTION

Le mandat du Commissaire aux Comptes étant arrivé à échéance au terme de l'exercice 2005, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat du Cabinet AMC ERNST & YOUNG représenté par Monsieur Noureddine HAJJI pour une période de trois années qui prendra fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes et les résultats de l'exercice 2008.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

SEPTIEME RESOLUTION

En vue du renforcement du contrôle des comptes des sociétés, la loi du 18 octobre 2005 portant sur le renforcement de la sécurité des relations financières a soumis les établissements de crédit faisant appel public à l'épargne à la désignation de deux ou plusieurs commissaires aux comptes.

En vertu de cette disposition législative et après avoir entendu le rapport d'activité du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve la désignation de « Ahmed MANSOUR et Associés – DELOITTE TUNISIE » au titre de deuxième Commissaire aux Comptes pour un mandat d'une durée de trois années qui prendra fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes et les résultats de l'exercice 2008.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration sur la situation de liquidité de la Banque et sur les mesures tendant à éviter les risques de taux ou de change, autorise le Conseil d'Administration d'émettre un emprunt obligataire sur le marché local plafonné à la somme de soixante quinze millions de dinars (D.75.000.000), à lever au cours des deux prochaines années, à taux variable, remboursable sur une période de cinq (05) ans.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve le transfert aux réserves extraordinaires du montant de sept mille cinq cent cinq dinars quatre cent cinquante huit millimes (D.7.505,458) devenu disponible, précédemment affecté aux réserves à régime spécial au titre de l'exercice 2000.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous les pouvoirs au représentant légal de la Société ou à son mandataire pour effectuer les dépôts et publications prévus par la loi.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

التعريف بالإتحاد الدولي للبنوك

الإتحاد الدولي
للبنوك، بنك
شامل،

عصري
وفي تطور

الإتحاد الدولي للبنوك هو من أول البنوك الخاصة في تونس ، وهو كذلك جزء من مجموعة «الشركة العامة» إحدى أكبر المجموعات البنكية في أوروبا .

بنك شامل

يكتسي الإتحاد الدولي للبنوك نموذج البنك الشمولي الذي تتمثل مهمته في عرض تشكيلة كاملة من الخدمات المتوجّهة لكل فئات الحرفاء من أفراد ومهنيين ومؤسسات صغرى ومتوسطة وكبرى، وطنية وعالمية ومؤسساتيين .

ويتمثل هدفه في تحسين أدواته وطرق عمله وجودة خدماته بطريقة مستدامة من أجل خدمة حرفاءه على الوجه الأمثل .

90
فرع

على كامل تراب الجمهورية

شبكة وطنية واسعة وانتماء عالمي

تضم شبكة الإتحاد الدولي للبنوك 90 فرعا تتوزع على جميع أنحاء الجمهورية التونسية . وينتمي الإتحاد الدولي للبنوك إلى شبكة تضم 30 بنكا تتعاطى نفس المهنة ممّا يأهله للاستفادة من تكاتف القوى مع جملة بنوك مجموعة «الشركة العامة» .

بنك مرجع

يعدّ الإتحاد الدولي للبنوك بنكا رائدا في مجال العمليات المالية العالمية يسعى كذلك لدعم قدراتهم مستعينا بخبرات مجموع «الشركة العامة» المتواجدة في أغلبية بلدان العالم .

لمحة عن مجموعة «الشركة العامة»

بنك رائد

تعدّ مجموعة الشركة العامة من إحدى المجموعات الأوائل للخدمات المالية في منطقة الأورو وإحدى أول المؤسسات الفرنسية من حيث رسملة البورصة (45,1 مليار يورو في 31 ديسمبر 2005) . وقد حققت المجموعة ناتجا بنكيا صافيا قدره 19,2 مليار يورو ونتيجة صافية تساوي 4,4 مليار يورو سنة 2005 .

مجموعة عالمية :

103 000 شخصا من 114 جنسية يعملون في 76 بلدا في خدمة أكثر من 19 مليون حريف فردي .

3 مهن كبرى :

شبكات التفصيل والخدمات المالية
إدارة الأصول والخدمات للمستثمرين
بنك التمويل والاستثمار .

الإتحاد الدولي
للبنوك، يستفيد

من خبرات 30 بنكا

تنتمي لمجموعة

الشركة العامة

مجموعة

الشركة العامة :

رقم 1 في شبكات التفصيل في فرنسا
رقم 3 في التمويل والاستثمار في منطقة
الأورو للمستثمرين في منطقة اليورو
رقم 5 في منطقة اليورو من حيث
رسملة البورصة

مجلس الإدارة

رئيسة مجلس الإدارة

السيدة عليّة عبد الله

المدير العام

السيد فليب آمستوي

الأعضاء

السيد محمد علي عبايو

السيد محمد علي بكير

السيد فريدريك جيني

السيد جون لوي ماتايي

السيد محمد العزيز ميلاد

السيد المنصف المزايي

السيد هارفي سان سوفار

"الشركة العامة" ممثلة من قبل السيد جيرالد لاکاز

"شركة الخطوط التونسية" ممثلة من قبل السيد يوسف ناجي

السيد فليب فيغي

مراقب الحسابات (أ م س أرنست أند يونغ) السيد نور الدين الحاجي

توزيع رأس المال وحقوق التصويت

في تاريخ 31 ديسمبر 2005، يتوزع رأس مال البنك على الأسهم و حقوق التصويت كما يلي :

المساهمون	عدد الأسهم	المبلغ بالدينار التونسي	النسبة المئوية
المساهمون التونسيون	5 050 099	50 498 400	64.47
المساهمون الأجانب	5 549 901	55 501 600	36.52

شروط حضور الجلسات العادية

يمكن لكل مساهم راغب في الحضور في جلسة عامة للاتحاد الدولي للبنوك أن يستخرج استدعاء لدى وسيطه أو ملازم الحساب المودع لديه و ذلك طبقا لقائمة المساهمين المهيئة من قبل الشركة التونسية بين المهنيين للمقاصة و المحافظة على الأوراق المالية و ذلك قبل 15 يوما قبل انعقاد الجلسة.

كما يمكن للمساهمين الراغبين في ذلك تعيين نائب في الجلسة يكون هو نفسه مساهما و حاملا توكيلا خاصا لهذا الغرض.

كلمة رئيسة مجلس الإدارة



”السيدة عليّة عبد الله“
رئيسة مجلس الإدارة

وفي نهاية المطاف، مكنت سنة 2005، مرة أخرى، الاتحاد الدولي للبنوك من احترام التعهدات تجاه مساهميه وتجهيز البنك بتحسينات هيكلية جوهرية تمكن من ضمان نموه على المدى الطويل.

وعلى ما يبدو، فإن السنة المحاسبية 2006 ستوافق من حيث نتائجها مع مخططنا الاستراتيجي وستسجل نتائج مماثلة على مستوى كل من المحاور الاستراتيجية الثلاثة للاتحاد الدولي للبنوك.

وسيتّم استخدام المنظومة المعلوماتية الجديدة طوال السنة في كامل البنك. وسيتمكن كل موظف من خلال منظومة تكوين واسعة النطاق من التعامل مع هذه الأداة الجديدة للعمل.

وستمكن هذه المنظومة الجديدة للاتحاد الدولي للبنوك من مواصلة التحسين التدريجي لجودة خدماته مع توفير تسير أكثر دقة لنشاطه.

وسيتوفر للاتحاد الدولي للبنوك في نهاية السنة المحاسبية 2006 العناصر الأساسية لمواصلة تطوره المستديم الذي يستند إلى أسس صلبة.

في تواصل مع السنة المالية السابقة، مكنت سنة 2005 الاتحاد الدولي للبنوك من تحقيق نتائج ملموسة على مستوى كل من محاوره الاستراتيجية الثلاثة.

فالتطهير المالي حقق الأهداف المرسومة في سنة 2004، وهي أهداف تم تقديمها خلال الجلسة العامة الاستثنائية التي قررت الزيادة في رأس المال. وقد تأتت هذه النتيجة خاصة من تعبئة الفرق في حظائر تطهير التعهدات وتسوية الضمانات والاستخلاص والنزاعات.

وعلى هذا الأساس، أمكن حصر حاجة الاتحاد الدولي للبنوك من المدخرات في مستوى 19.8 مليون دينار في نهاية سنة 2005.

كما تواصل تحسن قدرة الاتحاد الدولي للبنوك على الربح مع نمو جديد للنتائج البنكي الصافي برقمين مثلما كان الشأن بالنسبة للسنة المحاسبية 2004 من خلال ما أظهرته فرق الاتحاد الدولي للبنوك من قدرة على تطوير الأصل التجاري بشكل مستمر.

وشهد تجديد الوظائف التدعيمية من جهته تقدما كبيرا وخاصة تسلم القسط الأول من المنظومة المعلوماتية الجديدة للاتحاد الدولي للبنوك.

حوار مع المدير العام



«فليب أمستوي»
المدير العام

التونسية. ويعد مساهمنا المرجعي «SOCIETE GENERALE» إذن ورقة حاسمة.

كيف يندرج الاتحاد الدولي للبنوك في صلب مجموعة السوسيتي جنرال؟

يعمل الاتحاد الدولي للبنوك منذ تخصيصه في نوفمبر 2002 في صلب السوسيتي جنرال التي تعد إحدى أكبر المجموعات المالية في منطقة الأورو، وهي حاضرة في 76 بلدا في العالم. ويبدو لي بديهيا أن وضع هذه الشبكة المصرفية على ذمة حرفائنا إسهاما ضخما في مواكبة المؤسسات التونسية على النطاق الدولي.

وفي نفس السياق، فإننا نستفيد من خبرة المجموعة في جميع ميادين النشاط.

وقد استفاد تحول منظومتنا التجارية وتطويرها من أدوات «السوسيتي جنرال» وطرقها في مجال التكوين ومقاربة المخاطرة والهندسة التسويقية مثلا.

وأخيرا، يعترف لمجموعة «السوسيتي جنرال» بنموها النشط بالاقتران مع الإدارة الحازمة للمخاطر والتكاليف، وهو تمش أظهر نجاحه في تونس.

وبدعم من مجموعة «السوسيتي جنرال» سيحقق الاتحاد الدولي للبنوك نموا ثابتا على المدى الطويل.

ما هو تحليلكم لنشاط الاتحاد الدولي للبنوك في سنة 2005؟

كانت سنة 2005 إيجابية في الكثير من الجوانب: فقد حققنا بل وتجاوزنا أحيانا الأهداف التي رسمناها لأنفسنا ويبدو لي من المهم الإشارة إلى أن سنة 2005 تتواصل مع السنة المحاسبية السابقة، وهو دليل على متانة وسداد الاستراتيجية الموضوعية في مجرى سنة 2003.

ما هي أسس التجديد في الاتحاد الدولي للبنوك؟

أذكر قبل كل شيء مجهود تأقلم الموظفين وتعبئتهم وكذلك الاستثمار الهام المرصود للتكوين. فهذا الرأس المال البشري وهذه المهارة يعدان أوراقا رابحة لا يمكن إنكارها.

وقد جد وضع هذه الاستراتيجية الجديدة كذلك في الوقت المناسب، وهو ما مكن الاتحاد الدولي للبنوك اكتساب حصص جديدة من السوق بسرعة، وكمثال على ذلك، فإننا أصبحنا نحتل المرتبة الأولى في تونس كمصدرين لبطاقات «فيزا VISA» وسجلنا نموا لأصلنا التجاري بحوالي 30 بالمائة خلال السنتين المحاسبيتين الأخيرتين.

وفعلا، فإن نموذج العمل الذي نطرحه يعمل جيدا. وقد أظهر بعد العمل به في العشرات من البلدان سداذه في السوق

أهم سمات سنة 2005

جانفي

إشهار الهوية المرئية الجديدة للبنك على فرعين اثنين في تونس العاصمة.

جويلية

استقبال المواطنين التونسيين القاطنين بالخارج بميناء حلق الوادي للتعريف بالخدمات التي يقدمها الإتحاد الدولي للبنوك لهم.

فيفري

منظومة تجارية جديدة لفائدة المؤسسات تتمحور حول المهنة الجديدة «مكلف بشؤون المؤسسات» تم تدعيمها بدورات تكوينية عديدة.

أوت

أعاد الإتحاد الدولي للبنوك المبادرة التجارية في مجال الدفع الإلكتروني لدى التجار وهو ما مكن من زيادة أسطول مصارف الدفع التابعة له بحوالي 40٪.

مارس

ارتفاع أسطول الموزعات الآلية لدى الإتحاد الدولي للبنوك إلى 50 وحدة مع تركيز 10 وحدات جديدة.

سبتمبر

ازدياد ملموس في سوق المؤسسات والمهنيين حيث ازداد فتح الحسابات التجارية بنسبة 60٪ بالمقارنة مع 2004.

أفريل

فتح القسط الأول لمشروع الانتقال إلى المنظومة الإعلامية الجديدة.

أكتوبر

بعث منتوج «كنز» : حساب الإدخار الجيد «كنز» يؤكد مساهمة الإتحاد الدولي للبنوك الفعالة في تحديث القطاع البنكي وتطوير الإدخار والقطاع النقدي في تونس.

ماي

الإتحاد الدولي للبنوك يشارك في الصالون الدولي للسيارات بتونس للتعريف بعرضه لقروض السيارات.

نوفمبر

تحويل المنظومة الإعلامية إلى آلات جديدة أفضل أداء وأكثر سلامة.

جوان

بفضل «عليسة» أصبح الإتحاد الدولي للبنوك يوفر لحرفاء من المؤسسات كشوفات حسابات ثلاثية مستفيضة وأكثر تفصيلا.

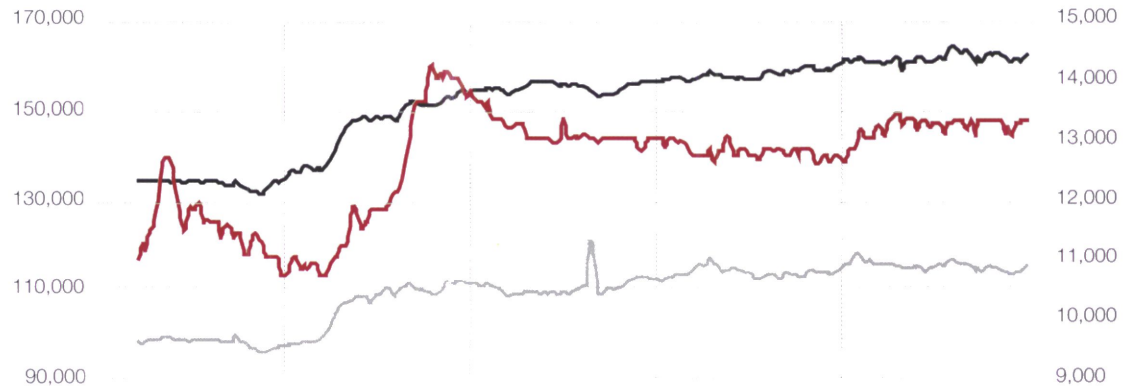
ديسمبر

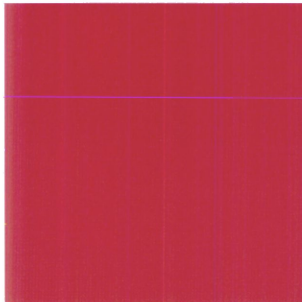
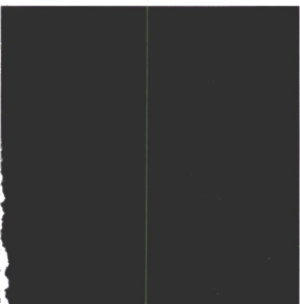
مواصلة تطوير نشاط تحويل الأموال بواسطة خدمات «ويسترن يونيون» حيث تضاعفت حصة الإتحاد الدولي للبنوك من السوق بشكل ملموس طيلة السداسية الثانية.

سهم الإتحاد الدولي للبنوك

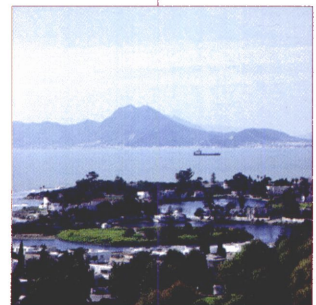
بلغ سعر الإقفال لسهم الإتحاد الدولي للبنوك 14.780 ديناراً في تاريخ 31 ديسمبر 2005 أي بتقدم يساوي 34 بالمائة مع غرة جانفي من نفس السنة المحاسبية.

ويفوق تطوره مؤشر تونداكس الذي تشهد تقدماً بحوالي 20 بالمائة ومؤشر بورصة الأوراق المالية بتونس الذي تطور بقرابة 18 بالمائة خلال نفس الفترة.





تقرير عن نشاط 2005



الظرف الاقتصادي والمالي

المحيط الدولي

المتجهة للتصدير بقيت، في معظمها، في صحة جيدة ولكنها تعيد استثمار أرباحها في الخارج.

وينتظر أن تبلغ نسبة النمو في آسيا 7.8 بالمائة في سنة 2005 بعد 8.2 بالمائة عام 2004. ويعكس ذلك التطور الأثر الدافع لقوة الصين والهند وكذلك حيوية صادراتهما. ففي الصين ازداد الناتج المحلي الإجمالي بـ 9.2 بالمائة في سنة 2005 مقابل 9.5 بالمائة في سنة 2004 في حين قاربت نسبة النمو في الهند 6.8 بالمائة أي نفس مستوى العام السابق.

وظل اقتصاد البلدان النامية جيد الاتجاه في سنة 2005 بنسبة نمو وسطية تساوي 5.7 بالمائة تحت تأثير ارتفاع أسعار الموارد الأساسية وتحسن السياسات الداخلية وتدفع رؤوس الأموال الأجنبية. وفي جانب آخر، انخفضت صادرات المواد المصنعة بالنسبة لكثير من البلدان النامية من جراء فقدان الأفضليات التجارية الناتجة عن انتهاء العمل في سنة 2005 بالاتفاقيات متعددة الألياف حول الملابس والنسيج.

وفي المستقبل القريب، يمكن أن يلوح احتمال تصاعد أسعار البترول وظهور مخاطر صحية جديدة إمكانية تباطؤ تدريجي للنمو العالمي. إلا أن أكبر خطر يمكن أن ينتج عن المخاطر النظامية التي تحدثها المستويات المرتفعة والمتنامية للإختلالات المالية العالمية.

الظرف الوطني

كانت محصلة سنة 2005 مرضية في الجملة بفضل استمرار توسع الخدمات وخاصة السياحة والنقل الجوي والمواصلات وكذلك العديد من الأنشطة المعملية مثل الصناعات الميكانيكية والكهربائية.

وقد تضرر الإنتاج الصناعي الذي سجل تقدما طفيفا بـ 0.7 بالمائة خلال الأشهر الأحد عشر الأولى من سنة 2005 من انخفاض الإنتاج في قطاع النسيج والملابس على إثر انتهاء العمل بالاتفاقيات متعددة الألياف.

أما في السياحة، فتعكس جل مؤشرات النشاط الأداء الجيد للقطاع. فالبيانات السياحية تقدمت بنسبة 10.7 بالمائة في سنة 2005 لتتجاوز 37 مليون وحدة. وعلى ذلك ازدادت المقايض السياحية من العملة الأجنبية للقطاع السياحي بنسبة 12 بالمائة لتبلغ 2.564 مليون دينار مقابل 2.290 مليون في سنة 2004.

كان النمو العالمي نشطا في سنة 2005 بدفع من الولايات المتحدة الأمريكية والصين خاصة. كما شهدت البلدان الصاعدة والبلدان المنتجة للمواد الأولية تقدما هاما. وبناء على ذلك ورغم الكوارث الطبيعية الخطيرة وارتفاع أسعار موارد الطاقة (+40 بالمائة في سنة 2005 بعد +33 بالمائة في سنة 2004) والتقلص النقدي كان التباطؤ المنتظر للنمو العالمي محدودا إجمالا. وعلى هذا الأساس، سجل إجمالي الناتج المحلي العالمي تقدما بحوالي 3.5 بالمائة بعد 4 بالمائة في سنة 2004.

ففي الولايات المتحدة الأمريكية، بلغت نسبة نمو الناتج المحلي الإجمالي 3.6 بالمائة بالمعدل السنوي تبعا للمسار الجيد للطلب الداخلي. وبلغ عجز الميزان التجاري 800 مليار دولار في سنة 2005. ويدل هذا المسار أساسا على زيادة الفاتورة البترولية وتساعد العجز التجاري إزاء الصين وعلى وجه الخصوص فيما يتعلق بمواد النسيج وأشياء الموصلات.

وبقي النمو في أوروبا دون إمكانياتها رغم المستوى الضعيف لنسب الفائدة طويلة الأجل وانخفاض قيمة الأورو وحيوية أسواق التصدير. وقد شهد النشاط الاقتصادي ارتفاعا بنسبة 1.5 بالمائة بالمعدل السنوي نتيجة لنمو الطلب الداخلي بنسبة تقل عن المعتاد. إلا أن المؤسسات الأوروبية الكبرى



واختتمت الاحتياطات من العملة الأجنبية سنة 2005 في مستوى 5.872 مليون دينار أي ما يعادل 124 يوما من التوريد. وعلى الصعيد النقدي، تقلبت نسبة الفائدة ليوم واحد في السوق المصرفية بين 4.97 بالمائة و5.03 بالمائة، وبقيت النسبة الوسطية لهذه السوق في مستوى 5 بالمائة.

وفيما يتعلق بتطور الأسعار، انحصرت نسبة التضخم الوسطية في مستوى 2 بالمائة في سنة 2005 مقابل 3.6 بالمائة في عام 2004.

وفي سوق الصرف سجل الدينار في سنة 2005 انخفاضا بنسبة 12,1 بالمائة قياسا بالدولار الأمريكي وارتفاعا بـ 0.8 بالمائة إزاء الأورو.



وفي مجال التجارة الخارجية، شهدت المبادلات خلال سنة 2005 تقدما بنسبة 12,9 بالمائة للصادرات و7,2 بالمائة للواردات، وهو ما أسفر عن انخفاض العجز التجاري بحوالي 412 مليون دينار أو 10,5 بالمائة وعن تحسن نسبة التغطية بـ 4,1 نقاط مائوية لتبلغ 79,6 بالمائة.

وفيما عدا صناعة النسيج والملابس التي سجلت انخفاضا بـ 0,9 بالمائة، ازدادت الصادرات بالخصوص في قطاعي الطاقة والصناعات الميكانيكية والكهربائية.

أما زيادة الواردات فشملت خاصة الطاقة (36,8 بالمائة)، نظرا إلى أن قطاعي الموارد الأولية ومواد التجهيز سجلا تقدما أقل سرعة من سنة 2004.

وازدادت المدخرات من الأجور التي حولها التونسيون المقيمون بالخارج بنسبة 4,4 بالمائة لتبلغ 1.406 مليون دينار في سنة 2005 مقابل 1.346 مليون دينار في العام السابق.

ويمكن الأداء الجيد لمبادلات السلع والخدمات من تخفيف عجز ميزان العمليات الجارية الذي تراجع إلى 1,3 بالمائة من الناتج المحلي الإجمالي خلال سنة 2005 مقابل 2 بالمائة في عام 2004.

نشاط الاتحاد الدولي للبنوك في سنة 2005

وفيما يتعلق بالخدمات الجديدة الموجهة للذوات الاعتبارية، فإن اتفاقية السيولة الجارية تمكن المهنيين والمؤسسات من الاستفادة بمكشوفات و تسهيلات صندوق وخطوط إسقاط مع الحصول على عقد تكون شروطه سابقة التحديد بكل وضوح. كما تم إدخال تجديد آخر، وهو إمكانية المتاح للمؤسسات للإطلاع على أرصدة حساباتها عبر الهاتف بفضل خدمة الاتحاد الدولي للبنوك على الخط المسمى "UIBphone" للمؤسسات.

أما بالنسبة للأفراد فإن تشكيلة نواتج الاتحاد الدولي للبنوك تعززت بخدمات عديدة. فبرنامج الادخار "أمنية" يمكن من تكوين ادخار قصد تمويل كل أنواع المشاريع بدون إثبات الشراء. و تجدد حساب الادخار "كنز" من خلال بطاقة السحب وإمكانية الإطلاع على الحساب عبر الموزع الصوتي. وقد لاقى هذا الناتج العصري والعملي نجاحا كبيرا. كما واصل الاتحاد الدولي للبنوك تطوير نشاط تحويل الأموال مع "ويسترن يونيون" ووسع حصته من السوق بشكل ملموس طيلة السنة المحاسبية.

وحقق عرض القروض كذلك تقدما هاما. وقد مكنت سنة 2005 من استكمال اختبارات أداة مقايضة القروض للأفراد. وسيمكن استعمال المقايضة الاتحاد الدولي للبنوك من تعميم طرق إسناد القروض لتحسين سرعة الإجابة المعطاة للحريف. كما سيمكن من إضفاء صفة مثلى على إدارة المخاطرة : لقد أصبحت استراتيجيات القبول تحدد انطلاقا من قاعدة ملفات مؤهلة تمكن من تحليل سلوك المقترض على امتداد سنوات محاسبية عديدة.

دعم الأعمال التجارية والتسويقية

سجلت سوق المؤسسات في سنة 2005 حركية تتماشى مع أهدافها. وقد تكثفت الأعمال التجارية وتنوعت محافظ الحرفاء. وقد تعزز الأصل التجاري بمؤسسات من القطاعات المستهدفة من قبل الاتحاد الدولي للبنوك : الخدمات والصناعات المعملية والمؤسسات المصدرة خاصة.

ومكنت مختلف الأعمال التي تمت خلال السنة المحاسبية من تحقيق ازدياد ملموس للأصل التجاري وعلى هذا الأساس، ازداد ربط العلاقات مع المؤسسات بنسبة 60 بالمائة بالمقارنة مع السنة المحاسبية السابقة.

تؤكد نتائج السنة المحاسبية 2005 الحركية الجديدة للاتحاد الدولي للبنوك التي بدأت في البروز من خلال نتائج سنة 2004.

فالتدابير المتخذة منذ ثلاث سنوات تعطي الآن ثمار حركية مجموع الفرق وتدل على انخراطها في الاستراتيجية الجديدة للبنك. وعلى هذا الأساس، تحققت الأهداف المرسومة من حيث النشاط بل ووقع تجاوز البعض منها.

وقد واصل الاتحاد الدولي للبنوك خلال السنة المحاسبية 2005 تنفيذ برنامج العمل المرسوم في سنة 2004 على الوجه الأكمل، وهو برنامج يشتمل على ثلاثة محاور كبرى :

- التطور التجاري،
- تجديد وظائف الدعم،
- التطهير المالي.

التطور التجاري

واصل الاتحاد الدولي للبنوك خلال السنة المنقضية عمله المطرد والنشط في مجال التطوير التجاري إزاء كل الأسواق : المؤسسات الكبرى والمؤسسات الصغرى والمتوسطة والمهنيين والأفراد. وقد استفاد في ذلك من نجاعة منظومة الاستغلال الجديدة التي أصبحت تعمل بالكامل في الوقت الحاضر.

وقد تجسم هذا العمل من خلال توسيع تشكيلة النواتج وتعزيز الأنشطة التجارية وإضفاء الصفة المثلى على المنظومة التجارية وتركيز هوية مرئية جديدة.

توسيع تشكيلة النواتج وتجديدها

تم تطوير عروض تجارية جديدة خلال سنة 2005 تستهدف المؤسسات والأفراد على حد سواء.

فخدمة "الاكسترنات" التي حظيت في سنة 2005 بعملية إعادة تأهيل، سجلت أكثر من 200 مشترك جديد من بين المؤسسات الكبرى والمؤسسات الصغرى والمتوسطة الهامة. كما أعاد الاتحاد الدولي للبنوك صياغة استراتيجيته التجارية في مجال مصارف الدفع لدى التجار، وهو ما مكن من زيادة أسطول مصارف الدفع التابعة للاتحاد الدولي للبنوك بحوالي 40 بالمائة بالمقارنة مع سنة 2004.



الهوية المرئية الجديدة للاتحاد الدولي للبنوك : شهرة جديدة وتحسين للسمعة

يدل الشعار الجديد للاتحاد الدولي للبنوك على موقعه كبنك شمولي في خدمة المؤسسات والأفراد بالاستناد إلى صلابته والخبرة المصرفية لمجموعة "الشركة العامة" "Groupe SOCIETE GENERALE" بالتظافر قرب ومعرفة حرفاء فرق الاتحاد الدولي للبنوك.

وقد تم إشهار الهوية الجديدة للبنك تدريجيا على واجهات مباني الاتحاد الدولي للبنوك من مقر رئيسي وفروع، حيث مكنت هذه الهوية من الإسراع بتعصير صورته والاستفادة من شهرة مجموعة "الشركة العامة". وتشير دراسات "التأثير" إلى أن الاتحاد الدولي للبنوك ارتقى بسمعته إلى مستوى البنوك الخمسة الأولى التونسية من حيث الشهرة والصورة والرضا.

وقام الاتحاد الدولي للبنوك كذلك في سنة 2005 بحملة اتصال واسعة تتمحور حول موضوع التحول الموجه للحرفاء. فشعار "UIB" تغير لأنك تتغير" تضع الحريف في قلب مشاغل البنك.

ويبرز إحداث مهن جديدة للمكلفين بالاستقبال والمستشارين للحرفاء القادرين على الاستجابة لجملة حاجيات الحرفاء، مدى التزام الاتحاد الدولي للبنوك بهذا الهدف.

وأخيرا، اتسمت سنة 2005 بوضع موقع جديد للاتحاد الدولي للبنوك على الانترنت، www.uib.com.tn، وهو موقع يعكس الصورة الجديدة للبنك : بنك عصري يتطور.

تجديد وظائف الدعم

تواصلت الحظائر الكبرى لتأهيل البنك وتعصيره في سنة 2005 وسجلت تقدما مرموقا. وشملت هذه الحظائر فرق الإعلامية والموارد البشرية والإسناد.

الإعلامية

شملت الأشغال المنجزة في سنة 2005 أساسا تعصير البنى التحتية وسلامتها وكذلك المشروع الأكبر للاتحاد الدولي للبنوك أي منظومة الإعلامية الجديدة.

وقد تخللت عمليات تنشيط تجاري عديدة سنة 2005 وذلك مواكبة لاستراتيجية تنمية الأصل التجاري للبنك. وشملت هذه العمليات نواتج مختلفة سواء بالنسبة للمؤسسات أو الأفراد. فبرامج الإيجور و"الاكستراتات" ومصارف الدفع الإلكتروني واتفاقية السيولة التجارية عبأت الفرق التجارية أيما تعبئة. وركزت قوة البيع المخصصة لسوق الأفراد جهودها لبرامج الإدخار والبنك عن بعد وتوزيع عقود التأمين والنقد الإلكتروني.

وفعلا، فإن النقد الإلكتروني يمثل أحد المحاور الهامة في استراتيجية الاتحاد الدولي للبنوك في سوق الأفراد، وهو يشهد منذ سنة 2004 نموا قويا. وعلى هذا الأساس، ازداد عدد البطاقات التي أصدرها الاتحاد الدولي للبنوك بنسبة 41 بالمائة في سنة 2005 بالمقارنة مع السنة المحاسبية السابقة. ويعتبر الاتحاد الدولي للبنوك أول مصدر لبطاقات "فيزا" في تونس ويستأثر بنسبة 12 بالمائة من مجموع البطاقات الصادرة بالبلاد.

استكمال استخدام التنظيم التجاري الجديد

أصبحت منظومة الاستغلال الجديدة للاتحاد الدولي للبنوك عاملة بالكامل، وصارت كل نقاط البيع منظمة الآن بشكل يسمح باستخدام تمش يستهدف جميع أنواع الحرفاء.

فالتنظيم الجديد للفروع التي أطلق عليه اسم "مشروع القواعد الأمامية" تم استكمالها في شهر أفريل طبقا للتخطيطات الأولى. فقد أصبح كل حريف سواء كان مؤسسة أو فردا يحظى بمستشار للحرفاء يتكفل بجملة حاجياته. كما تم إدخال انسيابية على عمليات الصندوق : فكل عملية أصبحت تسوى الآن من قبل مخاطب وحيد.

وحظي سوق المؤسسات باستثمار يناسب الوضع الجديد، وهو مستغل حاليا انطلاقا من منظومة تجارية جديدة تتمحور حول المهنة الجديدة "مكلف بشؤون المؤسسات". وقد أصبحت هذه الفرق المخصصة تمكن من تحسين جودة الخدمات المسداة بشكل ملموس مع تحقيق نتائج تجارية أكثر أهمية. وتدعمت هذه المهنة الجديدة بدورات تكوينية عديدة للاستجابة لحاجيات الحرفاء المهنيين والمؤسسات الصغرى والمتوسطة.

الدولي للبنوك إلى 50 وحدة في نهاية سنة 2005 مع تركيز 10 موزعات جديدة. كما تم تعويض 21 وحدة قصد إخضاع الأسطول إلى المقاييس الدولية. وقد ميز برنامج تركيز الموزعات الجديدة الفروع لمواكبة مجهود تطوير استعمال البطاقات.

المراقبة والتدقيق الداخلي

وضع الإتحاد الدولي للبنوك منذ سنة 2003 منظومة تعطي مسؤولية لكل درجة من درجات السلم الوظيفي وتمكن الإدارة العامة من التثبت بأن كل العمليات المنجزة مطابقة للتراتب القانوني والتنظيمية وللأعراف المهنية وقواعد السلوك والقواعد الداخلية للبنك وتوجهاته. وتتركب هذه المنظومة من مستويين للمراقبة :

المراقبة الداخلية من المستوى الأول، وهي مكلفة بضمان قانونية العمليات المنجزة والمعالجات و سلامتها وصحتها. وهي تنعكس في الإتحاد الدولي للبنوك كما في كل وحدات المجموعة من خلال تفعيل المراقبة المستمرة، وهو مبدأ يشمل محورين :

• السلامة اليومية وهي تمثل المراقبات التي يتعين القيام بها عند تنفيذ مختلف المهام. وتوافق السلامة اليومية إذن التطبيق الجيد من قبل الأعوان للقواعد والطرق المعمول بها للمراقبات اليومية للحسابات المناطة بعهدتهم وللمراقبة اليومية لأعمالهم من قبل رؤسائهم في السلم الوظيفي.

• الرقابة المنظمة وتمثل حجر الزاوية لمنظومة المراقبة الداخلية للإتحاد الدولي للبنوك. وتتجسم هذه الرقابة التي تغطي كل أنشطة البنك (شبكة الفروع ومصالح المقر الرئيسي) بالتثيت اللاحق المفرد والمنهجي الذي يترتب عنه بالنظر لأهميته، تكوين ملفات دقيقة و موثقة توضع على ذمة هياكل المراقبة الداخلية. ويتم تسجيل النتائج في قوائم تأليفية تحال كل ربع سنة إلى مختلف درجات السلم الوظيفي قصد معاينة الأخطاء المحتملة المرتبطة بالمعالجات وتحليل أسبابها وإيجاد الحلول المثلى لها.

المراقبة الداخلية من المستوى الثاني، وهي منظومة دائمة ومستقلة (ملحقة وظيفيا بالإدارة العامة) ويتمثل غرضها في تقييم نجاعة منظومة الإتحاد الدولي للبنوك في إطار تمش موضوعي وصارم وشامل. وهي مجهزة بوسائل ملائمة

• سلامة منظومة الإعلام

تم تحويل منظومة الإعلام إلى آلات جديدة أفضل أداء وأكثر سلامة. وعلى هذا الأساس، أصبح الإتحاد الدولي للبنوك يحظى بمرونة أكبر في مرحلة استخدام منظومة الإعلام الجديدة لديه ويستجيب بذلك للمقاييس الدولية في مجال السلامة المعلوماتية.

• تم قطع مراحل كبرى فيما يتعلق بتركيز المنظومة الجديدة للإعلام

وقع فتح "القسط الأول" لأوائل المستخدمين في شهر أفريل 2005. وتتمثل أهم إسهامات هذا القسط في الرؤية الجمالية للحسابات التي يملكها حريف واحد والبحث الميسر عن البيانات المحاسبية. وقد أصبح توقيف الحسابات ربع السنوية يتم منذ شهر جويلية 2005 بواسطة هذه الأداة الجديدة التي توفر عديد الامتيازات وخاصة كشوفات حسابات مستفيضة وأكثر تفصيلا وإدارة الشروط الخاصة بشكل أكثر صرامة وسرعة في المعالجة.

• استخدام شبكة "النجدة"

أصبحت الروابط الاتصالية الداخلية للإتحاد الدولي للبنوك تنتفع بشبكة للنجدة، وهي مرحلة أخرى تم قطعها في حظائر تجديد البنى التحتية للإتحاد الدولي للبنوك وسلامتها.

• تعصير أسطول الموزعات الآلية للأوراق النقدية وتطويرها لدى الإتحاد الدولي للبنوك
ارتفع أسطول الموزعات الآلية للأوراق النقدية لدى الإتحاد



• مخاطر السوق، تخضع هذه المخاطر لمقتضيات مراقبة للوضعيات التي يأخذها البنك وتطور المنهجيات والطرق المتبعة.

• مخاطر الخسارة العملية، المترتبة مثلاً عن النزاعات وأخطار التنفيذ أو عطب منظومات الإعلام، أصبحت تخضع لمتابعة من خلال مرصد. ويقوم هذا الأخير بالتعرف عليها وتقييمها واقتراح الأعمال التصحيحية. وتمكن هذه المتابعة الاتحاد الدولي للبنوك من الامتثال للمتطلبات المحاسبية لبازل 2.

الموارد البشرية

وضع الاتحاد الدولي للبنوك سياسة انتدابات عرضية في مهنة المتخصصين (مشاريع، إعلامية، ...) والمهنة التجارية الجديدة بالفروع.

وقد بلغ مجهود التكوين سنة 2005 مستويات تاريخية، إذ تم توفير ما يزيد عن 50.000 ساعة من التكوين أي بزيادة 65 بالمائة عن سنة 2004. وهو تكوين يمكن من مواكبة تفعيل الاستراتيجية الجديدة. وقد استفاد 1.267 شخصا بتريص وخاصة الموظفين الذين لهم اتصال بالحرفاء. وهو مجهود سيتواصل خلال السنة المحاسبية 2006 لمواكبة تحول منظومة الإعلام.

التطهير المالي

وفي مجال التطهير المالي، تم ختم الزيادة في رأس المال المنجزة في شهر ديسمبر 2005 بنجاح.

ويمكن تدعيم الجدوى في سنة 2005 من الزيادة الملموسة في مجهود تكوين المدخرات، وعلى ذلك، واصلت حاجة الاتحاد الدولي للبنوك لتكوين المدخرات تقلصها بفضل جهود تسوية الضمانات والاستخلاصات.

وقد بلغ النقص في المدخرات، في تاريخ 31 ديسمبر 2005 89.1 مليون دينار أي بنقص يساوي 19.8 مليون دينار تماشياً مع البرنامج خماسي السنوات لتطهير البنك.

وتبدي ملاحظاتها واستنتاجاتها وتوصياتها مباشرة إلى الإدارة العامة.

وتغطي مهام إدارة المراقبة العامة كل أنشطة البنك من جميع جوانبها دون أية قيود. وعلى كل من هذه المهام صياغة تقرير بشكل متضارب مترتب عن أشغال ذات طبيعتين :

• تدقيق المطابقة والقانونية ويتثبت من أن السير الحقيقي يوافق القواعد الموضوعية بشكل مسبق. ويتثبت من الإجراءات والعمليات لمجموعة القواعد المنظمة والمتكونة من مناشير ومذكرات وتعليمات...

• تدقيق النجاعة والتسيير، وهو يتساءل عن ملائمة الإجراءات المتخذة قياساً بالأهداف المتبعة. وهو يعيد وضع الوحدة التي خضعت للتدقيق (فرع أو مصلحة في المقر الرئيسي) في محيطها ويقيم بالدرجة الأولى التوجهات وصرامة التصرف والقدرة على تسيير فرق الوحدات المدققة وجودة الأداء والنتائج الحاصلة وسبب الفشل المسجل.

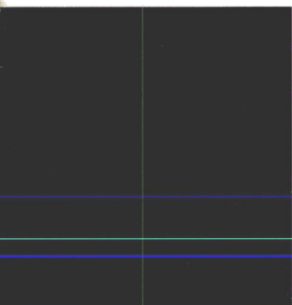
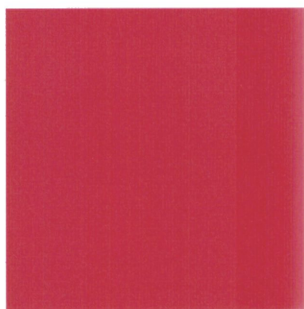
وبالإضافة إلى ذلك تم استكمال هذه المنظومة بلجنة المراقبة العامة التي تربط بين الإدارة العامة والإدارات المدققة. وتستهدف هذه المنظومة التي تمثل موضع التبادل حول المسائل المسجلة بمناسبة القيام بهذه المهام، بيان مواضع منظومة المراقبات الداخلية والتأكد من السير الجيد لخطة المهمة التفقدية السنوية والسهل على حسن تطبيق التوصيات وتقديم معلومات حول المراقبة المستمرة.

وترتكز منظومة المراقبة والتدقيق الداخلي على إلزامية الإنذار، فكل عون يخضع للإلزامية الإنذار بمجرد معرفته لخطر أو لعارض خطر من شأنه أن يؤثر بشكل ملموس على النتيجة أو مستوى المخاطر التي تعترض البنك.

التحكم في المخاطر

تتمحور منظومة مراقبة المخاطر في الاتحاد الدولي للبنوك حول مراقبة ثلاثة أصناف من المخاطر :

• المخاطر التجارية، تخضع مخاطرة المقابلات إلى دراسات مسبقة لبعض أصناف الملفات وإلى مراقبة لاحقة ومهام تثبت موضوعية للغرض.



النتائج المالية لسنة 2005



النتائج المالية لسنة 2005

لقد أكد الحرفاء الخواص الديناميكية التجارية المسجلة منذ سنة 2004 مع زيادة مخزون حسابات الأصول بـ 18 بالمائة بالمقارنة مع سنة 2004.

وشهد الحرفاء من المؤسسات انتعاشا تجاريا مع فتح 2500 حساب في سنة 2005 (+61 بالمائة بالمقارنة مع سنة 2004) طبقا لمخطط التطوير التجاري.

واصل النشاط تقدمه بنسق مطرد سنة 2005 سواء بالنسبة للحرفاء من المؤسسات أو من الحرفاء الأفراد.

فتح الحسابات وبيع النواتج

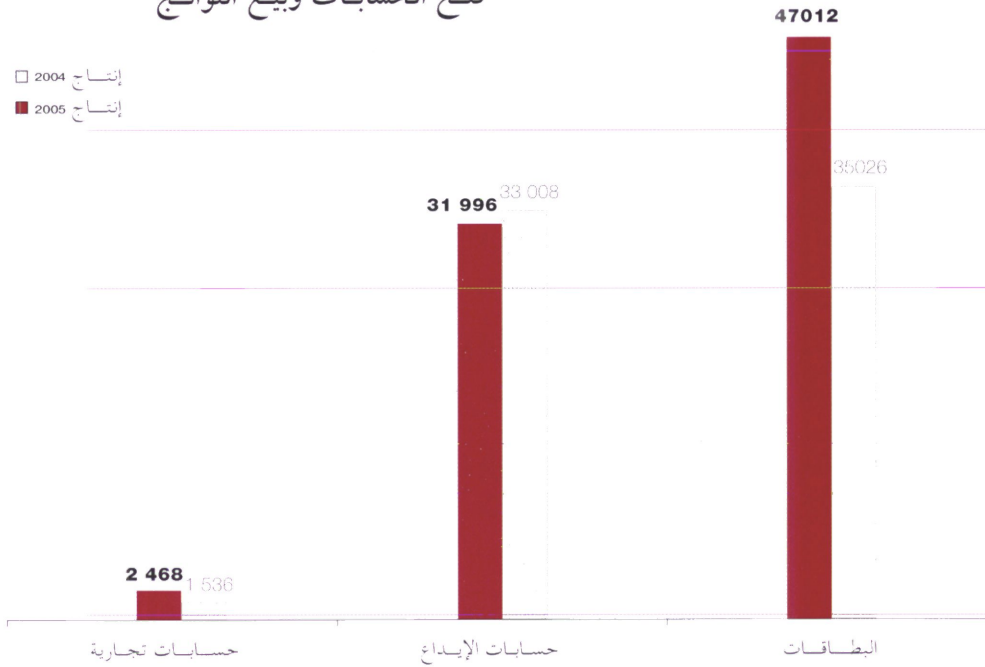
+31996

فتح حسابات
الإيداع

تواصل توسيع أصلنا التجاري وتجهيزه بنشاط، حيث شهد فتح الحسابات وبيع النواتج نموا مطردا.

فتح الحسابات وبيع النواتج

■ إنتاج 2004
■ إنتاج 2005



+61%

فتح حسابات
تجارية

رقم 1

في تونس من حيث إصدار
بطاقات فيزا البنكية

إيداعات الحرفاء

وكذلك الإيداعات بالعملة الأجنبية (+33.6 بالمائة) بالتظار مع تقلص الإيداعات لأجل لدى المؤسساتين (2.4 بالمائة) من مواصلة التخفيض في التكلفة الوسطية لمواردنا.

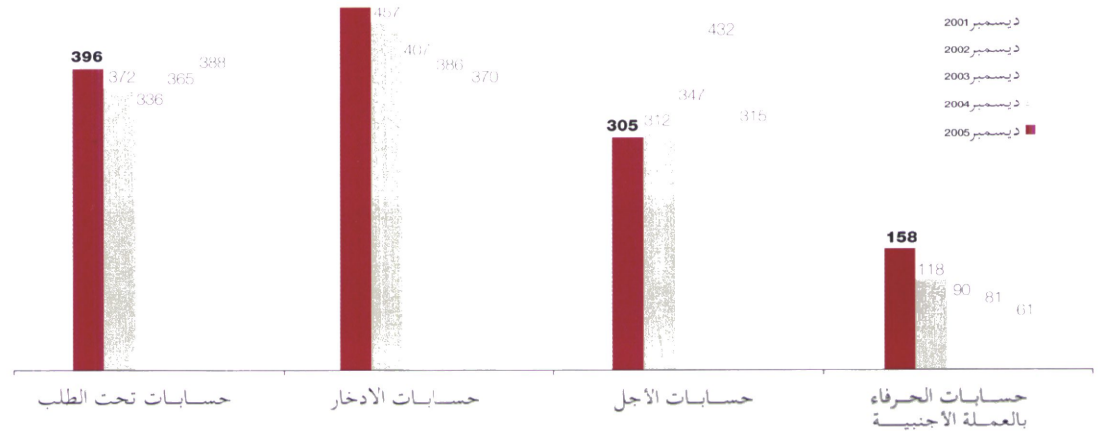
ازدادت إيداعات الحرفاء بنسبة 7 بالمائة (+89 مليون دينار) قياسا بـ 31 ديسمبر 2004 لتبلغ 1.370 مليون دينار في 31 ديسمبر 2005.

وأرتفعت حصة الإيداعات بالعملة الأجنبية من 9 بالمائة سنة 2004 إلى 12 بالمائة سنة 2005.

ويمكن تقدم الإيداعات تحت الطلب غير المؤجرة (+12.9 بالمائة) وإيداعات الادخار بالدينار (+7.4 بالمائة)

+6,9%
تطور إيداعات
الحرفاء

تطور إيداعات الحرفاء



القروض للحرفاء

وازدادت القروض المنتجة بنسبة 15 بالمائة (124 مليون دينار) بالمقارنة مع سنة 2004 وذلك خاصة بفضل ديناميكية القروض للأفراد.

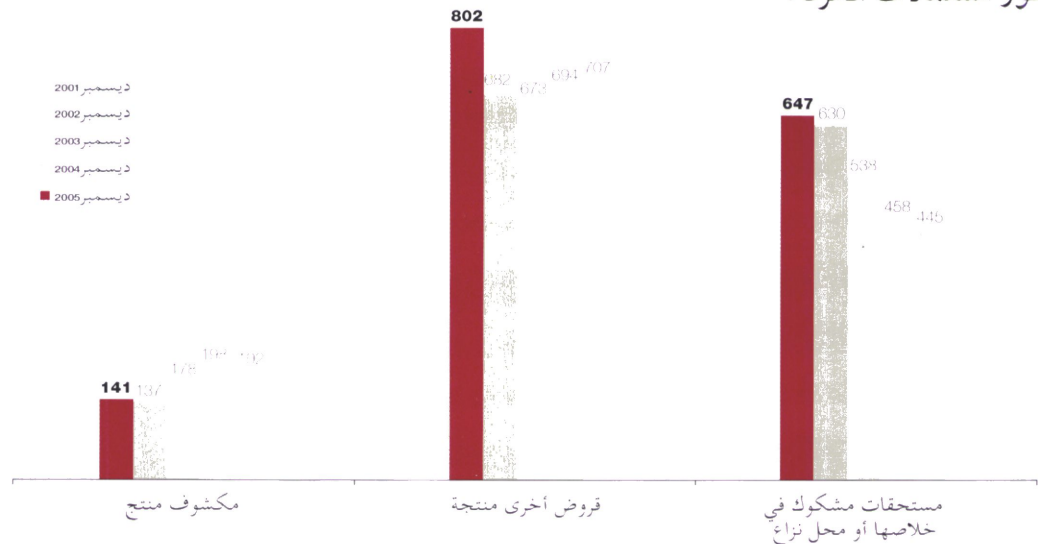
تقدمت القروض للحرفاء بدون اعتبار الفوائد المؤجلة والمدخرات من خلال بلوغ 1.590 مليون دينار في 31 ديسمبر 2005، بنسبة 9,7 بالمائة (140 مليون دينار) مقارنة بـ 31 ديسمبر 2004.

وأمكن الحد من إجمالي المستحقات المشكوك في تحصيلها أو محل نزاع بعد طرح المدخرات والفوائد المؤجلة.

وتواصل تحسن هيكل محفظة القروض.

+15%
تطور القروض
المنتجة

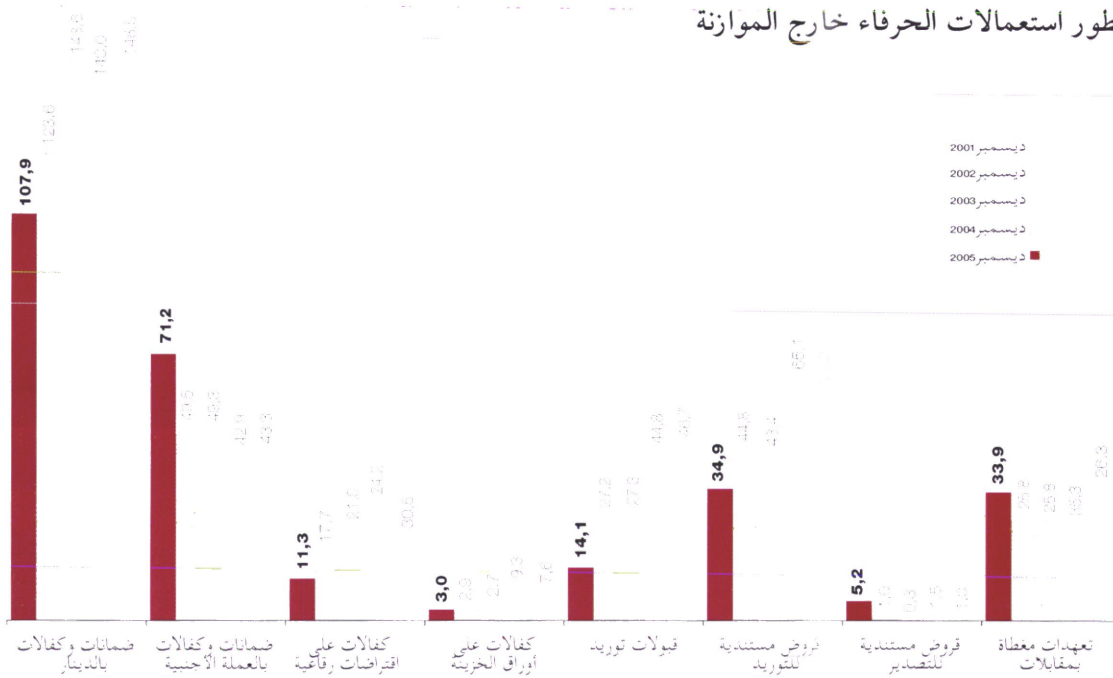
تطور استعمالات الحرفاء



التعهدات بالإمضاء

تقلصت التعهدات بالإمضاء بنسبة 4 بالمائة (12- مليون دينار) على إثر إنخفاض الضمانات والكفالات.

تطور استعمالات الحرفاء خارج الموازنة



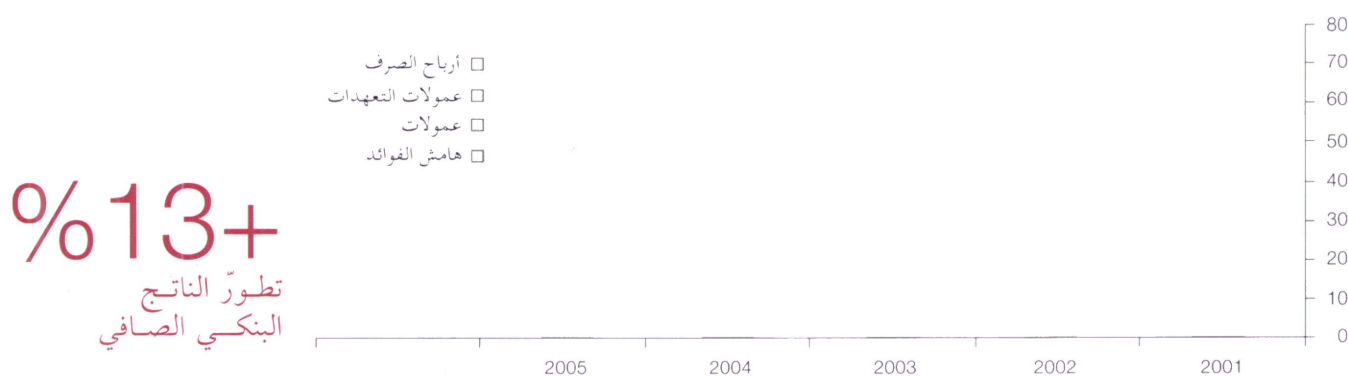
محفظة السندات

بلغت محفظة السندات 132 مليون دينار في تاريخ 31 ديسمبر 2005، وهي تتكون أساسا من رقاخ الخزينة القابلة للتدبير بمبلغ كلي يساوي 93 مليون دينار و من أموال تتصرف فيها الدولية سيكار (24.8 مليون دينار) وسندات مساهمة (8.9 مليون دينار) .

ويعود انخفاض مجموع محفظة السندات بـ 30 مليون دينار قياسا بسنة 2004 إلى حلول أجل جزء من محفظة رقاخ الخزينة القابلة للتدبير في شهر جانفي 2005.

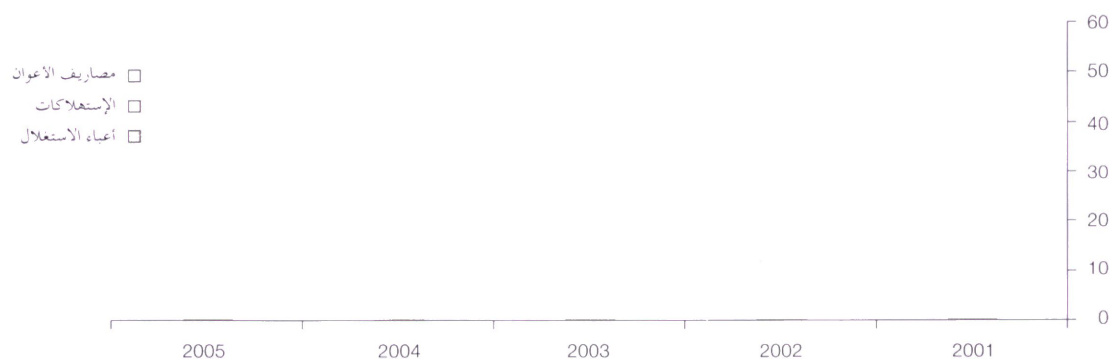
الناتج البنكي الصافي

ازداد الناتج البنكي الصافي من خلال بلوغه 74 مليون دينار بنسبة 13 بالمائة (+8.4 ملايين دينار) بالمقارنة مع سنة 2004. وتقدم هامش الفوائد بقرابة 21 بالمائة بفضل تطور القروض للحرفاء وإلى السيطرة المحكمة على تكلفة الموارد وتحسن الاستخلاص بخصوص القروض المشكوك في تحصيلها. وازدادت عمولات الخدمة التي رفعها توسع أصلنا التجاري و تشكيلة النواتج بنسبة 7 بالمائة.



المصاريف العامة

بقيت المصاريف العامة التي انخفضت بنسبة 6 بالمائة (3.2 مليون دينار) بالمقارنة مع سنة 2004 تحت السيطرة.

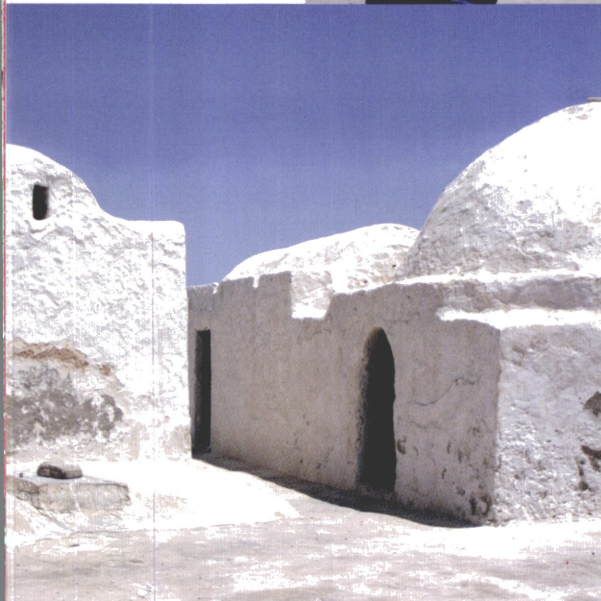
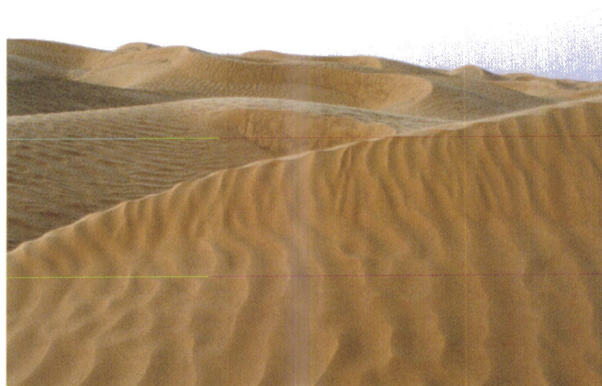
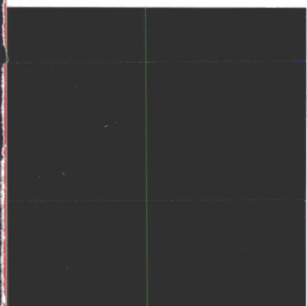


أهم نسب التصرف

سجلت أهم نسب التصرف في نهاية سنة 2005 تحسنا ملموسا في نفس المسار المسجل عام 2004، وهو ما يدل على نجاح الاستراتيجية الجديدة للاتحاد الدولي للبنوك والسيطرة على تصرف البنك.

(بحساب النسبة المئوية)

2005	2004	2003	
76%	83%	84%	معامل الاستغلال
46%	40%	30%	عمولات الخدمات / المصاريف العامة
65%	54%	41%	عمولات الخدمات / مصاريف الأعوان



نشاط مجموعة الإتحاد الدولي للبنوك



نشاط مجموعة الاتحاد الدولي للبنوك



المسجلة في سنة 2005 بـ 2.2 مليون دينار أي بارتفاع يساوي 22 بالمائة سنوياً.

كما ظهر النشاط المدعم لشركة الاستثمار في سنة 2005 من التطور القيم لرقم معاملاتها الذي بلغ تقدمه 28 بالمائة، إذ انتقل من 515 مليون دينار إلى 661 مليون دينار. وتميزت العمليات بازدياد هام يساوي 13 بالمائة مقارنة بسنة 2004.

وقد انعكس مجموع هذه العناصر إيجابياً على مردود الدولية سيكار، حيث بلغت نتيجتها الصافية 347 ألف دينار في نهاية سنة 2005 مقابل 217 ألف دينار في العام السابق أي بارتفاع ملموس قدره 130 ألف دينار أو 60+ بالمائة، ونتيجة لذلك، ارتفعت المردودية قياساً برقم المعاملات المستعمل من 42.1 بالمائة في سنة 2004 إلى 52.5 بالمائة في نهاية السنة المحاسبية 2005.

الوسيط الدولي

الوسيط الدولي هي شركة وساطة بالبورصة تم إحداثها يوم 14 نوفمبر 1995 في إطار القانون عدد 117 لسنة 1994 المتعلق بإصلاح السوق المالية. ويبلغ رأس مالها 1.9 مليون دينار يملك الاتحاد الدولي للبنوك 0.955 مليون دينار وبنك تونس والإمارات 0.9 مليون دينار.

وقد حقق الوسيط الدولي في سنة 2005 رقم معاملات قدره 165 ألف دينار مقابل 139 ألف دينار في سنة 2004 أي بتقديم يساوي 24.8 بالمائة. ويشهد حجم المعاملات بالبورصة تطوراً بنسبة 7 بالمائة إذ انتقل من 13.8 مليون دينار في نهاية سنة 2004 إلى 14.8 مليون دينار في موفى 2005.

تضم مجموعة الاتحاد الدولي للبنوك علاوة عن البنك الشركات الست التابعة التالية :

- الدولية سيكار، وهي مملوكة بنسبة 31 بالمائة،
- الوسيط الدولي، وهي مملوكة بنسبة 52.42 بالمائة،
- الدولية للرقاع،
- اتحاد الأوراق المالية، وهي شركة وقع حلها في مجرى السنة المحاسبية،
- الدولية لاستخلاص الديون وهي مملوكة بنسبة 99.97 بالمائة،
- العربية الدولية للإيجار المالي، وهي مملوكة بنسبة 20 بالمائة.

الشركات التابعة في محيط الدمج

الدولية سيكار

اتسمت السنة المحاسبية الخامسة للدولية سيكار بانتعاش ملحوظ لنشاطها وتدعم هام لمردوديتها.

فقد ازدادت أصول الشركة بنسبة 7.6 بالمائة لترتفع إلى 33.3 مليون دينار في موفى سنة 2005. وتضاعفت عدد المشاريع المصادق عليها في سنة 2005 قياساً بالعام السابق أي 14 مشروعاً. وتعد المحفظة في الجملة 47 مشروعاً بمبلغ قدره 18.5 مليون دينار منها 12.9 مليون دينار وقع تسريحها.

وبحساب الحجم، ارتفع مبلغ المصادقات السنوية من 2.6 مليون دينار في سنة 2004 إلى 4.9 مليون دينار في عام 2005 أي بتقديم يساوي 88 بالمائة، وكان تدفق التسريجات أكثر كثافة، حيث بلغ 1.7 مليون دينار مقابل 0.5 مليون دينار فقط سنة 2004. وكان مبلغ إعادة الإحالة الجزئية أو الكلية

بالإجماع القيام بحل اتحاد الأوراق المالية وتصفيته. وفي تاريخ 29 ديسمبر 2005، اجتمع مساهموا شركة اتحاد الأوراق المالية، وهي شركة قيد التصفية، في جلسة عامة وصادقوا بالإجماع على القوائم المالية للتصفية وتقرير مراقب الحسابات وأعطوا موافقتهم للمصفي للشروع في توزيع نواتج التصفية.

الدولية لاستخلاص الديون

الدولية لاستخلاص الديون هي شركة تعمل في إطار القانون عدد 4 لسنة 98 المؤرخ في 2 فيفري 1998 وكذلك النصوص اللاحقة. ويتمثل غرضها في شراء الديون لحسابها الخاص واستخلاص الديون لفائدة الغير مثلما حدده الفصل الثالث من القانون المذكور، ويبلغ رأس مالها مليوني دينار يملك الاتحاد الدولي للبنوك 99.97 بالمائة منه وهو مدفوع بنسبة النصف.

وقد اتسم نشاطها في تاريخ 31 ديسمبر 2005 بمعالجة الديون لفائدة البنك وكذلك بمتابعة الديون التي وقع التفويت فيها. ويبلغ القوائم الجملي للديون المفوت فيها 28.3 مليون دينار في تاريخ 31 ديسمبر 2005.

وقد أمكن تحسين الاستخلاص الجملي المحقق في سنة 2005، وهو ما يدل على النجاعة المتزايدة لهذه الشركة التابعة رغم بقائها ذات عجز (-272 ألف دينار).

العربية الدولية للإيجار المالي

تصنف الشركة العربية الدولية للإيجار المالي من بين الشركات العشر الأولى للإيجار المالي بتونس. ويبلغ رأس مالها 10 ملايين دينار ومساهمة الاتحاد الدولي للبنوك فيها 20 بالمائة.

وقد حققت العربية الدولية للإيجار المالي في سنة 2005 رقم معاملات قدره 24 مليون دينار أي بتقدم يساوي 14 بالمائة مقارنة بسنة 2004. وتحسنت نتيجة أنشطتها العادية (قبل الضرائب) بـ 795 مليون دينار بفضل سياسة تجارية أكثر جرأة واستراتيجية استخلاص أكثر ملاءمة.

وفي تاريخ 31 ديسمبر 2005، تجاوز عدد السندات التي يتصرف فيها الوسيط الدولي في شكل أسهم أو رقايع مليون سند بمبلغ 70 مليون دينار. ورغم أن نتيجة 2005 جاءت سالبة (-74 ألف دينار)، إلا أنها تحسنت بالمقارنة مع سنة 2004 (-87 ألف دينار).

ويبشر التحسن الملحوظ لسوق البورصة سنتي 2005 و2006 بالعودة إلى الربحية بالنسبة الوسيط الدولي في سنة 2006.

الدولية للرقاع

الدولية للرقاع هي شركة استثمار ذات رأس مال متغير تتعامل بالرقاع، وهي خاضعة للقانون عدد 83 لسنة 2001 المؤرخ في 24 جويلية 2001 والقاضي ببعث مجلة مؤسسات التوظيف الجماعي. ويتمثل غرضها في تكوين محفظة رقايع يصدرها الأفراد والجماعات العمومية والدولة. وقد أوكل التصرف فيها إلى الوسيط الدولي.

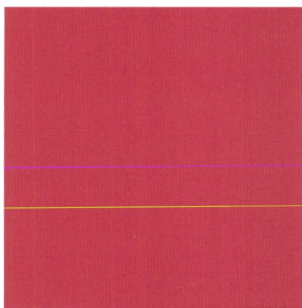
وشهدت الدولية للرقاع في سنة 2005 أصولها الصافية تتقدم بنسبة 40 بالمائة إذ ارتفعت من 23.3 مليون دينار إلى 32.6 مليون دينار. وأسفر الاستغلال عن نتيجة موجبة قدرها 1.108 ألف دينار أي بتقدم يساوي 10 بالمائة بالمقارنة مع السنة المحاسبية 2004.

وسجل التصرف في الأصول مردودا يساوي 4.38 بالمائة بالنسبة لسنة 2005، وهو ما يضع الدولية للرقاع في المرتبة التاسعة لكوكة شركات الاستثمار الرقاعية من جملة 18 شركة رقاعية ناشطة.

حل اتحاد الأوراق المالية وتصفيته

اتحاد الأوراق المالية هو شركة استثمار ذات رأس مال متغير خاضعة للقانون عدد 92 لسنة 88 المؤرخ في 2 أوت 1988 كما تم تنقيحه وإتمامه بالقانون عدد 83 لسنة 2001 المؤرخ في 24 جويلية 2004 القاضي بسن مجلة مؤسسات التوظيف الجماعي.

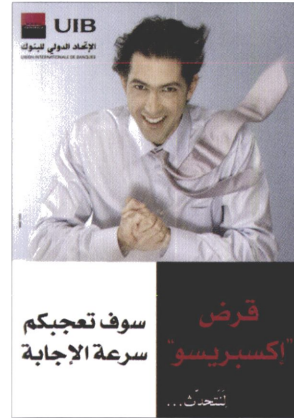
وقد تم سحب رخصة اتحاد الأوراق المالية بقرار من هيئة السوق المالية تحت رقم 3 لسنة 2004 بتاريخ 22 ديسمبر 2004 وذلك لقصور رأس المال الأدنى عن مليون دينار الذي تفرضه مجلة مؤسسات التوظيف الجماعي. وقد قررت الجلسة العامة الاستثنائية للمساهمين المجتمعة يوم 16 فيفري 2005



التوجهات الاستراتيجية 2007-2006



التوجهات الاستراتيجية 2007-2006



يهم الأول المراجعة الكاملة لطرق عمله، حيث ستمكن الأداة الجديدة من إعادة دراسة الطرق القائمة لإضفاء صفة مثلى عليها وعلى سبيل المثال، فإن بعض المهام يمكن معالجتها بشكل أسرع و بصفة أكثر وثوقا من قبل خلايا متخصصة.

ويتعلق الثاني بتحسين جودة الخدمات، فمع مشروع "عليسة" سيكون الاتحاد الدولي للبنوك قادرا على توفير معلومات مستفيضة لحرفائه والاستجابة مع مزيد من التفاعلية لطلباتهم وعرض نواتج تتماشى بشكل أفضل مع حاجياتهم.

وسيمكن مشروع "عليسة" بالتظافر مع الديناميكية التجارية للبنك من مواصلة تسريع نمو قدرته الربحية.

إضفاء الصفة المثلى على أدوات الهندسة التسويقية

سيمكن تفعيل الأدوات التسويقية الجديدة من إضفاء الصفة المثلى على التمشي الخاص بالحرفاء انطلاقا من أصل تجاري موسع.

وسيمت استخدام فنيات المقايسة بشكل كبير بداية من سنة 2006 لمنح قروض الاستهلاك للأفراد، وستمكن هذه التقنيات من إتاحة سرعة أكبر في معالجة ملفات القروض حيث أصبح بالإمكان الإطلاع على الملفات الإلكترونية الجديدة واستكمالها والتصديق عليها بشكل آني سواء على مستوى الفرع أو الإدارة الجهوية أو المقر الرئيسي.

ستشهد سنتا 2006 و 2007 تركيز المشاريع التي انطلقت خلال السنوات السابقة وخاصة فيما يتعلق بالمنظومة الجديدة للإعلام ومقايسة القروض والبنك عن بعد وتطوير شبكة الفروع.

وستمكن آثار هذه المشاريع الاتحاد الدولي للبنوك من امتلاك محطات نموذجية وملائمة لتطوير قدرته الربحية.

2006 سنة مخصصة لاستخدام المنظومة الجديدة للإعلام

بعد قطع المراحل المرسومة لسنة 2005 بنجاح، دخل مشروع "عليسة" لتحول منظوم الإعلام لدى الاتحاد الدولي للبنوك من مرحلة إعداداته النهائية. ويتمثل الهدف من ذلك في استعمال هذه الأداة الجديدة في كامل البنك خلال سنة 2006 مع الحرص الدائم على تجهيز الاتحاد الدولي للبنوك بمنظومة ملائمة آمنة وفعالة تمكنه من تقديم خدمات ذات جودة عالية لحرفائه.

وحتى يكون الاتحاد الدولي للبنوك قادرا على الاستفادة القصوى من منظومة الإعلام الجديدة لديه، سيتم بذل جهود للتحكم في الأداة الجديدة من قبل جملة معاوني البنك، ونتيجة لذلك سيكون من الضروري بذل مجهود جديد لتوفير أعمال تكوينية واسعة النطاق. ولمواكبة هذا العمل يمكن للاتحاد الدولي للبنوك الاعتماد على المركز المندمج للتكوين لديه.

ويمثل مشروع "عليسة"، بشكل عام فرصة للاتحاد الدولي للبنوك للتقدم على محورين أساسيين.



مواصلة تحسين القدرة الربحية والنظير المالي للاتحاد الدولي للبنوك

سيمكن التوسيع التدريجي لقاعدة حلفاء الاتحاد الدولي للبنوك وكذلك ازدياد تجهيز حلفاء بنواتج وخدمات من مواصلة نمو ناتجه البنكي الصافي.

وستسمح هذه القدرة الربحية للاتحاد الدولي للبنوك من تغطية مخاطره والاستجابة لحاجته من المدخرات.

وفي جانب مواز، ينوي الاتحاد الدولي للبنوك إعادة صياغة سجل حلفائه والاستعمال الكامل لـ "DATAMINING" بفضل منظومة الإعلام الجديدة لديه.

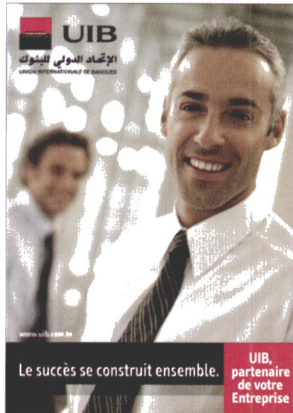
الفروع والبنك عن بعد : تطوير قنوات التوزيع

ستحظى شبكة الفروع التي أعيدت هيكلتها وتنظيمها خلال السنتين المحاسبتين 2004 و2005 ببرنامج تطوير انطلاقاً من سنة 2006. ويستهدف هذا البرنامج المخصص لاستكمال تغطية البلاد، بالأساس المناطق الحضرية ذات النمو الهام.

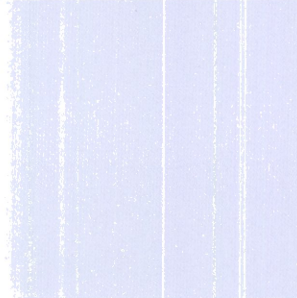
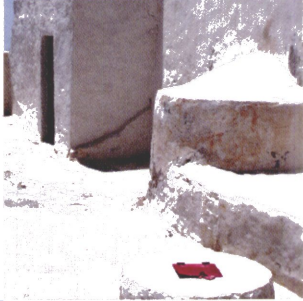
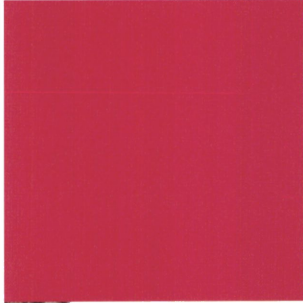
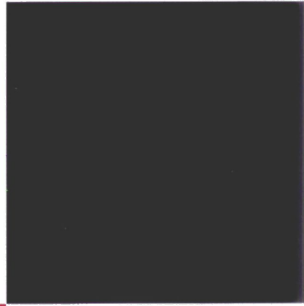
وسيمكن من إحداث نقاط بيع جديدة للاتحاد الدولي للبنوك من مواكبة نمو أصله التجاري.

وفي جانب مواز، ستأتي قنوات جديدة للبنك عن بعد لتمم العرض الموجود. وسيطور الاتحاد الدولي للبنوك في سنة 2006 قنوات الرسائل القصيرة والموزعات الآلية للأوراق النقدية وبداية من سنة 2007، سيكون قادراً على تسويق عروض البنك عبر الإنترنت.

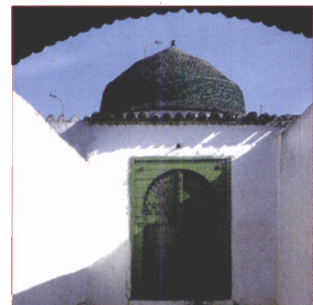
وستكون هذه العروض التي تحظى بأعلى مقاييس السلامة مجمعة حسب صيغ مختلفة و مدروسة تبعاً لحاجيات الحلفاء من مؤسسات ومهنيين وأفراد.



مواصلة المشاريع
المبتدئة في السنوات
الماضية :
المنظومة الإعلامية،
المقايضة لقروض الإستهلاك
للأفراد، البنك عن بعد
وتطوير شبكة الفروع.



القوائم المالية
تقارير مراقب الحسابات
وقرارات الجلسة العامة العادية
2005



تطور الأموال الذاتية 2001 - 2005

(الوحدة : 1.000 دينار)

تطور الأموال الذاتية 2001 - 2005

2005	2004	2003	2002	2001	
0	0	10	5 128	18 227	ربح السنة المحاسبية
15	15	5	14	13	المؤجل السابق
15	15	15	5 142	18 240	المجموع القابل للتوزيع
					التوزيع
0	0	166	1 794	11 226	الاحتياطات
0	0	1	256	911	الاحتياطات القانونية
0	0	0	880	9 315	احتياطات أخرى
0	0	165	658	1 000	الاحتياطات الصافية الصندوق الاجتماعي
0	0	0	3 500	7 000	ربح السهم
0	0	0	3 500	3 500	ربح السهم حسب القانون الأساسي
0	0	0	0	3 500	ربح السهم التكميلي
15	15	15	5	14	المؤجل من جديد
0.0	0.0	0.0	0.5	1	ربح السهم الواحد (بحساب الدينار)
106 000	106 000	70 000	70 000	70 000	رأس المال الاجتماعي
59 563	59 393	59 227	57 433	54 557	الاحتياطات في بداية السنة المحاسبية
7 491	7 491	7 491	7 491	7 491	منحة الإصدار
4 760	4 760	4 759	4 503	3 592	الاحتياطات القانونية
39 141	39 141	39 141	38 261	37 296	الاحتياطات العادية
8 171	8 001	7 836	7 178	6 178	الاحتياطات الصافية الصندوق الاجتماعي
165 563	165 393	129 227	127 433	124 557	الأموال الذاتية قبل التوزيع
0	0	166	1 794	11 226	مخصصات للاحتياطات
165 563	165 393	129 393	129 227	127 433	الأموال الذاتية بعد التوزيع
106 000	106 000	70 000	70 000	70 000	رأس المال الاجتماعي
59 563	59 393	59 393	59 227	57 433	الاحتياطات في نهاية السنة المحاسبية
7 491	7 491	7 491	7 491	7 491	منحة الإصدار
4 760	4 760	4 760	4 759	4 503	الاحتياطات القانونية
39 141	39 141	39 141	39 141	38 261	الاحتياطات العادية
8171	8 001	8 001	7 836	7 178	الاحتياطات الصافية الصندوق الاجتماعي

الموازنة

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005 (الوحدة : 1.000 دينار)

2004/ 12/ 31	2005/ 12/ 31	
		الأصول
		- الخزينة وأموال لدى البنك المركزي ومركز الصكوك البريدية والخزينة العامة للبلاد التونسية
19 120	17 881	
114 118	145 595	- مستحقات على المؤسسات البنكية والمالية
1 243 158	1 353 934	- مستحقات على الحرفاء
162 330	132 424	- محفظة الإستثمار
23 437	32 121	- أصول ثابتة
119 323	106 229	- أصول أخرى
1 681 486	1 788 184	مجموع الأصول
		الخصوم
0	0	- البنك المركزي ومركز الصكوك البريدية
70 984	108 802	- ودائع وأموال المؤسسات البنكية والمالية
1 281 647	1 370 206	- ودائع وأموال الحرفاء
39 332	37 571	- اقتراضات وموارد خصوصية
124 114	106 027	- خصوم أخرى
1 516 077	1 622 606	مجموع الخصوم
		الأموال الذاتية
106 000	106 000	- رأس المال
59 394	59 563	- إحتياطيات
15	15	- نتائج مؤجلة
0	0	- نتيجة السنة المحاسبية
165 409	165 578	مجموع الأموال الذاتية
1 681 486	1 788 184	مجموع الخصوم والأموال الذاتية

جدول التعهدات خارج الموازنة

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005 (الوحدة : 1.000 دينار)

2004/ 12/ 31	2005/ 12/ 31	
		الخصوم المحتملة
226 828	238 418	- ضمانات و كفالات و ضمانات أخرى ممنوحة
58 430	54 195	- اعتمادات مستندية
285 259	292 613	مجموع الخصوم المحتملة
		التعهدات المقدمة
6 357	6 860	- تعهدات التمويل المقدمة
1 253	1 406	- تعهدات السندات
7 610	8 266	مجموع التعهدات المقدمة
		التعهدات المقبولة
41 181	108 742	- ضمانات مقبولة
41 181	108 742	مجموع التعهدات المقبولة

قائمة التتائج

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005 (الوحدة : 1.000 دينار)

السنة المحاسبية 2004	السنة المحاسبية 2005	
		إيرادات الإستغلال البنكي
75 128	83 126	- فوائد دائنة ومداخيل مماثلة
21 874	24 665	- عمولات دائنة
3 889	3 962	- مرابيح محفظة السندات التجارية والعمليات المالية
10 556	5 396	- مداخيل محفظة الإستثمار
111 447	117 149	مجموع إيرادات الإستغلال البنكي
		أعباء الإستغلال البنكي
45 013	41 531	- فوائد مدينة وأعباء مماثلة
730	1 497	- عمولات مدينة
147	154	- خسائر محفظة السندات التجارية والعمليات المالية
45 890	43 182	مجموع أعباء الإستغلال البنكي
65 557	73 967	الناتج البنكي الصافي
		- مخصصات المدخرات ونتيجة تصحيح قيم المستحقات
(10 381)	(23 188)	وعناصر خارج الموازنة والخصوم
(238)	(153)	- مخصصات المدخرات ونتيجة تصحيح قيمة محفظة الإستثمار
13	22	- إيرادات إستغلال أخرى
(40 019)	(35 886)	- مصاريف الأعوان
(11 714)	(12 593)	- أعباء الإستغلال العامة
(2 665)	(2 405)	- مخصصات استهلاكات ومدخرات على الأصول الثابتة
553	(236)	نتيجة الإستغلال
34	387	- رصيد ربح / خسارة على عناصر عادية أخرى
(587)	(151)	- الأداء على الأرباح
0	0	نتيجة الأنشطة العادية
0.000	0.000	نتيجة السهم الواحد بالدينار

جدول التدفقات النقدية

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005 (الوحدة : 1.000 دينار)

السنة المحاسبية 2004	السنة المحاسبية 2005	
		أنشطة الإستغلال
117 037	133 358	- إيرادات الإستغلال البنكي المقبوضة
(55 113)	(48 891)	- أعباء الإستغلال البنكي المدفوعة
(8 450)	(12 259)	- ودائع / سحبوات لدى المؤسسات البنكية والمالية الأخرى
(67 672)	(153 318)	- قروض وتسبيقات / سداد قروض وتسبيقات ممنوحة للحرفاء
75 045	91 864	- ودائع / سحبوات الحرفاء
(43 988)	(34 820)	- مبالغ مسددة للأعوان ودائنون آخرون
6 395	(18 178)	- تدفقات نقدية أخرى متأتية من أنشطة الإستغلال
(664)	(587)	- الأداءات المدفوعة على الأرباح
22 590	(42 831)	التدفقات النقدية الصافية المتأتية / المخصصة لأنشطة الاستغلال
		أنشطة الإستثمار
10 609	8 094	- فوائد وحصص أرباح مقبوضة على محفظة الإستثمار
39 717	27 054	- إقتناء / تفويت في محفظة الإستثمار
(7 150)	(10 549)	- إقتناء / تفويت في أصول ثابتة
43 176	24 599	التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة الإستثمار
		أنشطة التمويل
36 000	0	- إصدار أسهم
2 477	(1 919)	- ارتفاع / انخفاض الموارد الخصوصية
(13)	0	- حصص أرباح مدفوعة
38 464	(1 919)	التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة التمويل
104 230	(20 151)	- التغيير الصافي في السيولة و ما يعادلها خلال السنة المحاسبية
(4 447)	99 783	- السيولة و ما يعادلها في بداية السنة المحاسبية
99 783	79 632	السيولة و ما يعادلها في نهاية السنة المحاسبية

الموازنة المجمعة

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005
(الوحدة : 1.000 دينار)

2004/ 12/ 31	2005/ 12/ 31	
		الأصول
		- الخزينة وأموال لدى البنك المركزي ومركز
19 120	17 881	الصكوك البريدية والخزينة العامة للبلاد التونسية
114 503	146 069	- مستحقات على المؤسسات البنكية والمالية
1 243 430	1 354 261	- مستحقات على الحرفاء
0	84	- محفظة السندات التجارية
156 847	127 232	- محفظة الإستثمار
3 945	4 042	- استثمارات في مؤسسات شريكة
23 472	32 147	- أصول ثابتة
0	0	- الأداء المؤجل الدائن
119 492	106 445	- أصول أخرى
1 680 809	1 788 161	مجموع الأصول
		الخصوم
0	0	- البنك المركزي ومركز الصكوك البريدية
71 185	108 802	- ودائع وأموال المؤسسات البنكية والمالية
1 281 839	1 370 675	- ودائع وأموال الحرفاء
39 332	37 571	- اقتراضات وموارد خصوصية
160	169	- الأداء المؤجل المدين
124 238	106 177	- خصوم أخرى
1 516 754	1 623 394	مجموع الخصوم
542	435	حقوق الأقلية
		الأموال الذاتية
106 000	106 000	- رأس المال
59 307	59 438	- إحتياطيات
(1 438)	(870)	- نتائج مؤجلة
(356)	(236)	- نتيجة السنة المحاسبية
163 513	164 332	مجموع الأموال الذاتية
1 680 809	1 788 161	مجموع الخصوم وحقوق الأقلية والأموال الذاتية

جدول التعهدات خارج الموازنة المجمعة

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005 (الوحدة : 1.000 دينار)

2004 / 12 / 31	2005 / 12 / 31	
		الخصوم المحتملة
226 828	238 418	- ضمانات و كفالات و ضمانات أخرى ممنوحة
58 431	54 195	- اعتمادات مستندية
285 259	292 613	مجموع الخصوم المحتملة
		التعهدات المقدمة
6 357	6 860	- تعهدات التمويل المقدمة
1 253	1 406	- تعهدات السندات
7 610	8 266	مجموع التعهدات المقدمة
		التعهدات المقبولة
41 181	108 742	- ضمانات مقبولة
41 181	108 742	مجموع التعهدات المقبولة

قائمة النتائج المجمعة

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005 (الوحدة : 1.000 دينار)

السنة المحاسبية 2004	السنة المحاسبية 2005	
		إيرادات الإستغلال البنكي
75 219	83 158	- فوائد دائنة ومداخل ماثلة
22 000	24 824	- عمولات دائنة
3 972	3 974	- مرابيح محفظة السندات التجارية والعمليات المالية
10 480	5 328	- مداخل محفظة الإستثمار
111 671	117 284	مجموع إيرادات الإستغلال البنكي
		أعباء الإستغلال البنكي
45 033	41 531	- فوائد مدينة وأعباء ماثلة
730	1 480	- عمولات مدينة
286	210	- خسائر محفظة السندات التجارية والعمليات المالية
46 049	43 221	مجموع أعباء الإستغلال البنكي
65 622	74 063	النتائج البنكية الصافي
		- مخصصات المدخرات ونتيجة تصحيح قيم المستحقات
(10 381)	(23 301)	وعناصر خارج الموازنة و الخصوم
(148)	(153)	- مخصصات المدخرات ونتيجة تصحيح قيمة محفظة الإستثمار
13	22	- إيرادات إستغلال أخرى
(40 383)	(36 194)	- مصاريف الأعوان
(11 852)	(12 741)	- أعباء الإستغلال العامة
(2 684)	(2 420)	- مخصصات الاستهلاكات على الأصول الثابتة
(1)	262	- الحصّة في نتائج الشركات المجمعة حسب التقييم بالمعادلة
186	(462)	نتيجة الإستغلال
34	412	- رصيد ربح على عناصر عادية أخرى
(618)	(222)	- الأداء على الأرباح
(398)	(272)	نتيجة الأنشطة العادية
(42)	(36)	حصّة الأقلية
(356)	(236)	* النتيجة الصافية المجمعة
(0.051)	(0.022)	نتيجة السهم الواحد بالدينار

جدول التدفقات النقدية المجمعة

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005 (الوحدة : 1.000 دينار)

السنة المحاسبية 2004	السنة المحاسبية 2005	
أنشطة الإستغلال		
117 275	133 481	- إيرادات الإستغلال البنكي المقبوضة
(55 114)	(48 891)	- أعباء الإستغلال البنكي المدفوعة
(8 450)	(12 259)	- ودائع / سحبيات لدى المؤسسات البنكية والمالية الأخرى
(67 672)	(153 318)	- قروض وتسبيقات / سداد قروض وتسبيقات ممنوحة للحرفاء
75 045	91 864	- ودائع / سحبيات الحرفاء
313	330	- سندات التوظيف
(44 753)	(35 154)	- مبالغ مسددة للأعوان ودائنون آخرون
6 596	(18 064)	- تدفقات نقدية أخرى متأتية من أنشطة الإستغلال
(530)	(587)	- الأداءات المدفوعة على الأرباح
22 710	(42 598)	التدفقات النقدية الصافية المتأتية / المخصصة لأنشطة الإستغلال
أنشطة الإستثمار		
10 609	8 094	- فوائد وحصص أرباح مقبوضة على محفظة الإستثمار
39 708	27 054	- إقتناء / تفويت في محفظة الإستثمار
(7 152)	(10 555)	- إقتناء / تفويت في أصول ثابتة
43 165	24 593	التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة الإستثمار
أنشطة التمويل		
2 477	(1 919)	- ارتفاع / انخفاض الموارد الخصوصية
(28)	(200)	- سداد اقتراضات
(13)	0	- حصص أرباح مدفوعة
36 000	0	- قبوضات ناتجة عن تحرير رأس المال
38 436	(2 119)	التدفقات النقدية الصافية المخصصة / المتأتية من أنشطة التمويل
104 311	(20 124)	- التغيير الصافي في السيولة وما يعادلها خلال السنة المحاسبية
(4 318)	99 993	- السيولة وما يعادلها في بداية السنة المحاسبية
99 993	79 869	السيولة و ما يعادلها في نهاية السنة المحاسبية

التقرير العام لمراقب الحسابات

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005

السادة مساهمي الإتحاد الدولي للبنوك،

شركة "SOCIETE GENERALE" بتاريخ 08 فيفري 2005 لتغطية المدخرات الضرورية المشار إليها أعلاه وذلك في حدود 52.8 مليون دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2004. وقد تمكن البنك، نتيجة لذلك، من إحترام النسب القانونية المستوجبة لممارسة النشاط البنكي دون أن يؤدي ذلك إلى استرجاع في النقص في الأموال الذاتية المشار إليه سالفا .

وباعتبار انخفاض المدخرات الضرورية والتي لم يتم تقييدها بتاريخ 31 ديسمبر 2005، والمتعلقة بالقروض المتمتعة بالضمان المقدم من شركة "SOCIETE GENERALE"، تساوي قيمة هذا الضمان مبلغ 42.5 مليون دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2005.

وفي رأينا، وبإستثناء الملاحظة المشار إليها أعلاه، فإن القوائم المالية سليمة وصادقة وتعبّر بصورة وافية، لكل ما هو هام نسبياً، عن الوضعية المالية للبنك وعن نتائج أعماله وتدفقاته النقدية للسنة المحاسبية المنتهية في 31 ديسمبر 2005، طبقاً للمبادئ المحاسبية المتفق عليها عموماً بالبلاد التونسية.

2 - الفحوص الخاصة :

لقد قمنا بأعمال الفحوص الخاصة كما ينص عليها القانون والمعايير المهنية .

واعتماداً على فحوصنا فإننا نبدى نفس التحفظ المذكور أعلاه فيما يتعلق بأمانة المعلومات المالية الواردة بالتقرير السنوي لنشاط البنك لسنة 2005 ومطابقتها مع القوائم المالية .

ولقد قمنا، في نطاق مراجعة حسابات البنك، بفحص إجراءات المراقبة الداخلية المتعلقة بمعالجة المعلومة المحاسبية وإعداد القوائم المالية . ونشير، طبقاً لمقتضيات الفصل رقم 3 من القانون عدد 94-117 بتاريخ 14 نوفمبر 1994 والمنقح بالقانون عدد 2005-96 بتاريخ 18 أكتوبر 2005، أننا لم نلاحظ، اعتماداً على فحوصنا، وجود إخلالات جوهرية من شأنها أن تؤثر على رأينا حول القوائم المالية لسنة 2005 .

ومن جهة أخرى، وعملاً بأحكام الفصل عدد 19 من الأمر عدد 2001.2728 والمؤرخ في 20 نوفمبر 2001، نشير إلى أن البنك يتابع حالياً قائمة المساهمين بالإعتماد على المعلومات المقدمة دورياً من قبل الشركة التونسية المهنية لإيداع ومقاصة وتسوية الأوراق المالية إلى حين إصدار كراس الشروط المتعلقة بهذا الأمر .

تونس في 25 أبريل 2006
أ م س إرنست ويونغ
نورالدين الحاجي

تنفيذاً لمهمة مراقبة الحسابات التي أسندت إلينا من طرف جلستكم العامة العادية المنعقدة بتاريخ 27 جوان 2003، نقدم لكم فيما يلي التقرير العام المتعلق بمراقبة القوائم المالية للإتحاد الدولي للبنوك للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005 والمصاحبة لهذا التقرير، وبالفحوص الخاصة التي ينص عليها القانون والمعايير المهنية .

1 - الرأي على القوائم المالية :

لقد دققنا القوائم المالية للإتحاد الدولي للبنوك للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005 .

إن إعداد هذه القوائم المالية هو من مسؤولية مجلس إدارة البنك وتمثل مسؤوليتنا في إبداء رأي مستقل حول القوائم المالية استناداً إلى أعمال التدقيق التي قمنا بها .

لقد تمّ تدقيقنا وفقاً للمعايير المهنية المتعارف عليها بالبلاد التونسية والتي تتطلب تخطيط وتنفيذ أعمال التدقيق للحصول على تأكيدات معقولة بأن القوائم المالية خالية من أخطاء هامة نسبياً .

تشتمل إجراءات التدقيق على فحص الأدلة المؤيدة للمبالغ والإفصاحات التي تتضمنها القوائم المالية على أساس العينة ويشتمل التدقيق أيضاً على تقييم المبادئ المحاسبية المتبعة والتقديرات الهامة التي تجريها الإدارة وكذلك تقييم العرض الشامل للقوائم المالية ككل .

وباعتقادنا أن الإجراءات التي قمنا بها تمثل أساساً معقولاً يمكننا من إبداء رأينا حول القوائم المالية .

ونتيجة لذلك، فإننا نبدى التحفظ التالي :

تبرز الإيضاحات حول القوائم المالية (إيضاحات حول القواعد المحاسبية المعمول بها 2.2 و 6.2 والإيضاحات حول بنود القوائم المالية 1، 2، 4، 6 و 10) أن مدخرات ضرورية لتغطية انخفاض قيمة الأصول ومدخرات للخصوم مقدرة إجمالاً بتاريخ 31 ديسمبر 2005 بـ 89.08 مليون دينار لم يقع تقييدها محاسبياً إلى حد هذا التاريخ مقابل 108.9 مليون دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2004. ونتيجة لذلك، فإن الأموال الذاتية المعروضة بالموازنة تفوق قيمتها الحقيقية في حدود هذا المبلغ.

وتجدر الإشارة إلى الوضعية المشار إليها في الإيضاح حول القوائم المالية 2.2 المتعلقة بالضمان المقدم من طرف

التقرير الخاص لمراقب الحسابات

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005

السادة مساهمي الإتحاد الدولي للبنوك،

1 - عملاً بأحكام الفصل 29 من القانون 2001-65 المؤرخ في 10 جويلية 2001 والمتعلق بمؤسسات القرض والفصل 200 وما بعده و475 من مجلة الشركات التجارية، نعلمكم فيما يلي بالاتفاقيات المبرمة والعمليات المنجزة التالية خلال سنة 2005 :

1. أصدرت شركة "SOCIETE GENERALE" في سنة 2005 ضماناً لفائدة الإتحاد الدولي للبنوك وذلك لتغطية 52٪ من المدخرات الضرورية والغير مسجلة بقيمة 109.8 مليون دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2003. وينخفض تعهد SOCIETE GENERALE سنوياً ليمثل في نهاية كل سنة 52٪ من القيمة المتبقية للنقص في المدخرات على المستحقات كما تم تحديدها بتاريخ 31 ديسمبر 2003. وبلغت قيمة العمولات خلال سنة 2005 لفائدة شركة "SOCIETE GENERALE" 71 ألف دينار (السادسي الثاني لسنة 2005).

2. أبرم الإتحاد الدولي للبنوك مع شركة "SOCIETE GENERALE" خلال سنة 2004 اتفاقية لاستعمال خدمات الخط الإلكتروني SWIFT NET، وبلغت كلفة هذه الخدمات سنة 2005 مبلغ 60 ألف أورو منها 14 ألف أورو مستحقات التهيئة.

3. أبرم الإتحاد الدولي للبنوك في سنة 2005 مع شركة "الدولية" لإستخلاص الديون (IRC) التي يملك البنك 99.97٪ من رأس مالها، عقدين تفويت مستحقات تخص 370 ملفاً. وتمثل هذه المستحقات تعهداً بقيمة جمالية قدرها 512 ألف دينار وقعت تغطيتها كلياً بمدخرات وفوائد مؤجلة منها 171 ألف دينار تم تخصيصها سنة 2005. وقد بلغ سعر الإحالة الجملي 370 دينار باعتبار 1 دينار ثمن التفويت الفردي. وقد تمت الموافقة على هذه العقود من طرف مجلس الإدارة المنعقد في 6 أفريل 2006.

4. أبرم الإتحاد الدولي للبنوك خلال سنة 2005 ملحقاً تعديلياً لإتفاقية التصرف في صندوق رأس مال مخاطر مع "الدولية سيكار" (International SICAR) للترفع في المبلغ الجملي لهذه الأرصدة من 23 330 ألف دينار إلى 24 590 ألف دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2005 وتلقى هذه الشركة مقابل ذلك عمولات مفصلة كالآتي :

- عمولة تصرف بنسبة سنوية بـ 1٪ في السنة من الأرصدة مع حد أدنى يقدر بـ 10 000 دينار ويتم دفع هاته العمولة كل 3 أشهر.
 - حصة من مداخليل المساهمات تساوي 20٪ من الأرباح الموزعة أو 10٪ من مرابيح الإحالة.
 - عمولة تساوي 0.55٪ سنوياً تحتسب على معدل الرصيد المتوفر، يتم دفعها كل 3 أشهر.
- وقد تمت المصادقة على هذا الملحق من طرف الجلسة العامة العادية المنعقدة في 3 جوان 2005. ومن جهة أخرى، تمت الموافقة من طرف مجلس الإدارة المنعقد في 06 أفريل 2006 على المبلغ الذي سيتم إيداعه لدى "الدولية سيكار" في إطار عملية الاستثمار المعفى من الأداء بعنوان سنة 2005 بقيمة 325 ألف دينار.

5. أبرم الإتحاد الدولي للبنوك في سنة 2005 مع شركة "IRC" عقد إنابة استخلاص مستحقات، وقع تنقيحه بملحق بتاريخ 06 أفريل 2006. وقام البنك سنة 2005 بتسليم محفظة مستحقات بقيمة 1 824 ألف دينار، وتتحصل شركة "IRC" مقابل هذه الخدمات على مبلغ قار إضافة إلى عمولة تحتسب حسب المبالغ المستخلصة. وقد تمت الموافقة على هذا العقد من طرف مجلس الإدارة المنعقد في 6 أفريل 2006. وبلغت أتعاب شركة "IRC" بعنوان سنة 2005 مبلغ 17 ألف دينار.

6. أبرم الإتحاد الدولي للبنوك في سنة 2004 في بداية الأمر ثم لاحقاً في سنة 2005 عن طريق ملحق تعديلي مع شركة "خدمات" (التي تملك فيها شركة "Fran finance"، التابعة بنسبة 100٪ لشركة "SOCIETE GENERALE"، مساهمة بنسبة 89٪ والإتحاد الدولي للبنوك مساهمة بنسبة 1٪ من رأس المال) اتفاقية للتصرف الإداري والإعلامي لملفات قروض الاستهلاك الممنوحة من طرف الإتحاد الدولي للبنوك في إطار تمويل شراءات الحرفاء من المغازات المتعاملة مع البنك بعقد تعاون.

وتتحصل شركة "خدمات" مقابل هذه الخدمات على عمولة تحتسب حسب قيمة المستحقات وكلفة المخاطر. وقد بلغت هذه العمولة بعنوان سنة 2005 مبلغ 172 ألف دينار.

7. أبرم الإتحاد الدولي للبنوك في سنة 2004 في بداية الأمر ثم لاحقاً في سنة 2005 عن طريق ملحق تعديلي مع شركة "تسهيل" (التي تملك فيها شركة "Fran finance"، التابعة بنسبة 100٪ لشركة "SOCIETE GENERALE"، مساهمة بنسبة 35٪) اتفاقية لاستجلاب الحرفاء والتنشيط التجاري لقروض الاستهلاك الممنوحة من طرف الإتحاد الدولي للبنوك عن طريق شركة "خدمات".

وتتحصل شركة "تسهيل" مقابل هذه الخدمات على عمولة تحتسب حسب قيمة المستحقات وكلفة المخاطر. وقد بلغت هذه العمولة بعنوان سنة 2005 مبلغ 80 ألف دينار.

8. أبرم الإتحاد الدولي للبنوك في سنة 2005 عقد مساعدة في استخلاص المستحقات مع شركة "استخلاص" (التي تملك فيها شركة "Fran finance"، التابعة بنسبة 100٪ لشركة "SOCIETE GENERALE"، مساهمة بنسبة 49٪ والإتحاد الدولي للبنوك مساهمة بنسبة 1٪ من رأس المال).

وتتحصل شركة "استخلاص" مقابل استخلاص القروض الممنوحة من طرف الإتحاد الدولي للبنوك عن طريق شركة "خدمات" أتعاباً يتم احتسابها حسب المبالغ المستحقة الغير مدفوعة والتي تم استخلاصها إضافة وكذلك حسب المبالغ الثانوية المقبوضة في إطار الإستخلاص.

وتتحصل شركة "استخلاص" مقابل استخلاص المستحقات الأخرى كل مبلغ قار إضافة إلى عمولة تختلف حسب المبالغ المستحقة. وقد تمت الموافقة على هذا العقد من طرف مجلس الإدارة المنعقد في 28 جويلية 2005. وقد بلغت عمولات شركة "استخلاص" بعنوان سنة 2005 مبلغ 89 ألف دينار.

وقد تمت المصادقة على هذه الاتفاقية من طرف الجلسة العامة العادية المنعقدة في 3 جوان 2005.
وقد بلغت التكلفة الجمالية لهذه الخدمات خلال سنة 2005 قيمة 197 ألف أورو.

3. أبرم الاتحاد الدولي للبنوك مع شركة "SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (SGMB)" اتفاقية على مدى سنة واحدة بداية من غرة جانفي 2005. وتنص الاتفاقية على جملة من الخدمات تدخل في إطار وضع النظام المعلوماتي الجديد للبنك. وقد تمت المصادقة على هذه الاتفاقية من طرف الجلسة العامة العادية المنعقدة في 3 جوان 2005.
وقد بلغت التكلفة الجمالية لهذه الخدمات خلال سنة 2005 قيمة 45 ألف أورو.

4. يتولى البنك مهام الإيداع لحساب شركة "اتحاد الأوراق المالية (SICAV Valeur Union)" والتي يملك البنك 24.29٪ من رأس مالها. وفي هذا الإطار فإن البنك مؤتمن على مسك السندات وأموال هذه الشركة ومكلف باستخلاص مبالغ اكتتاب المساهمين الجدد وتسديد المبالغ المستحقة للمساهمين المغادرين.
وفي المقابل يتحصل البنك على عمولة تقديرية تساوي 1 000 دينار في السنة.
وقد قام البنك خلال سنة 2005 بتصفية مساهمته في هذه الشركة بقيمة 178 279.695 دينار أي ما يعادل 11.139 دينار للسهم الواحد وهو ما انجر عنه خسارة بقيمة 111 719.305 دينار.

5. أبرم البنك مع شركة "الدولية لإستخلاص الديون" (IRC) اتفاقية مشاركة في كراء تتعلق بالمقر المستغل من طرف إدارة تونس III وشركة (IRC). وبلغت جملة المصاريف التي تحملتها الدولية لإستخلاص الديون (IRC) خلال سنة 2004 مبلغ 3 آلاف دينار علما بأنه وقع وضع حد لهذه الاتفاقية بنهاية شهر مارس 2004. وبداية من هذا التاريخ، تشغل شركة "IRC" هذا المقر بدون مقابل.
وتمت المصادقة على هذه العملية من طرف الجلسة العامة العادية المنعقدة في 3 جوان 2005.

6. قام البنك بإبرام اتفاقيات مع شركات شركة "الدولية لإستخلاص الديون" (IRC)، الوسيط الدولي (INI) و "الدولية سيكار (International SICAR)" تنص على وضع أعوانه على ذمة هذه الشركات وتنص هذه الاتفاقيات أيضا على أن يفوتر البنك لهذه الشركات الأجور المسندة لأعوانه وتفصل المبالغ المفوترة بعنوان سنة 2005 كالآتي :
■ "الدولية لإستخلاص الديون" (IRC) : 108 ألف دينار .
■ "الوسيط الدولي" (INI) : 66 ألف دينار .
■ "الدولية سيكار (International SICAR)" : 79 ألف دينار .

ومن ناحية أخرى وفي ما عدا العمليات المشار إليها أعلاه، فإن أعمال التدقيق التي قمنا بها لم تفرز وجود عمليات أخرى تدخل في مجال الفصل 29 من القانون 65 2001 المتعلق بمؤسسات القرض والفصول 200 وما بعده و 475 من مجلة الشركات التجارية .

تونس في 25 أبريل 2006
أ م س إرنست ويونغ
نور الدين الحاجي

II - تمّ إعلامنا بالاتفاقيات التالية الموافق عليها من طرف مجلس الإدارة والتي لم يكن لها أية فاعلية خلال سنة 2005 :

1. أبرم الاتحاد الدولي للبنوك مع شركة "IRC" تنقيحا للاتفاقية المتعلقة بإنابة استخلاص المستحقات والتي تقضي بتغيير طريقة احتساب أتعاب هذه الأخيرة .
وقد تمت الموافقة على هذا التنقيح من طرف مجلس الإدارة المنعقد في 27 جانفي 2006.

2. تمت الموافقة من طرف مجلس الإدارة المنعقد في 06 أفريل 2006 على مشروع اتفاقية بين الاتحاد الدولي للبنوك وشركة "SOCIETE GENERALE"، ويمتد مشروع الاتفاقية على مدى سنة واحدة بداية من غرة جانفي 2006 وينص على :

- مساعدة في تحسين تنظيم الاتحاد الدولي للبنوك
 - مساعدة في أشغال البناء المتعلقة بعقارات البنك
 - مساعدة في التفاوض في مجال العقود لتمكين الاتحاد الدولي للبنوك من التمتع بالشروط التفاضلية الذي يتمتع بها مجمع "SOCIETE GENERALE".
 - تكوين إطارات وأعوان البنك
 - مساعدة في ميدان مكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال
- وتتلقى "SOCIETE GENERALE" مقابل ذلك أتعابا تحتسب على أساس تكلفة يومية للفرد بـ 750 أورو دون مجاوزة تكلفة سنوية جمالية بقيمة 215 ألف أورو. وتتم فترة مراقبة مستفيدي ومرسلي التحويلات الدولية بصفة تقديرية بقيمة 5 آلاف أورو. وتم من ناحية أخرى، تخصيص ميزانية بـ 60 ألف أورو لسنة 2006 لتغطية خدمات الخط الإلكتروني SWIFT NET.

3. تمت الموافقة من طرف مجلس الإدارة المنعقد في 06 أفريل 2006 على مشروع اتفاقية بين الاتحاد الدولي للبنوك وشركة "SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES (SGMB)". ويمتد مشروع الاتفاقية على مدى سنة واحدة بداية من غرة جانفي 2006 وينص على المساعدة في وضع نظام معلوماتي جديد للاتحاد الدولي للبنوك. وتتقاضى شركة "SGMB" أجرة يومية بقيمة 210 أورو للفرد الواحد دون مجاوزة كلفة سنوية جمالية بقيمة 40 ألف أورو.

III - ومن جهة أخرى، فقد تمت مواصلة العمل خلال سنة 2005 بالاتفاقيات التالية والمصادق عليها خلال السنوات الفارطة.

1. أبرم البنك خلال سنة 1996 عقد كراء محل يمثل المقر الاجتماعي لشركة "الوسيط الدولي" (INI) التي يملك البنك 42.52٪ من رأس مالها . ويمتد العقد لمدة 3 سنوات قابلة للتجديد بصفة ضمنية بنفس الشروط مع الترفع في معلوم الكراء بنسبة 15٪ كل 3 سنوات . وبلغ معلوم الكراء خلال 2005 مبلغ 9 آلاف دينار .

2. أبرم الاتحاد الدولي للبنوك مع شركة "SOCIETE GENERALE" اتفاقية مساعدة تمتد على مدى سنة واحدة من غرة جانفي 2005 وذلك في الميادين التالية :

- مساعدة في تحسين تنظيم الاتحاد الدولي للبنوك
- مساعدة في أشغال البناء المتعلقة بعقارات البنك
- مساعدة في التفاوض في العقود
- تكوين إطارات وأعوان البنك
- مساعدة في ميدان مكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال

تقرير مراقب الحسابات حول القوائم المالية المجمعة

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005

السادة مساهمي الإتحاد الدولي للبنوك،

الذاتية المجمعة المعروضة بالموازنة للبنك تفوق قيمتها الحقيقية في حدود هذا المبلغ.

وتجدر الإشارة إلى الوضعية المشار إليها في الإيضاح حول القوائم المالية 5.2 المتعلقة بالضمان المقدم من طرف شركة "SOCIETE GENERALE" بتاريخ 08 فيفري 2005 لتغطية المدخرات الضرورية المشار إليها أعلاه في حدود 8.52 مليون دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2004. وقد تمكن البنك، نتيجة لذلك، من إحترام النسب القانونية المستوجبة لممارسة النشاط البنكي دون أن يؤدي ذلك إلى استرجاع في النقص في الأموال الذاتية المشار إليه سالفًا .

وباعتبار انخفاض المدخرات الضرورية والتي لم يتم تقييدها بتاريخ 31 ديسمبر 2005، والمتعلقة بالقروض المتمتعة بالضمان المقدم من شركة "SOCIETE GENERALE"، تساوي قيمة هذا الضمان مبلغ 5.42 مليون دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2005.

وفي رأينا، وباستثناء الملاحظة المشار إليها أعلاه، فإن القوائم المالية المجمعة سليمة وصادقة وتعبّر بصورة وفيّة، لكل ما هو هام نسبيًا، عن الوضعية المالية للمجمع وعن نتائج أعماله وتدقيقاته النقدية للسنة المحاسبية المنتهية في 31 ديسمبر 2005، طبقًا للمبادئ المحاسبية المتفق عليها عمومًا بالبلاد التونسية.

2 - الفحوص الخاصة :

لقد قمنا بأعمال الفحوص الخاصة كما ينص عليها القانون والمعايير المهنية .

واعتمادا على فحوصنا فإننا نبدي نفس التحفظ المذكور أعلاه فيما يتعلق بأمانة المعلومات المالية الواردة بالتقرير السنوي لنشاط المجمع لسنة 2005 ومطابقتها مع القوائم المالية المجمعة .

تونس في 25 أبريل 2006
أ م س إرنست ويونغ
نورالدين الحاجي

تنفيذا لمهمة مراقبة الحسابات التي أسندت إلينا من طرفكم، نقدم لكم فيما يلي تقريرنا المتعلق بمراقبة القوائم المالية المجمعة للإتحاد الدولي للبنوك للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005 والمصاحبة لهذا التقرير، وبالفحوص الخاصة التي ينص عليها القانون والمعايير المهنية .

1 - الرأي على القوائم المالية :

لقد دققنا القوائم المالية المجمعة للإتحاد الدولي للبنوك للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2005.

إن إعداد هذه القوائم المالية المجمعة هو من مسؤولية مجلس إدارة البنك وتمثل مسؤوليتنا في إبداء رأي مستقل حول القوائم المالية المجمعة استنادا إلى أعمال التدقيق التي قمنا بها .

لقد تم تدقيقنا وفقا للمعايير المهنية المتعارف عليها بالبلاد التونسية والتي تتطلب تخطيط وتنفيذ أعمال التدقيق للحصول على تأكيدات معقولة بأن القوائم المالية المجمعة خالية من أخطاء هامة نسبيًا .

تشتمل إجراءات التدقيق على فحص الأدلة المؤيدة للمبالغ والإفصاحات التي تتضمنها القوائم المالية المجمعة على أساس العينة ويشتمل التدقيق أيضا على تقييم المبادئ المحاسبية المتبعة والتقديرات الهامة التي تجريها الإدارة وكذلك تقييم العرض الشامل للقوائم المالية ككل .

وباعتقادنا أن الإجراءات التي قمنا بها تمثل أساسا معقولا يمكننا من إبداء رأينا حول القوائم المالية المجمعة .

ونتيجة لذلك، فإننا نبدي التحفظ التالي :

تبرز الإيضاحات حول القوائم المالية المجمعة (إيضاحات حول القواعد المحاسبية المعمول بها 5.2 و 5.6 والإيضاحات حول بنود القوائم المالية 1، 2، 5، 8 و 12) أن مدخرات ضرورية لتغطية انخفاض قيمة الأصول ومدخرات للخصوم مقدرة إجمالًا بتاريخ 31 ديسمبر 2005 بـ 88.4 مليون دينار لم يقع تقييدها محاسبياً إلى حدّ هذا التاريخ مقابل 6.108 مليون دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2004. ونتيجة لذلك، فإن الأموال

القرارات

القرار الأول

– اتفاقية مساندة لاستخلاص الديون مبرمة مع الدولية لاستخلاص الديون وملحق للاتفاقية متعلق بتغيير شروط الخلاص واسترداد المصاريف.

– عقدي تفويت ديون مبرمين بين الاتحاد الدولي للبنوك والدولية لاستخلاص الديون متعلق بمستحقات عامة تساوي 511.990.160 دينار خاصة بمجموع 370 ملف.

– اتفاقية خدمات بين الاتحاد الدولي للبنوك وشركة "استخلاص" متعلقة بالمساعدة في استخلاص ديون.

– اتفاقية وملحق لاتفاقية للبحث والتنشيط التجاري لقروض الاستهلاك مبرمين بين الاتحاد الدولي للبنوك وشركة "تسهيل".

– اتفاقية وملحق لاتفاقية للتصرف الإداري والمعلوماتي خاص بملفات قروض الاستهلاك مبرم بين الاتحاد الدولي للبنوك وشركة "خدمات".

– تسديد مبلغ 71.000 دينار مقابل خلاص ضمان "الشركة العامة" لتغطية نقص مدخرات الديون بعنوان السادسة الثانية للسنة المحاسبية 2005.

– تسديد مبلغ 60.000 أورو مقابل خلاص مصاريف استعمال شبكة "سويفت نات" بعنوان السنة المحاسبية 2005.

تمت المصادقة على هذا القرار بالأغلبية.

القرار الرابع

إن الجلسة العامة العادية بعد استماعها لتقرير مجلس الإدارة والتقرير الخاص لمراقب الحسابات، تصادق على العقود الآتي ذكرها والمرخصة من طرف مجلس الإدارة المنعقد في 6 أبريل 2006 :

– مشروع عقد خدمات سنوي بين الاتحاد الدولي للبنوك و"الشركة العامة" لمبلغ مسقف بـ 215.000 أورو يضاف إلى 60.000 أورو ميزانية استعمال شبكة "سويفت نات".

– مشروع عقد خدمات سنوي بين الاتحاد الدولي للبنوك و"الشركة العامة المغربية للبنك" بمبلغ مسقف بـ 40.000 أورو.

تمت المصادقة على هذا القرار بالأغلبية.

إن الجلسة العامة العادية بعد استماعها لتقرير النشاط لمجلس الإدارة و التقرير العام لمراقب الحسابات وتقرير الحسابات المتعلقة بالقوائم المالية المجمعة تصادق على القوائم المالية الفردية والمجمعة المختومة بتاريخ 31 ديسمبر 2005 كما وقع تقديمها.

وبالتالي، تعطي تبرئة تامة لأعضاء مجلس الإدارة بعنوان تصرفهم للسنة المحاسبية 2005.

تمت المصادقة على هذا القرار بالأغلبية.

القرار الثاني

تصادق الجلسة العامة العادية على توزيع الأرباح حسب الاقتراح الذي عرضه عليها مجلس الإدارة :

■ الإرباح الصافية للسنة المحاسبية	0
■ المؤجل لسنة 2004	15.000 دينار
■ الاحتياطي القانوني	0
■ الربح المخصص للتوزيع	0
■ المؤجل لسنة 2005	15.000 دينار

تمت المصادقة على هذا القرار بالأغلبية.

القرار الثالث

إن الجلسة العامة العادية بعد استماعها للتقرير الخاص لمراقب الحسابات المحرر طبقا لمقتضيات الفصل 200 وما تابعه والفصل 475 من مجلة الشركات التجارية والفصل 29 من القانون المؤرخ في 10 جويلية 2001 تصادق على العقود وملاحق العقود المبرمة سنة 2004 أو سنة 2005 وعلى العمليات المنجزة خلال سنة 2005، الآتي ذكرها :

– ملحق لعقد "أموال متصرف فيها" من طرف الدولية سيكار لحساب الاتحاد الدولي للبنوك والمتعلق بالمبلغ الجديد الممنوح للدولية سيكار بمبلغ 325.000 دينار الخاص بالاستثمار المعفى بعنوان السنة المحاسبية 2005،

القرار الخامس

بإنتهاء نيابات السيدة عليّة عبد الله و"الشركة العامة" والسادة هارفي سان سوفار، جون لوي متيي، فليب فيغي، فليب أمستوي، فريديريك جيني ومحمد علي عبابو بنهاية السنة المحاسبية 2005، لذلك تقرر الجلسة العامة العادية تجديد تلك النيابات لمدة ثلاث سنوات تنتهي بانتهاء انعقاد الجلسة العامة العادية المدعوة للنظر في حسابات ونتائج السنة المحاسبية 2008. السيدة فيرونيك دولا باشلوري تعوض السيد محمد علي عبابو.

تمت المصادقة على هذا القرار بالأغلبية.

القرار السادس

بانتهاء مهمة مراقب الحسابات مع نهاية السنة المحاسبية 2005، فإن الجلسة العامة العادية تقرر تجديد مهمة مكتب "أ م س ارنست أند يونق" الممثل من طرف السيد نور الدين الحاجي لمدة ثلاث سنوات تنتهي بانعقاد الجلسة العامة العادية المدعوة للنظر في حسابات ونتائج السنة المحاسبية 2008.

تمت المصادقة على هذا القرار بالأغلبية.

القرار السابع

أخضع القانون المؤرخ في 18 أكتوبر 2005 المتعلق بتقوية سلامة العلاقات المالية والرامي لترسيخ رقابة حسابات الشركات، مؤسسات القرض التي تلجؤ للدعوة العمومية للإدخار لتعيين مراقبي حسابات أو أكثر.

ونظرا لهذا المقتضى القانوني و بعد الاستماع لتقرير نشاط مجلس الإدارة، تصادق الجلسة العامة العادية على تعيين مكتب "أحمد منصور وشركائه" ديلوات تونس كمراقب حسابات ثان لمدة ثلاث سنوات تنتهي بانعقاد الجلسة العامة العادية المدعوة للنظر في حسابات و نتائج سنة 2008.

تمت المصادقة على هذا القرار بالأغلبية.

القرار الثامن

بعد الاستماع لتقرير مجلس الإدارة حول وضعية السيولة للبنك والوسائل المعدة لتلافي مخاطر النسب أو الصرف، ترخص الجلسة العامة العادية لمجلس الإدارة إصدار اقتراض رقاعي بالسوق المحلي مسقف بمبلغ خمس وسبعون مليون دينار (75.000.000 دينار)، يرفع خلال السنتين القادمتين، بنسبة متغيرة و يسترجع لمدة خمس سنوات (05). وتكلف مجلس الإدارة بوضعه.

تمت المصادقة على هذا القرار بالأغلبية.

القرار التاسع

تصادق الجلسة العامة العادية على تحويل مبلغ سبعة آلاف وخمسمائة وخمسة دينار وأربعمئة وخمسة وثمانون مليم (7.505.458 دينار)، والذي أصبح قابلا للتصرف فيه، للمدخرات الخارقة للعادة والذي كان مخصصا للمدخرات ذات النظام الخاص بعنوان السنة المحاسبية 2000.

تمت المصادقة على هذا القرار بالأغلبية.

القرار العاشر

تخول الجلسة العامة العادية للممثل القانون أو لمن ينوبه كل الصلاحيات للقيام بالایداعات والإشهارات القانونية.

تمت المصادقة على هذا القرار بالأغلبية.